

Les Fondements du communisme révolutionnaire

Suivi de « Réplique à l'ignoble manifeste des 81
partis soi-disant communistes et ouvriers »



3

**EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL**

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI!

« le prolétaire » - « programme communiste »
« il comunista » - « el programa comunista »

« le prolétaire »

Journal bimestriel

Le numéro: 1 €, 3 FS, £ 1, 350 CFA - **Abonnement annuel** (5 numéros): 7,5 €, 30 FS / £ 10 / 1500 CFA - **Abonnement de soutien:** 15 €, 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

« il comunista »

Journal bimestriel en italien

Le numéro: 1 €, 5 FS, £ 1 - **Abonnement:** 6,5 €, 25 FS, £ 6 - **Abonnement de soutien:** 13 €, 50 FS, £ 12

« el programa comunista »

Revue théorique en espagnol

Le numéro: 3 €, 8 FS, £ 2 / 25 Krs. / America Latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3 - **Prix de soutien, le numéro:** 6 €, 16 FS, £ 4 / 50 Krs. / America Latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6

« programme communiste »

Revue théorique du Parti Communiste International

Prix au numéro: 8 €, 15 FS, £ 5, 2000 CFA, USA + Cdn US \$ 8, Amérique latine US \$ 2 - **Abonnement simple:** Le prix de 4 numéros - **Abonnement de soutien:** Pour 4 numéros: 50 €, 100 FS, £ 30, 16000 CFA, USA + Cdn US \$ 50, Amérique latine US \$ 20

CORRESPONDANCE

France: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007, Lyon

Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

Supplément à «programme communiste» n°98, revue théorique du parti communiste international / ISSN-0033-037 X / Imprimé par nos soins. Août 2004

Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale

- Table des matières -

	Pages
• Présentation	1
• Introduction de l'édition de sept. 1970	6
• Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale. Prémisse	8
• Première partie. Parti et Etat de classe, formes essentielles de la révolution communiste	12
• Seconde partie. Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire	19
• Troisième partie. La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les «socialistes d'entreprises»	38
• Conclusion	59
<u>Annexe</u>	
• Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers	62

PRÉSENTATION

Les «*Fondements du communisme révolutionnaire...*», texte d'un rapport fait par Amadeo Bordiga lors de la réunion générale du parti tenue à Paris les 8 et 9 juin 1957, étaient épuisés depuis plusieurs années. Une réédition s'imposait de ce texte, à la puissance intacte après presque un demi-siècle, car il est la démolition des fausses alternatives, des déformations et des révisions qui, au nom de l'«enrichissement» ou du «développement» du marxisme pour soi-disant tenir compte des leçons de l'histoire, renient les éléments fondamentaux du programme communiste dans les questions du parti, de l'Etat. D'autant plus qu'elles se présentent souvent sous une apparence de gauche, ces orientations sont catastrophiques pour la perspective révolutionnaire et le combat du prolétariat parce qu'elles privent celui-ci des armes sans lesquelles il est irrémédiablement condamné à la défaite.

En réaction au légalisme et au réformisme des partis socialistes dans la période qui a précédé la première guerre mondiale, apparut et se développa le courant «syndicaliste révolutionnaire», surtout en France, en Italie et en Espagne (mais aussi en Allemagne et aux USA). Pour les syndicalistes révolutionnaires, le parti était par nature un organisme spécifiquement parlementaire et non révolutionnaire qu'il fallait tenir à l'écart de syndicats, tandis que ces derniers, parce qu'ils n'étaient composés que d'ouvriers, étaient l'organe spécifique de la lutte révolutionnaire prolétarienne qui devait culminer dans la «grève générale expropriatrice»; les syndicalistes révolutionnaires attribuaient en outre aux syndicats la fonction d'organiser la production sociale après la révolution grâce aux capacités techniques acquises par leurs adhérents sous le capitalisme.

Dans cette vision, enveloppée dans les brumes idéalistes du sorélisme avec sa théorie de la violence comme mythe purificateur, c'est non seulement la «*constitution du prolétariat en classe, donc en parti*» mais aussi la «*constitution du prolétariat en classe dominante*» (Le Manifeste) qui disparaissent pour la simple raison que disparaît l'acte fondamental de la **prise du pouvoir politique** comme premier pas indispensable pour commencer la réorganisation conçue et réalisée **centralement** de l'économie en fonction des

but du socialisme; c'est-à-dire des buts non locaux mais généraux, non nationaux mais mondiaux, non de catégorie mais regardant toute l'espèce humaine. En liquidant la **dictature prolétarienne** et son organe, le **parti**, pour les remplacer par une fantomatique et impuissante *démocratie ouvrière*, c'est en définitive la révolution et par contrecoup le socialisme qui sont liquidés.

Et les choses ne changent pas quand c'est le *conseil d'usine* qui est mis à la place du syndicat, comme dans la conception du socialiste italien Gramsci et de ses partisans turinois de l'«Ordine Nuovo» et de tous les *conseillistes* et *autogestionnaires* qui suivirent. Dans un article-programme de l'«Ordine Nuovo» intitulé «Démocratie ouvrière», Gramsci et Togliatti écrivaient en 1919: «*L'Etat socialiste existe déjà potentiellement dans les institutions de la vie sociale caractéristiques de la classe travaillée exploitée. Relier ces institutions entre elles, les coordonner et les subordonner à une hiérarchie de compétence et de pouvoir, cela signifie créer dès à présent une véritable démocratie ouvrière, en opposition efficace à l'Etat bourgeois, préparée dès à présent à remplacer l'Etat bourgeois dans toutes ses fonctions essentielles de gestion et d'administration du patrimoine national*» (1).

Un an plus tard, commentant les polémiques au sein de son groupe qui avaient mené à la rédaction de cet article, Gramsci affirmait: «*Oui, il y a en Italie, à Turin, un germe de gouvernement ouvrier, un germe de soviets; c'est la commission interne [organisation des ouvriers dans l'entreprise à la base des sections syndicales]; étudions cette institution ouvrière, faisons une enquête, étudions même l'usine capitaliste, mais non en tant qu'organisation de la production matérielle, car il faudrait pour cela une culture spécialisée que nous n'avons pas; étudions l'usine capitaliste comme forme nécessaire de la classe ouvrière, comme organisme politique [!], comme "territoire national d'autogouvernement ouvrier"*» (2).

La Gauche allemande qui s'incarna dans le KAPD (Parti communiste ouvrier d'Allemagne), née en réaction au réformisme social-démocrate mais aussi aux tendances parlementaristes et légalistes du nouveau parti communiste (KPD), défendait des positions qui ne versaient sans doute pas toujours dans le pur anarchisme comme pour le cas extrême d'un Otto Rühle et de ses partisans, mais qui constituaient néanmoins des déviations anti-parti au fond similaires à celles des ordinovistes italiens. Dans son programme (où on pouvait trouver en préliminaire cette perle de la plus belle eau anarchiste: «*Exprimer l'autonomie de ses membres dans toutes les circonstances, c'est le principe de base d'un parti prolétarien, qui n'est pas un parti dans le sens traditionnel*»), un idéalisme complètement étranger au matérialisme marxisme faisait affirmer au KAPD que le retard de la révolution était causé par des facteurs subjectifs et psychologiques: «*l'idéologie du prolétariat se trouve encore en partie prisonnière de représentations bourgeoises et petites-*

bourgeoises. La psychologie du prolétariat allemand, dans son aspect présent, ne montre que trop distinctement les traces de l'esclavage militariste séculaire (...). Le problème de la révolution allemande est le problème du développement de la conscience de soi du prolétariat allemand.

(...) L'idée des Conseils dans la période de la lutte prolétarienne pour le pouvoir politique est au centre du processus révolutionnaire». Déclarant son hostilité aux moyens opportunistes de lutte, au Parlement et aux syndicats, le programme mettait au centre de la lutte révolutionnaire l'«organisation d'entreprise»: «Elle correspond à l'idée des conseils; (...) naissant organiquement dans le futur, constituant le futur, elle est la forme d'expression d'une révolution sociale qui tend à la société sans classes. C'est une organisation de lutte prolétarienne pure.

(...) Il faut que la lutte soit menée dans l'entreprise. C'est là que l'on est l'un à côté de l'autre comme camarades de classe, c'est là que tous sont forcés d'être égaux en droit. C'est là que la masse est le moteur de la production et qu'elle est poussée sans arrêt à pénétrer son secret et à la diriger elle-même. C'est là que la lutte idéologique, la révolutionnarisation de la conscience se fait dans un tumulte permanent, d'homme à homme, de masse à masse. (...) Propagande ininterrompue pour le socialisme, assemblées d'entreprise, discussions politiques, etc., tout cela fait partie des tâches [de l'organisation d'entreprise]; bref, c'est la révolution dans l'entreprise».

En outre le KAPD fixait à cette organisation le «deuxième grand but» (le premier étant la destruction des syndicats traditionnels) de préparer sous le capitalisme «l'édification de la société communiste» (3) comme si l'organisation de la société future devait se calquer sur la structure par entreprises de la société capitaliste, et que les organisations de lutte des prolétaires sous le capitalisme (les syndicats dans le cas des syndicalistes révolutionnaires, l'«organisation d'entreprise» dans le cas du KAPD, les conseils d'usine dans le cas des ordinovistes) devaient en être le germe!

Il est facile de voir que ces déviations sont du même type. La lutte menée par la Gauche communiste d'Italie contre l'ordinovisme vaut aussi contre la Gauche allemande, parce que c'était non une polémique locale et circonstancielle, mais une lutte de principe en défense des positions marxistes.

L'organe de la Gauche communiste, «Il Soviet» écrivait: «Soutenir comme le font les camarades de l'«Ordine Nuovo» de Turin qu'avant même la chute de la bourgeoisie, les conseils ouvriers sont déjà des organes non seulement de lutte politique, mais aussi de préparation économique-technique du système communiste, est un pur et simple retour au gradualisme socialiste: celui-ci, qu'il s'appelle réformisme ou syndicalisme, est défini par l'idée fautive que le prolétariat peut s'émanciper en gagnant du terrain dans les rapports économiques alors que le capitalisme détient encore, avec l'Etat,

le pouvoir politique.

(...) En conclusion: nous ne nous opposons pas à la constitution des conseils internes d'usine si leur personnel ou ses organisations le demandent. Mais nous affirmons que l'activité du Parti Communiste doit s'orienter suivant un axe différent: la lutte pour la conquête du pouvoir politique» (4).

En effet pour la Gauche communiste «le Soviet n'est pas un organe révolutionnaire par essence»; il peut bien être «un des organes de la lutte révolutionnaire du prolétariat», mais dans la mesure où il peut «constituer, à un certain stade, un terrain adéquat pour la lutte révolutionnaire que mène le parti» (5). «Au stade où nous en sommes, c'est-à-dire quand l'Etat du prolétariat est encore une aspiration programmatique, le problème fondamental est celui de la conquête du pouvoir par le prolétariat communistes, c'est-à-dire par les travailleurs organisés en parti politique de classe et décidés à réaliser la forme historique du pouvoir révolutionnaire, la dictature du prolétariat» (6).

Le seul organe révolutionnaire par essence est le **parti politique prolétarien** - dans la mesure où il est véritablement communiste, c'est-à-dire dans la mesure où son programme, son organisation comme son action quotidienne sont parfaitement cohérents et conformes aux principes du communisme. Le but de la lutte révolutionnaire ne peut pas être la conquête du pouvoir **dans l'entreprise** qui n'est qu'une dangereuse illusion, mais la conquête du **pouvoir politique central** par l'insurrection et la lutte armée, et l'instauration de la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'**après** s'être emparé du pouvoir, après avoir instauré son propre pouvoir exclusif de classe, **dirigé par son parti**, que le prolétariat aura les moyens d'intervenir despotiquement et de manière centralisée dans la société pour enlever aux classes possédantes tous leurs points d'appui et déraciner le capitalisme.

Hier, lors de la vague révolutionnaire du premier après-guerre, il a fallu rappeler les points cardinaux oubliés du communisme révolutionnaire; étant donné que la profondeur et la longueur de la contre-révolution ont fait disparaître toute trace de tradition marxiste au sein des masses prolétariennes du monde, cette lutte programmatico-politique est encore plus nécessaire aujourd'hui si l'on veut que, demain, lors de la prochaine vague révolutionnaire, le prolétariat ne se laisse pas égarer par les inévitables courants anti-partis faussement extrémistes.

* * *

Nous avons joint en appendice aux «Fondements...» un texte de 1961, écrit en réplique à un manifeste des partis staliniens. Ce «manifeste anti-porcine» est une critique pénétrante des positions de l'«opportunisme», c'est-à-dire du réformisme contre-révolutionnaire pas seulement de matrice stalinienne, et en

même temps un exposé efficace des positions marxistes fondamentales. Une version avait déjà été publiée en français sous le titre: «*A bas le programme de l'opportunisme!*» sur «Programme Communiste» n° 16 (juin-septembre 1961). Sa traduction et celle des Fondements ont été entièrement revues. Les notes de bas de page sont des Ed. Programme.

Août 2004

(1) cf «*Démocratie ouvrière*», «L'Ordine Nuovo», 21/6/1919.

(2) cf «*Le programme de l'Ordine Nuovo*», «L'Ordine Nuovo», 14-28/8/1920. Dans un article du 5/6/1920, Gramsci avait écrit: «*les organisations révolutionnaires (le parti politique et le syndicat professionnel) sont dans le camp de la liberté politique, dans le camp de la démocratie bourgeoise (...): le processus révolutionnaire se développe dans le camp de la production, dans l'usine, où les rapports sont d'opresseur à opprimé, d'exploiteur à exploité, où la liberté n'existe pas pour l'ouvrier où la démocratie n'existe pas (...)*».

La classe ouvrière affirme ainsi que le pouvoir industriel, que la source du pouvoir industriel doit retourner à l'usine, poser de nouveau l'usine, du point de vue ouvrier, comme forme dans laquelle la classe ouvrière se constitue en corps organique déterminé, comme cellule d'un Etat, l'Etat ouvrier, comme base du nouveau système représentatif, le système des conseils. L'Etat ouvrier, puisqu'il naît d'une configuration productive [Adieu Marx, bonjour Proudhon!], crée déjà les conditions de son développement, de sa dissolution comme Etat, de son incorporation organique dans un système mondial, l'Internationale communiste», etc.

(3) cf «*Programme du KAPD*» in «*Ni parlement, ni syndicats: les Conseils ouvriers! Les communistes de gauche dans la révolution allemande (1918-1922)*» Ed. Les nuits rouges, p. 94-108. Ne pouvant faire ici que quelques brèves allusions aux problèmes, nous renvoyons le lecteur au chapitre de la *Storia* (Histoire de la Gauche communiste) «*La gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international*», P.C. n° 58.

(4) cf «*Pour la constitution des conseils ouvriers en Italie*», «Il Soviet», IIIe année, n°1 (4/1/1920), Programme Communiste n°74, p. 66. «Il Soviet» était l'organe du courant de la Gauche communiste qui se donnait comme objectif premier la fondation du parti communiste. Pour une critique approfondie des thèses de Gramsci et du courant ordinoviste, nous renvoyons le lecteur aux n° 71, 72 et 74 de «Programme Communiste».

(5) cf «*Pour la constitution...*», «Il Soviet» n° 7, P.C. n° 74, p. 79.

(6) cf «*Pour la constitution...*», «Il Soviet» n°4, P.C. n°74, p. 72.

INTRODUCTION

(Introduction de la première édition)

Le texte reproduit ici (publié précédemment dans notre revue «Programme Communiste» n° 1, Octobre 1957) est le compte-rendu intégral d'un exposé fait à une de nos réunions générales en France. Dans le long travail de réexposition de la doctrine marxiste intégrale que notre parti mène depuis des décennies contre les vagues renouvelées de révisionnisme, il possède d'autant plus d'importance que les déviations et les écarts dénoncés ici à la lumière du marxisme chez des groupuscules italiens et français prétendument de gauche ont connu un regain de vigueur et sont même devenus le pain quotidien, tant des partis soi-disant «communistes» d'obédience russe, chinoise ou autre, que des innombrables chapelles de contestataires.

En dépit des prétentions des «novateurs», la meilleure preuve de la vitalité et de **l'invariance** de la doctrine marxiste est que, dans notre furieuse polémique d'aujourd'hui, nous pouvons reprendre tels quels les termes du **Manifeste**, et asséner à nos adversaires «actuels» les raclées mêmes que Marx et Engels administraient en 1847 à Proudhon, et en 1875 au parti allemand naissant, tout embarbouillé de lassalisme. C'est qu'il s'agit ici de maladies chroniques (et elles aussi «invariantes») du mouvement ouvrier, destinées à reflourir dans la mesure même où, sinon le poids social, du moins l'influence idéologique de la petite-bourgeoisie continue à s'infiltrer et à se propager dans les rangs du prolétariat, et à y survivre grâce à une sorte d'inertie historique - ce qui, soit dit en passant, est **une** des raisons pour lesquelles le parti communiste devra exercer un pouvoir dictatorial.

Dans la lutte contre cette influence, le tir meurtrier de notre critique est dirigé contre deux cibles. La première est la vieille prétention, développée jusqu'à ses ultimes conséquences par les anarchistes, de priver la classe et sa lutte émancipatrice des armes sans lesquelles la première n'est même pas une classe au sens propre, ni la seconde possible - à savoir le parti et l'Etat dictatorial qui exerce la terreur rouge. Dans cette «erreur» (fatale!) tombent également ceux qui, tout en revendiquant la lutte de classe, la révolution violente et la dictature, sacrifient le parti - dont la fonction **primordiale** est de diriger le prolétariat et même de **l'incarner** au cours de sa marche historique

- au mythe d'une gestion «directe» du pouvoir par des organes soi-disant représentatifs de la «volonté authentique», non «bureaucratiquement» déformée, des travailleurs.

Notre seconde cible, étroitement liée à la première bien qu'apparemment distincte, est la vision altérée d'une économie socialiste qui, loin d'être une organisation de la production «à l'échelle de la société» et donc, tendanciellement, de l'espèce, se développerait dans des îlots locaux fermés et jalousement «autonomes», vision dans laquelle refléurit l'idéologie individualiste et démocratique typique de l'économie bourgeoise et de son théâtre indispensable, le marché. Cette vue n'est pas seulement caractéristique de l'anarchisme classique, du syndicalisme révolutionnaire et de sa variante ordioviste, ainsi que de tous les groupes et groupuscules de «novateurs» et «contestataires» qui revendiquent sur leurs drapeaux les droits et «pouvoirs» périphériques - à l'usine, dans leur quartier, partout - et avant tout, à bien y regarder, les droits sacro-saints du **Moi** bourgeois, grand, moyen ou petit. Elle se retrouve aussi dans le stalinisme et ses multiples ramifications, ce qui est tout naturel, puisque ces théoriciens ont «découvert» que la loi de la valeur - et son cortège de catégories économique-sociales, marchandise, travail salarié, profit, etc... - reste en vigueur dans l'économie socialiste («édifiable dans un seul pays»!). Nous ne faisons pas seulement allusion à l'idéologie yougoslave de l'autogestion, mais aux réformes des Khrouchtchev et Kossyguine, des Kadar et autres Ceausescu, ou du fameux «printemps de Prague», toutes inspirées par l'«idéal» de l'autonomie **croissante** des unités de production, et en premier lieu de l'entreprise.

Les maillons d'acier de la doctrine marxiste sont ainsi brisés et, bien que partant d'horizons opposés (le stalinisme et l'...antistalinisme), tous les «novateurs» culbutent dans le même borbier démocratique, proudhonien, **individualiste**. Replâtrant les mythes décrépis de Liberté-Egalité-Fraternité, ils sont convaincus à chaque fois d'avoir découvert des continents inexplorés et d'avoir contribué par leur «créativité» à donner un «visage humain» au socialisme et au communisme, ignorant béatement qu'ils sont simplement retombés dans les bras de leur Sainte-Mère - ou plutôt de leur Saint-Père: le capitalisme.

Nous n'avons donc rien à ajouter à ce vieux texte de treize ans, qui lui-même ne changeait rien aux textes classiques d'il y a un siècle.

Septembre 1970

Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale

- PREMISSE -

PLAN DE L'EXPOSÉ

Le lecteur ne doit pas s'attendre ici à un examen systématique embrassant la totalité de la conception et du programme communistes sous l'aspect économique, historique, politique et sous celui que nous appellerons philosophique par souci de brièveté et qui constitue en quelque sorte le tissu qui les relie tous car il répond à l'originalité de notre méthode, à la façon dont seul le marxisme résout le problème des rapports entre théorie et action; économie et idéologie; causalité déterminante et dynamique de la société humaine, et ceci dans des réponses complètes et définitives données dès son apparition, qui se situe dans la première moitié du siècle dernier.

Nous nous exposerions d'ailleurs au reproche courant de faire de l'abstraction si nous voulions élucider à l'aide de formules systématiques notre conception originale de la fonction de l'individu dans la société, du rapport qui les lie l'un à l'autre à l'entité Etat et de la signification de l'entité classe dans l'établissement de cette doctrine. Nous courrions le risque d'être mal compris en omettant une donnée fondamentale de notre solution, à savoir que les formules permettant de résoudre ces questions ne sont pas permanentes; elles varient en même temps que se succèdent les grandes époques historiques, qui sont pour nous

celles des différentes formes de société et des divers modes de production.

Bien que nous revendiquions la permanence des solutions marxistes par dessus les tournants historiques épisodiques, notre réexposition des fondements du communisme révolutionnaire sera donc plus particulièrement liée à la triste période que le monde et le mouvement révolutionnaire contre le Capital traversent aujourd'hui, et ceci depuis des décennies et certainement pour d'autres décennies encore. En opposition à nos adversaires qui s'efforcent de déformer notre doctrine, nous allons remettre à leur place exacte les pierres angulaires qu'ils tentent de détruire.

Pour cela, nous porterons notre attention sur trois groupes principaux de critiques du marxisme révolutionnaire, nous attachant surtout à celui qui prétend le plus obstinément s'appuyer sur les mêmes principes et le même mouvement que ceux que nous revendiquons.

Nous rappelons aux lecteurs que la réunion de Milan de 1952 a traité un thème similaire («*L'invariance du marxisme dans le cours révolutionnaire*», in *Il Programma Comunista* n° 1-5 de 1953 - voir Programme communiste n° 53-54). Dans une première partie nous avons revendiqué l'**invariance** historique du marxisme en soutenant qu'il n'est pas une doctrine en formation continue, mais qu'il s'est complété dans la période historique correspondant à l'apparition du prolétariat moderne. C'est une pierre de touche de notre vision historique que cette classe parcourra tout l'arc historique qui va de son apparition à la chute du régime capitaliste en conservant **intactes** les mêmes armes théoriques. La deuxième partie avait été consacrée à la «Fausse ressource de l'activisme» en faisant la critique, que nous allons continuer ici, du retour des illusions «volontaristes», forme très dangereuse de dégénérescence du marxisme, toujours renaissante au cours des vagues d'épidémies opportunistes.

REVUE DES ADVERSAIRES

Dans cette première partie de l'exposé, nous diviserons les ennemis de notre position en trois groupes: ceux qui nient, ceux qui falsifient et ceux qui prétendent mettre à jour le marxisme.

Les premiers sont aujourd'hui représentés par les défenseurs déclarés du capitalisme et par ceux qui en font l'apologie comme forme définitive de la civilisation. Considérant qu'ils ont déjà été mis K.O. sous les coups de Karl Marx, nous ne leur accorderons plus trop d'attention et nous nous en débarrasserons en même temps que les deux autres groupes. (Disons une fois pour toutes que nous n'aspérons pas tant ici à une victoire définitive sur le terrain polémique qu'à donner une claire définition de nous-mêmes et une claire formulation des caractéristiques de notre critique, en nous chargeant de prouver qu'elles sont de nature à ne pas être modifiées, même après plus de cent ans.)

Le premier groupe, c'est-à-dire les **négateurs** du marxisme, n'ont encore subi

qu'une défaite doctrinale (la défaite sociale viendra plus tard); mais celle-ci est confirmée par leur passage chaque jour plus massif dans le camp de ceux qui «volent» à Marx les vérités qu'il a découvertes: convaincus de ne pouvoir les réfuter quand elles sont fermement énoncées (chose que les révolutionnaires ne craignent pas de faire pour leurs thèses classiques), ils préfèrent encore les falsifier et rallient donc le second groupe, voire (pourquoi pas?) le troisième, celui des modernisateurs.

Les **falsificateurs** sont ceux qui ont été historiquement désignés comme «opportunistes», révisionnistes, réformistes; ce sont ceux qui éliminèrent du complexe des théories de Marx l'attente de la catastrophe révolutionnaire et l'usage de la violence armée, comme si cela était possible sans anéantir l'ensemble. Mais il existe une catégorie de falsificateurs en tous points semblables aux premiers (et leurs égaux dans la superstition **activiste**) même parmi ceux qui acceptent ostensiblement la violence et la rébellion; il est en effet un point devant lequel aussi bien les uns que les autres reculent, un point qui appartient exclusivement à la théorie de Marx et en constitue l'élément discriminant: la revendication de la force armée maniée non plus par l'individu ou le groupe opprimé isolément considérés, mais par la classe victorieuse et libérée, c'est-à-dire de la **dictature** de classe, bête noire tant des anarchistes que des sociaux-démocrates. Aux alentours de 1917, nous avons pu nous imaginer que ce second et misérable groupe était lui aussi allé au tapis sous les coups de Lénine. Mais tout en considérant sa victoire doctrinale sur eux comme définitive, nous avons été les premiers, par la suite, à montrer que les conditions existaient pour la renaissance de cette infâme engeance que nous retrouvons aujourd'hui dans le stalinisme et le post-stalinisme russe tel que le XXème Congrès l'a mis en circulation.

Dans la troisième catégorie, celle des gens qui prétendent mettre à jour le marxisme, nous rangeons les groupes qui, tout en considérant le stalinisme dont nous venons de parler comme une nouvelle forme de l'opportunisme classique battu par Lénine, attribuent le terrible malheur qui est venu ainsi frapper le mouvement ouvrier révolutionnaire à des défauts et à des insuffisances de la doctrine marxiste originelle et, entreprenant de la rectifier, prétendent y parvenir en se servant des données de l'évolution historique postérieure à la formation de la théorie, évolution qui, à les en croire, aurait contredit celle-ci.

En Italie, en France et dans tous les pays, il existe beaucoup de ces groupes et groupuscules où les premières réactions prolétariennes contre les terribles désillusions dues aux déformations et à la décomposition provoquées par le stalinisme se gaspillent avec des résultats désastreux. Un de ces groupes se rattache au trotskysme, mais en réalité il n'a pas compris que ce que Trotsky a toujours condamné dans Staline était la déviation par rapport à Marx, même s'il a par ailleurs abusé de jugements personnels et moraux, voie stérile comme l'a bien démontré l'effronterie avec laquelle le XXème Congrès l'a empruntée pour prostituer la tradition révolutionnaire de façon bien pire encore que Staline lui-

même.

Tous ces groupes tombent en bloc dans cette maladie qu'est l'activisme; et leur gigantesque distanciation critique du marxisme les empêche de comprendre que c'est là la même erreur que celle des bernsteiniens allemands qui voulaient fabriquer le socialisme au sein même de la démocratie parlementaire en opposant à une théorie froide (à leurs yeux), la pratique quotidienne de la lutte; c'est aussi la même que celle des héritiers actuels de Staline qui ont mis en pièces la position de Marx, Lénine et Trotsky sur le caractère international de la transformation socialiste, dans une exhibition indécente des bras musculeux à la force desquels, bandant leur volonté de domination, ils auraient «construit» la nouvelle économie!

Staline est le père théorique de la méthode de l'enrichissement et de la rénovation du marxisme, qui, à chaque fois qu'elle apparaît, signifie la destruction de la force révolutionnaire de la perspective du prolétariat mondial.

Nous luttons donc en même temps contre ces trois groupes. C'est cependant contre les déformations spécieuses et les néo-théories présomptueuses du troisième groupe qu'il est le plus important de rétablir la doctrine. Après la dévastation stalinienne, il n'est pas facile pour les travailleurs de ramener ces constructions doctrinales, qu'ils connaissent mieux parce qu'elles sont contemporaines, aux vieux pièges qu'a connus l'histoire du mouvement.

Contre ces pièges, une seule défense: retourner intégralement aux positions du communisme du **Manifeste** de 1848 qui contiennent en puissance toute notre critique sociale et historique, et démontrer que toute l'évolution ultérieure, les luttes sanglantes et les défaites prolétariennes qui la jalonnent depuis un siècle, ne font que prouver la solidité de tout ce que certains voudraient follement abandonner.

PREMIERE PARTIE

PARTI ET ETAT DE CLASSE , FORMES ESSENTIELLES DE LA REVOLUTION COMMUNISTE

LA GRANDE QUESTION DU POUVOIR

En dépit des contre-mesures préventives du XXème Congrès, le nombre des critiques de la dégénérescence moscovite a été en augmentant après les événements d'Allemagne Orientale, de Pologne et de Hongrie, même dans les milieux entourant les partis communistes officiels d'Occident, et ils ont produit un matériel qui, tel celui des Sartre et Picasso, est à notre avis plus qu'équivoque et petit-bourgeois. La condamnation qu'ils ont portée n'est pas restée sans succès et peut se résumer ainsi: abus de la dictature; abus de la forme du parti politique soumis à une discipline centrale; abus du pouvoir d'Etat dans sa forme dictatoriale. Tous ces gens-là cherchent le remède dans la même direction: davantage de liberté et de démocratie; le socialisme devrait être remplacé dans l'atmosphère politique et idéologique de la légalité et de l'électoratisme libéraux et il faudrait renoncer à l'usage de la force d'Etat en général dans la lutte entre les diverses solutions et donc opinions politiques. Comme d'habitude, nous ne réserverons pas nos principaux coups à ceux qui disent tout cela pour défendre ouvertement le mode de production bourgeois, né dans le cadre de ce système idéologique, juridique et politique auquel ils sont si attachés, mais à ceux qui veulent greffer ce bavardage insensé sur le tronc de la doctrine marxiste.

Nous affirmons exactement le contraire. Libre de toute admiration à l'égard de la «liberté» américaine et de toute sujétion à la corruption moscovite, invulnérable au terrible virus de l'opportunisme, le mouvement révolutionnaire ne pourra resurgir autrement qu'en retournant à la plate-forme radicale du marxisme originel. Sa position sera bien nette: par son contenu, le socialisme dépasse et nie la liberté, la démocratie et le parlementarisme; enfin, il démasque le mensonge et la ressource contre-révolutionnaire suprême qui consistent à exiger que l'Etat reste neutre face aux intérêts des classes et aux solutions proposées par les partis, bref, face à la stupide **liberté des opinions**. Un tel Etat et une telle liberté ne sont que de monstrueuses inventions que l'histoire n'a jamais connues et ne connaîtra jamais.

Il est évident que telle est bien la position établie par le marxisme dès les premières années de son existence. Mais il faut encore ajouter que le concept de

l'usage du pouvoir matériel contre les minorités - et même les majorités - adverses suppose l'intervention de deux formes essentielles contenues dans le schéma historique marxiste: **parti** et **Etat**.

S'il existe un «schéma historique marxiste», c'est que cette doctrine se fonde justement sur cette position qu'il est possible de tracer un **schéma** à l'histoire. Si l'on n'arrive pas à trouver ce qu'il est, ou si celui qui a été trouvé fait faillite, le marxisme s'effondrera et c'est le premier groupe de ses critiques - ses **négateurs** - qui auront eu raison. Mais même cela ne suffira peut-être pas pour faire capituler le marxisme falsifié et «arrangé»!

Notre thèse affirme que dans le schéma marxiste **parti** et **Etat** sont des éléments non pas **accessoires** mais **principaux**. Ceux qui voudraient soutenir que l'élément principal est au contraire la **classe**, tandis que le parti et l'Etat ne sont que des éléments **accessoires** de son histoire et de sa lutte que le schéma permettrait de changer comme on fait avec des pneus ou des phares d'une auto seraient démentis de la façon la plus directe par Marx lui-même. Dans sa lettre à Weydemeyer citée par Lénine dans «*L'Etat et la révolution*» (dont nous revendiquons intégralement la conception historique), Marx dit en effet que ce n'est pas lui qui a découvert l'existence des **classes**, mais de nombreux écrivains et historiens bourgeois (en 1852). Ce n'est pas moi non plus qui ai découvert la **lutte** des classes, ajoute-t-il, mais beaucoup d'autres qui n'en sont pas pour autant communistes ni révolutionnaires. Le contenu de ma doctrine réside dans le concept historique de la «dictature» du prolétariat, stade nécessaire au passage du capitalisme au socialisme. Voilà ce que dit Marx, une des rares fois où il parle de lui.

La classe ouvrière définie statistiquement ne nous intéresse donc pas beaucoup, et à peine plus la classe ouvrière qui se meut par groupes pour débrouiller ses divergences d'intérêts avec les autres classes (il y en a toujours plus de deux dans la société). Ce qui nous intéresse, c'est la classe qui a instauré sa dictature, c'est-à-dire qui a conquis le pouvoir, détruit l'Etat bourgeois, instauré le sien; c'est ce que Lénine dégage magistralement de la pensée de Marx, couvrant de honte ceux qui, dans la Deuxième Internationale, avaient «oublié» le marxisme. Comment un pouvoir d'Etat dictatorial et totalitaire, une machine d'Etat qui s'oppose à l'ancienne comme une armée victorieuse à celle qu'elle a vaincue peut-il s'appuyer sur une **classe**? Par quel organe? Les philistins répondent immédiatement que pour nous c'est par un **homme** - qui en Russie aurait été Lénine (que l'on ose associer à ce malheureux Staline que l'on brûle aujourd'hui après l'avoir adoré et dont on suggère qu'il a peut-être été assassiné hier par ses propres dévots). Notre réponse a toujours été et est plus que jamais toute autre.

L'organe de la dictature, celui qui manie l'**arme-Etat** est le **Parti** politique de la classe, le parti à qui sa doctrine et la continuité de son action au cours de l'histoire confèrent en puissance le rôle de transformation de la société propre à

la classe. Le Parti. Nous ne disons pas seulement que la lutte et la tâche historiques de la classe ne peuvent se réaliser si elles ne sont pas confiées à ces deux formes: Etat dictatorial (c'est-à-dire excluant de son sein, tout le temps qu'elles survivent, les autres classes, désormais vaincues et soumises) et le Parti politique. Nous disons aussi que dans notre conception dialectique et révolutionnaire, on ne peut commencer à parler de classe, à établir un lien dynamique entre une classe contenue dans la société actuelle et une forme future de société résultant du bouleversement de celle-ci, à prendre en considération la lutte entre la classe détenant le pouvoir d'Etat et celle qui doit le renverser et le remplacer par le sien propre qu'à partir du moment où la classe cesse d'être une froide réalité statistique qui ne dépasse pas le niveau pitoyable de la pensée bourgeoise, pour se manifester dans son Parti, organe sans lequel elle n'a ni vie ni force de lutte.

On ne peut donc pas séparer le parti de la classe comme l'accessoire de l'**essentiel**. Bien plus, quand (comme c'est le cas de nouveaux déformateurs du marxisme) on nous propose une classe prolétarienne privée de parti, ou avec un parti stérilisé et impuissant, ou qu'on cherche à ce parti des substituts, on fait disparaître la **classe** elle-même, on détruit toute possibilité pour elle de **lutter** pour le socialisme et même pour son morceau de pain.

UNE ERREUR DÉMASQUÉE DEPUIS UN SIÈCLE

C'est leur désarroi critique qui a incité les *enrichisseurs* modernes du marxisme à faire leurs ces énormités, à reprendre, sans le savoir, les insinuations bourgeoises et petites-bourgeoises apparues quand la révolution russe marchait encore sur une ligne qu'eux-mêmes considèrent comme glorieuse, quand Classe, Etat, Parti, hommes du parti se plaçaient sur le même terrain révolutionnaire, justement parce qu'il n'existait aucune sorte d'hésitation sur ces positions essentielles.

Ils ne se rendent pas compte qu'en affaiblissant la notion de parti, en lui enlevant sa fonction de premier organe de la révolution, ils **déclassent** le prolétariat et le livrent impuissant au joug de la classe dominante qu'il ne pourra ni abattre ni même freiner, même d'un point de vue limité. Ils croient vraiment avoir **amélioré** le marxisme parce qu'ils ont tiré de l'histoire cette leçon banale, digne du dernier boutiquier: trop tirée la corde casse! sans s'apercevoir qu'il ne s'agit pas là d'une correction mais d'un asservissement; ou mieux du complexe d'infériorité de l'incompréhension et de l'impuissance.

La forme Parti et la forme Etat apparaissent comme des points essentiels dès les premiers textes de notre doctrine; ils sont deux étapes fondamentales du développement épique contenu dans le «*Manifeste des Communistes*». Dans le chapitre «Prolétaires et Communistes», les «moments» révolutionnaires sont au nombre de deux. Le premier a déjà été indiqué dans le chapitre précédent «Bourgeois et Prolétaires»: c'est l'**organisation du prolétariat en parti politique**, où cette affirmation faisait suite à la formule célèbre «toute lutte de classe

est une lutte politique». Ce moment est même défini de façon plus nette encore, puisque le texte dit: «*cette organisation des prolétaires en classe, et donc en parti politique*», ce qui s'accorde pleinement avec notre thèse: le prolétariat est historiquement une classe quand il parvient à donner vie à une lutte politique de parti.

Le second moment révolutionnaire est **l'organisation du prolétariat en classe dominante**: ici, c'est la question du pouvoir et de l'Etat qui est soulevée. «*Nous avons déjà vu plus haut que le premier pas de la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante ...*»

On trouve un peu plus loin la sèche définition de l'Etat de classe: «*le prolétariat lui-même organisé comme classe dominante*».

Il n'est pas nécessaire ici d'anticiper et de montrer comment une des thèses essentielles remises sur pied par Lénine: la disparition ultérieure de l'Etat, est contenue elle aussi dans ce texte fameux. La définition générale: «*Le pouvoir politique est la force organisée d'une classe pour l'oppression d'une autre classe*», souligne les affirmations classiques: **le pouvoir public perdra son caractère politique**, les classes disparaîtront ainsi que toute domination de classe, y compris celle du prolétariat.

Donc le Parti et l'Etat se trouvent au centre de la vision marxiste: c'est à prendre ou à laisser. Chercher la classe en dehors de son Parti et de son Etat est une tentative vaine; l'en priver signifie tourner le dos au communisme et à la révolution.

Les «modernisateurs» du marxisme considèrent cette tentative insensée comme une découverte originale qui daterait du second après-guerre: ils ignorent qu'elle avait déjà été faite avant le *Manifeste*, et repoussée dans le formidable pamphlet de Marx contre Proudhon, *Misère de la Philosophie*. Cette oeuvre fondamentale réfute la position (très avancée pour l'époque) que la transformation sociale et l'abolition de la propriété privée sont des conquêtes réalisables en dehors de la lutte pour le pouvoir politique. On trouve à la fin la phrase fameuse: «*ne dites pas que le mouvement social n'est pas un mouvement politique*» qui conduit à la thèse sans équivoque que nous défendons: nous n'entendons pas par politique la lutte pacifique d'opinions, ou pire, une querelle constitutionnelle, mais un «*heurt au corps à corps*», la «*révolution totale*», et enfin, pour reprendre les paroles de la poétesse Georges Sand: «*le combat ou la mort*».

Proudhon répugne à la lutte politique parce que sa conception de la transformation sociale est incomplète, qu'elle ne contient pas le dépassement intégral des rapports capitalistes de production, qu'elle est concurrentielle, étroitement coopérativiste, qu'elle reste enfermée dans les limites bourgeoises de l'entreprise et du marché. Il s'écrie que «*la propriété c'est le vol*», mais son système reste un système de propriété bourgeoise parce qu'il reste mercantile. A l'égard de la révolution économique, il a la même myopie que les «autogestion-

naires» modernes qui répètent sous une forme plus faible la vieille utopie d'Owen qui voulait libérer les ouvriers en leur remettant la gestion de l'usine en pleine société bourgeoise. Que ces Messieurs s'appellent «*Ordinovistes*» à l'italienne ou «*Barbaristes*» à la française, leur origine lointaine remonte au proudhonisme dont ils portent les uns et les autres l'estampille, et on pourrait leur lancer la même invective qu'à Staline: ô misère des *enrichisseurs*!

RÉSURRECTION ET TÉNACITÉ DU PROUDHONISME!

Le système de Proudhon exalte au maximum l'échange individuel, le marché, le **libre** arbitre du vendeur et de l'acheteur et il affirme qu'il suffira que la valeur d'échange de toute marchandise devienne égale à celle du travail qu'elle contient pour que soit éliminée toute iniquité sociale. Marx démontre (et la même chose sera faite contre Bakounine, Lassalle, Dühring, Sorel et les pygmées plus récents auxquels nous avons fait allusion) que ce qui se cache là-dessous est tout simplement l'apologie et la conservation de l'économie bourgeoise; il n'y a rien d'autre dans l'affirmation de Staline lorsqu'il prétend que dans une société socialiste comme le serait selon lui la société russe la loi de l'échange entre équivalents reste en vigueur.

Dès la *Misère de la Philosophie*, en quelques lignes, Marx montre l'abîme qui existe entre ces sous-produits du système capitaliste et la vision colossale de la société communiste de demain. C'est sa réponse à la théorie proudhonienne d'une société dans laquelle le jeu illimité de la concurrence et l'«équilibre de l'offre et de la demande» font ce miracle d'assurer à tous les choses les plus utiles et de première nécessité au «*coût le plus bas*», éternel rêve petit-bourgeois des serviteurs du Capital. Marx pulvérise facilement ce sophisme et le tourne en dérision en montrant qu'à suivre le même raisonnement on pourrait proposer à la gent proudhonienne d'aller se promener pour obtenir du beau temps, sous prétexte que tout le monde va se promener quand il fait beau.

«*Dans une société à venir où l'antagonisme des classes aurait cessé, où il n'y aurait plus de classes, l'usage (des produits) ne serait plus déterminé par le **minimum** de temps de production; mais le temps de production **sociale** qu'on consacrerait aux différents objets serait déterminé par leur degré d'utilité sociale*» (1).

Ce passage est un des nombreux bijoux que l'on peut trouver dans les écrits classiques de notre grande école et qui prouvent l'insanité du lieu commun qui veut que Marx ait aimé à décrire le capitalisme dans les lois qu'il en a dégagées, mais qu'il n'ait jamais décrit la société socialiste: cela aurait été retomber dans... l'utopie. Insanité qui est commune à Staline et aux antistaliniens de série.

En effet, ce sont les Proudhon-Staline qui méritent le reproche d'utopisme, puisqu'ils veulent émanciper le prolétariat et conserver l'échange mercantile. La

(1) «*Misère de la philosophie*», Ed. Sociales, 1977, p. 73

réforme Khrouchtchev de l'industrie russe est la dernière édition de cette tentative. L'échange individuel et libre sur lequel s'appuie la métaphysique de Proudhon s'épanouit là dans l'échange de l'usine, de l'entreprise **gérée** par les ouvriers, selon l'écoeuvante banalité qui voit le contenu du socialisme dans la conquête de l'entreprise par les ouvriers qui y travaillent.

Dans sa croisade en faveur de la concurrence, le vieux Proudhon est le précurseur de la superstition moderne: l'«émulation» productive. Le progrès, avaient coutume de dire les bien-pensants de jadis, qui ignoraient être moins réactionnaires que les Khrouchtchev modernes, naît de la saine «émulation». Mais Proudhon identifie l'émulation productive «industrielle» avec la concurrence elle-même. Tendent à l'émulation ceux qui tendent à un même but tel que peut l'être «*la femme pour l'amant*» (2). Marx observe avec sarcasme que si l'**objet** immédiat de l'amant est la femme, l'objet immédiat de l'émulation industrielle devrait être le **produit** et non le **profit**. Mais comme dans le monde bourgeois (et la chose vaut encore aujourd'hui après plus de cent ans) la course est au profit, la prétendue émulation productive se résout en une concurrence **commerciale**, celle-là même à laquelle aspirent américains et moscovites dans les sourires séducteurs qu'ils échangent (3).

Proudhon apparaît comme le précurseur des récents «socialistes d'entreprise» non seulement dans sa vision tronquée de la société révolutionnaire, mais dans son rejet du **parti** et de l'**Etat**, parce qu'ils seraient la pépinière de **dirigeants**, de chefs, de détenteurs de pouvoir, dont la «**faiblesse humaine**» rend **inévitabile** la transformation en un groupe de privilégiés, en une nouvelle classe (ou caste?) dirigeante sur le dos du prolétariat.

(2)«Misère de la philosophie», Ed. Sociales, 1977, p. 152

(3)Dans cette nouvelle édition des *Fondements du communisme*, il nous paraît intéressant de placer ici la citation complète du texte de Marx, afin de faciliter la compréhension de notre remarque sur la question de l'émulation industrielle ou émulation commerciale. Marx répond à Proudhon - défenseur d'une concurrence régulée et affirmant que «(...) l'objet de l'émulation industrielle est nécessairement le **profit**. L'émulation n'est pas autre chose que la concurrence même» - en ces termes:

«La concurrence est l'émulation en vue du profit. L'émulation industrielle est-elle nécessairement l'émulation en vue du profit, c'est-à-dire la concurrence? M. Proudhon le prouve en l'affirmant. Nous l'avons vu: affirmer, pour lui, c'est prouver, de même que supposer c'est nier.

Si l'**objet** immédiat de l'amant est la femme, l'objet immédiat de l'émulation industrielle est le produit et non le profit.

La concurrence n'est pas l'émulation industrielle, c'est l'émulation commerciale. De nos jours, l'émulation industrielle n'existe qu'en vue du commerce. Il y a même des phases dans la vie économique des peuples modernes où tout le monde est saisi d'une espèce de vertige pour faire du profit sans produire. Ce vertige de spéculation, qui revient périodiquement, met à nu le véritable caractère de la concurrence qui cherche à échapper à la nécessité de l'émulation industrielle».

Marx avait fait rentrer dans la gorge de Proudhon ces superstitions sur la nature humaine dans une phrase aussi brève que bien frappée: «*Monsieur Proudhon ignore que l'histoire toute entière n'est qu'une continuelle transformation de la nature humaine*». Sous cette pierre tombale écrasante peuvent dormir cent générations d'idiots antimarxistes passés, présents et futurs.

Nous ne faisons aucune réserve, nous ne mettons aucune limites même secondaires, au «plein emploi» des armes du **Parti** et de l'**Etat** dans la révolution ouvrière; pour liquider tout scrupule hypocrite et étayer encore notre position, nous ajouterons qu'une seule organisation est en mesure d'opposer un remède efficace et radical aux manifestations **individuelles** inévitables de la pathologie psychologique que prolétaires et militants communistes auront héritées de la **nature** non pas de l'homme mais de la société capitaliste et de son horrible idéologie et mythologie d'individualisme et de «dignité de la personne humaine». Cette organisation, c'est justement le parti politique communiste aussi bien dans l'exercice de la dictature de classe qui lui revient intégralement qu'au cours de la lutte révolutionnaire. Les autres organes qui voudraient se substituer à lui doivent être écartés non seulement en raison de leur impuissance révolutionnaire, mais parce qu'ils sont cent fois plus accessibles aux influences dissolvantes de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. La critique de ces organismes proposés de divers côtés depuis des temps immémoriaux, doit être faite sur le plan historique plus que «philosophique»; mais il est cependant de première importance de montrer que les arguments de leurs partisans révèlent, si on les soumet à notre critique, leur origine et leur essence bourgeoises, et même sous-bourgeoises quand il s'agit de cette bande d'intellectuels qui infestent dangereusement la périphérie du mouvement ouvrier.

Portant organisationnellement le non-prolétaire au même niveau que le prolétaire, la forme parti est **la seule** dans laquelle le premier peut rejoindre la position théorique et historique appuyée sur les intérêts révolutionnaires de la classe travailleuse, et même, après de longs tourments historiques, servir de mine révolutionnaire, et non plus de contre-mine bourgeoise introduite dans nos rangs.

La supériorité du parti réside justement en ce qu'il surmonte l'infection du **travaillisme**, de l'**ouvriérisme**. On entre dans le parti en fonction de sa propre position dans le **corps à corps** des forces historiques en lutte pour une révolution sociale, qui n'est pas le décalque servile (et habituellement vanté) de la position personnelle du militant par rapport au «mécanisme productif», c'est-à-dire par rapport au mécanisme créé par la société bourgeoise, «physiologique» à cette société et sa classe dominante.

SECONDE PARTIE

LES ORGANISATIONS ECONOMIQUES DU PROLETARIAT NE SONT QUE DE PALES SUBSTITUTS DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

HISTORIQUE DES SYSTEMES

Les déformations que le stalinisme a fait subir à la théorie économique marxiste sont un aspect de sa trahison mille fois plus grave que les «excès du pouvoir» qui, à des stades bien différents, ont scandalisé trotskystes et khrouchtcheviens, et que les fameux crimes dont le philistinisme mondial nous a rebattu les oreilles. A cette trahison, nous avons toujours opposé la thèse classique de Marx contre Proudhon telle qu'elle est formulée dans le *Capital*: «*Quelle illusion que celle de certaines écoles socialistes qui s'imaginent pouvoir briser le régime du Capital en lui appliquant les lois éternelles de la production marchande!*» (4).

La critique des prétendus antistaliniens et leur tentative de renouveler le programme a la prétention ridicule de désintoxiquer le parti et l'Etat, formes dont Staline aurait abusé par **soif de pouvoir** (en Italie on donne cette thèse ultra rabâchée aux examens de latin: le tyran, ses esclaves et la Patrie! Cicéron comme «modernisateur» de Marx sur l'histoire vécue...). Il est important de montrer que tous ceux qui nourrissent cette préoccupation bigote (à bien gratter leur vernis, on voit qu'ils aspirent tous au rôle de chefs et sont démangés par le prurit du succès personnel) retombent dans la doctrine économique-sociale de Proudhon et dans son illusion réactionnaire, et qu'ils sont aveugles à l'opposition historique entre communisme et capitalisme, c'est-à-dire à l'opposition du communisme et du socialisme au mercantilisme.

Une première preuve est d'ordre historique: c'est la fin misérable qu'ont connue toutes les versions qui, à seule fin de repousser les «monstres» Parti et Etat, proposaient diverses organisations pour encadrer la lutte prolétarienne contre le capital et pour arriver à la formation de la société post-capitaliste.

Dans la troisième partie de cet exposé, nous traiterons de l'aspect économique en montrant que le but, le programme, que se donnent tous ces mouvements a-partis et a-étatiques n'est pas une économie socialiste et communiste, mais une illusion économique petite-bourgeoise qui les a tous enlisés dans le jeu de force des partis et des Etats du capitalisme moderne.

Une première thèse préjudicielle révèle comme antimarxistes toutes ces

tentatives fondées sur des formules ou des recettes organisationnelles diverses aux effets miraculeux. Elle fait écho aux banalités demi-séculaires des politiciens magouilleurs et des réformateurs qui réduisaient les événements de la lutte historique à un défilé de mannequins comme dans les présentations de mode. Dans la grande révolution française, péroraient ces prétentieux, le moteur était le club politique, et la lutte entre les Girondins, les Jacobins, etc. était la clef des événements. Puis cet usage passa de mode et il y eut les partis électoraux... Puis on pensa à des organismes locaux, communaux, préconisés par les anarchistes... Aujourd'hui (nous pensons à 1900), il y a une dernière recette: le syndicat ouvrier de profession qui tend à supplanter toute autre organisation et qui s'oppose (Georges Sorel) de tout son potentiel révolutionnaire au parti et à l'Etat. Vieille chanson. Aujourd'hui (1957), nous entendons vanter une autre forme «autosuffisante»: le conseil d'usine auquel *tribunistes* néerlandais, gramscistes italiens, titistes yougoslaves, petits groupes gauchistes de *batrachomyomachie*, donnent de diverses façons la prééminence par rapport à tout autre.

Il suffit d'une seule thèse de Marx, Engels et Lénine pour enterrer tout ce vain radotage: **la révolution n'est pas une forme d'organisation**. La question de la révolution réside dans le heurt des forces historiques, dans le programme social auquel aboutit la fin du long cycle historique du mode capitaliste de production. Inventer le but au lieu de le découvrir scientifiquement dans les déterminantes passées et présentes relève du vieil utopisme pré-marxiste. Supprimer le but final pour le remplacer par une organisation remuante est le nouvel utopisme post-marxiste (Bernstein, chef du révisionnisme social-démocrate disait: «*le but n'est rien, le mouvement est tout*»).

Nous rappellerons brièvement ces «propositions» dans lesquelles le prolétariat se voyait confier le rôle de remplir les formes d'organisation nouvelles et qui le conduisirent en réalité, à travers de dures défaites, sous le joug renforcé du Capital.

LA SUPERSTITION DE LA « COMMUNE » LOCALE

Les doctrines anarchistes sont l'expression de l'idée selon laquelle le mal est le pouvoir central; elles prétendent que tout le problème de la libération des opprimés se résume donc à la suppression de ce pouvoir. La classe n'est pour l'anarchiste qu'un concept accessoire; ce qu'il veut libérer, c'est l'individu, l'homme, et en cela il fait sien le programme de la révolution libérale et bourgeoise. Il lui reproche seulement d'avoir instauré une nouvelle forme de pouvoir, sans comprendre que c'était là la conséquence nécessaire du fait qu'elle n'a pas eu pour contenu et pour force motrice, la libération de la personne ou du citoyen, mais la conquête par une nouvelle classe sociale de la domination des moyens de production. L'anarchisme, le libertarisme (et, si l'on fait une analyse tant soit peu approfondie, le stalinisme, tel qu'il est propagé en occident) ne sont que le libéralisme révolutionnaire bourgeois classique **plus quelque chose**

(4) «Le Capital», Livre I, Section VII, Ed. Sociales, 1977, p. 27

d'autre que nous appelons autonomie locale, Etat administratif, entrée des classes travailleuses dans les organes du pouvoir constitutionnel. Avec de semblables bourdes petites-bourgeoises, le libéralisme (qui en son temps fut une chose réelle et sérieuse) devient une pure illusion castratrice de la révolution ouvrière qui, malheureusement, y est actuellement enfoncée jusqu'au cou.

Le marxisme est au contraire la négation dialectique du libéralisme économique; il entend non pas le conserver en partie en lui ajoutant des corrections, mais l'écraser dans les institutions qui en sont nées et qui, locales et surtout centrales, ont un caractère de classe. Ce n'est pas par un débordement d'autonomie et d'indépendance, mais par la formation d'une force centrale de destruction dont les formes sont justement le Parti et l'Etat révolutionnaires, et ne peuvent être remplacées par aucune autre, que cette tâche pourra être accomplie.

L'idée de libérer l'individu, la personne et de les rendre autonomes se réduit à la ridicule forme du **réfractaire** subjectif ignorant la société et la structure qu'elle fait peser sur lui et qu'il ne peut briser ou dans laquelle il rêve de placer une machine infernale. Tout cela aboutit à l'existentialisme contemporain, incapable de tout effet social.

Cette exigence petite-bourgeoise qui naît de la rage du petit producteur autonome exproprié par le grand Capital et donc d'une défense de la propriété (qui pour Stirner et autres individualistes purs est «*un prolongement de la personne*» que l'on doit respecter) s'adapta au grand fait historique de la marche en avant des masses travailleuses dont elle reconnut au cours du temps certaines formes d'organisation. Pendant la crise de la Première Internationale (après 1870), les anarchistes se séparèrent des marxistes en niant encore les organisations économiques et jusqu'aux grèves: dès cette époque, Engels établit que syndicat économique et grève ne suffisent pas à résoudre la question de la révolution, mais que le parti révolutionnaire doit les appuyer dans la mesure où, comme l'indiquait déjà le *Manifeste*, leur valeur réside dans l'extension de l'organisation prolétarienne vers une forme unique et centrale qui est de nature politique.

Au cours de cette période, les libertaires proposent une «Commune» révolutionnaire locale assez mal définie puisqu'ils la représentent tantôt comme force en lutte contre le pouvoir constitué et qui affirme son autonomie en rompant tout lien avec l'Etat Central, tantôt comme forme de gestion de la nouvelle économie. Ce n'était qu'un pur et simple retour à la première forme capitaliste des communes indépendantes de la fin du Moyen-Age en Italie et dans la Flandre germanique où une jeune bourgeoisie luttait contre l'Empire. Bien entendu c'était alors un fait révolutionnaire, en regard du développement productif, tandis qu'aujourd'hui ce n'est qu'une répétition vide drapée dans un faux extrémisme.

Au long de cinquante ans de commémoration, les anarchistes ont représenté la Commune de Paris de 1871 comme le modèle de ces organismes locaux, alors que dans l'analyse bien plus profonde et irrévocable de Marx et de Lénine, elle est au contraire le premier et grand exemple historique de dictature du prolétariat,

d'Etat central et encore territorial, du prolétariat.

Incarné dans la IIIème République de Thiers, l'Etat capitaliste français avait quitté la capitale sur les arrières de l'armée prussienne pour abattre le Paris prolétarien. Après la résistance désespérée de celui-ci et l'effrayant massacre qui suivit, Marx put écrire que désormais toutes les armées nationales des bourgeoisies étaient liguées contre le prolétariat.

Au lieu de rapetisser la lutte historique de l'échelle nationale à celle de la commune (surtout si l'on pense à une pauvre commune désarmée de la périphérie), il s'agissait de l'agrandir à l'échelle internationale. Sous la Deuxième Internationale, une nouvelle version du socialisme fit son apparition, qui frappa l'esprit inquiet du Mussolini d'avant-guerre lui-même: c'était le *communalisme* qui voulait construire la cellule de base de la société socialiste en conquérant la commune autonome, non plus, hélas, par la dynamite, comme le voulaient les anarchistes, mais au moyen des élections municipales! Les objections d'alors seraient inutiles aujourd'hui que le développement économique inexorable bien connu à qui lit Marx, a enserré tous les organes locaux dans un réseau toujours plus inextricable de liens économiques, administratifs et politiques avec le centre: il suffit de penser combien une petite commune rebelle se couvrirait de ridicule si elle voulait construire par ses seules forces une station de télévision ne serait-ce que pour brouiller celle de son pire ennemi, l'Etat Central. L'idée d'organisations qui regrouperaient les travailleurs d'une commune qui se déclarerait indépendante politiquement et autarcique économiquement est morte d'elle-même. Mais l'illusion bourgeoise de l'«autonomie» servira encore à abrutir les cerveaux et à lier les mains des militants de la classe ouvrière (5).

Les autres formes d'organisation «immédiate» des travailleurs aboutissant au syndicat de profession et de métier, au syndicat d'industrie et au conseil d'usine auront une histoire plus longue et plus complexe. Dans la mesure où ces formes sont proposées en alternative au parti politique révolutionnaire, l'histoire de leurs mouvements et des doctrines qui, de façons plus ou moins désordonnées, s'appuyèrent sur eux, coïncide avec l'histoire de l'opportunisme de la Deuxième et de la Troisième Internationale, à laquelle nous avons consacré d'amples exposés. Nous nous limiterons à de brefs rappels, bien que l'ignorance dans laquelle les masses d'Europe sont de cette histoire et des immenses sacrifices des prolétaires du continent qui la jalonnent soit un fait grave et bien qu'il faille qu'elles retrouvent un jour la capacité de tirer les leçons de ces terribles expériences.

(5) Il est utile de prouver que les idées ici soutenues appartiennent à la tradition classique du marxisme. Nous voulons le faire en nous servant d'un passage contenu dans la lettre de Marx à Engels du 20 juin 1866; la guerre dont il s'agit dans la lettre est la guerre entre la Prusse et l'Autriche; l'Italie est l'alliée de la première. Le passage est important à propos de l'appréciation marxiste des guerres de formation des nations

(Suite page suivante)

L'histoire du localisme et du dit communisme libertaire ou anarchiste est l'histoire de l'opportunisme dans la Première Internationale elle-même dont Marx dut se débarrasser tant par la critique doctrinale que par une dure lutte d'organisation contre Bakounine et ses partisans acharnés de France, de Suisse, d'Espagne et d'Italie.

En dépit de l'expérience de la révolution russe elle-même, beaucoup de «gauchistes» ennemis déclarés du stalinisme considèrent encore les anarchistes comme point d'appui possible. Il était donc nécessaire de rappeler que l'anarchisme fut une première forme de maladie dans le mouvement ouvrier, qu'il a été le précurseur d'autres opportunismes, y compris l'opportunisme stalinien, en ce qu'il déplaça les positions politiques et historiques sur un terrain équivoque

(Suite de la page précédente)

européennes dont la phase n'était pas encore close alors; mais, aujourd'hui, il est encore plus actuel lorsque Marx d'une façon vraiment prophétique se moque de l'idée que la société nouvelle dans une petite nation puisse jouer le rôle de modèle pour le monde entier. Ce que l'on disait alors du modèle français, nous le répétons aujourd'hui pour le modèle russe.

«Hier il y a eu au Conseil International un débat sur la guerre actuelle. La séance avait été annoncée et la salle était bondée. Messieurs les Italiens nous avaient également envoyé de nouveaux délégués. La discussion, comme il fallait s'y attendre, se limita à la question des nationalités et à la position que nous devons adopter vis-à-vis de la question. Les débats furent renvoyés à mardi prochain.

Les français, venus en très grand nombre, donnèrent libre carrière à l'antipathie cordiale qu'ils éprouvent envers les Italiens.

D'ailleurs les représentants (non ouvriers) de la «Jeune France» déclarèrent que toute nationalité et les nations elles-mêmes sont des préjugés. C'est du Stirnérisme proudhonisé. Décomposer tout en petits groupes ou communes, qui forment à leur tour une association mais pas d'Etat. Et cette individualisation de l'humanité, ainsi que le «mutualisme» qui y correspond s'opéreront de la façon que voici: l'histoire s'arrêtera dans tous les pays et le monde entier attendra que les Français soient mûrs pour faire une révolution sociale. Alors, ils feront les premiers l'expérience et le reste du monde, entraîné par la force de leur exemple, fera la même chose. C'est tout à fait ce que Fourier attendait de son phalanstère modèle. Au reste, ce sont tous des réactionnaires qui chargent la question sociale des superstitions de l'Ancien Monde.

Les Anglais éclatèrent de rire quand je commençai mon discours en faisant remarquer que notre ami Lafargue, etc... qui avait supprimé les nationalités, nous avait harangués en français, c'est-à-dire dans une langue que les 9/10 de l'auditoire n'entendaient pas. J'indiquai en même temps que, sans s'en douter le moins du monde, il semblait entendre par négation des nationalités leur absorption par la nation modèle: la nation française».

Cf., K. Marx - F. Engels, «Correspondance», la citation est tirée de l'édition 1946 des Ed. Sociales. On retrouve cette lettre dans l'édition 1981 au tome VIII, pp. 284-285.

propre à attirer aux côtés du prolétariat des couches de petite et même de moyenne bourgeoisie, ce qui a toujours été la source de toutes les erreurs et la cause de toutes les faillites; en effet le résultat n'a pas été que le prolétariat a conquis la direction des «masses populaires», mais que le mouvement d'ensemble a perdu tout caractère prolétarien et que le prolétariat a été asservi au Capital.

Les marxistes ont dénoncé ce danger dès les premières années; et il est pénible d'entendre certains dire que nous avons aujourd'hui plus d'éléments pour l'affronter que Marx lui-même alors qu'ils comprennent de travers ce qui était déjà clair il y a un siècle. Engels avait lui aussi horreur de la version «populaire» de la révolution ouvrière, comme le démontre parmi cent autres passages, la préface aux *Luttes de classes en France*:

«Après les défaites de 1849, nous ne partageons nullement les illusions de la démocratie vulgaire groupée autour des gouvernements provisoires **in partibus**. Celle-ci comptait sur une victoire prochaine, décisive, une fois pour toutes du «peuple» sur les «opresseurs», nous, sur une longue lutte, après l'éloignement des «opresseurs», **entre les éléments antagoniques cachés précisément dans ce peuple.**» (6)

Pour la doctrine marxiste, les éléments pour condamner les versions «populaires» actuelles de tous les opportunistes (y compris tous les petits groupes «quadrifogliaires» et «barbaristes» (7) qui ont récemment dédié aux événements hongrois de longues palinodies dans lesquelles comme toujours ils font passer un mouvement «populaire» pour un mouvement de classe) existaient dès cette époque.

Quiconque met le «peuple» à la place de la classe, plaçant la classe prolétarienne avant et au-dessus du parti communiste, croit rendre à celle-ci un suprême hommage alors qu'en réalité il la déclasse et, la noyant dans la confusion «populaire», l'immole à la contre-révolution.

MYTHE DU SYNDICAT RÉVOLUTIONNAIRE

A la fin du XIXème siècle, les partis politiques du prolétariat étaient

(6) F. Engels, Préface de 1895 aux «*Luttes de classes en France*», Ed. Sociales 1946, p. 11. Dans les éd. Sociales plus récentes, le terme «populaire» est traduit par «vulgaire».

(7) *Quadrifoglio* (Trèfle à quatre feuilles): organisation italienne qui s'était formée par le regroupement de quatre groupes, dont «*Battaglia Comunista*» dont notre tendance s'était séparée en 1952, la section italienne de la IVe Internationale trotskyste, un groupe libertaire l'ancêtre de «*Lotta Comunista*». *Barbaristes*: membres du groupe «*Socialisme ou Barbarie*», issu du trotskysme, qui avait réussi à recruter des militants de la Gauche en France. Amadeo Bordiga consacra plusieurs «*Fils du temps*» à combattre les thèses de «*Socialisme ou Barbarie*»: «*La batrachomyomachie*» (PC n° 94), «*Parodie de la praxis*» (PC n°95), «*Danse des fantoches: de la conscience à la culture*» (PC n°96).

nombreux en Europe et ils étaient devenus des organisations puissantes. Leur modèle était la «social-démocratie» allemande qui, après une longue lutte contre les lois d'exception antisocialistes de Bismarck avait contraint l'Etat Kaiser-bourgeois à les abolir et qui voyait augmenter ses électeurs et le nombre de ses sièges au Parlement à chaque élection. Ce parti aurait dû être le dépositaire de la tradition de Marx et d'Engels, et c'est à quoi était dû son prestige au sein de la Deuxième Internationale reconstituée en 1889.

Pourtant, c'est justement au sein de ce parti que s'était développé un nouveau courant appelé **révisionniste** dont le principal théoricien était Edouard Bernstein. Ce courant soutenait ouvertement que le développement de la société bourgeoise et ses *nouveaux* aspects à l'époque de la tranquillité sociale et internationale relative qui avait succédé à la grande guerre franco-prussienne ouvraient de «nouvelles voies au socialisme», différentes de celles de Marx.

Que les jeunes militants ouvriers d'aujourd'hui ne s'en étonnent pas! Les termes sont exactement les mêmes que ceux de la formule du XXème Congrès russe de 1956 dont tout le monde croit pourtant qu'ils sont récents. Le révisionniste italien Bonomi, ex-membre du Parti Socialiste, expulsé en 1912, ex-ministre de la guerre sous Giolitti, et qui, à ce titre, remplit la mission de faire mitrailler, non pas les fascistes mais les prolétaires qui combattaient contre eux, et finalement devint un des chefs de la République antifasciste, écrivit il y a un demi-siècle un livre intitulé «*Les nouvelles voies du socialisme*». Giolitti en tira cette belle phrase que les socialistes **avaient mis Marx au grenier**. Le mouvement actuel de la Gauche communiste internationale se relie historiquement à la Fraction de Gauche qui, dans ces lointaines années, lui répondit en donnant à son journal le titre de «*La soffitta*» (le grenier).

Les révisionnistes soutenaient que dans la nouvelle situation de l'Europe et du monde capitaliste, la lutte insurrectionnelle, l'emploi de la violence armée, la conquête révolutionnaire du pouvoir politique, étaient inutiles, et ils rejetaient complètement la thèse centrale de Marx: la dictature du prolétariat.

A la place de cette «vision catastrophique», ils mirent l'action légale et électorale, l'action législative et parlementaire; on alla jusqu'à voir des élus socialistes participer aux ministères bourgeois (possibilisme, millerandisme) afin de promulguer des lois favorables au prolétariat même si les Congrès internationaux d'avant la première guerre mondiale avaient toujours condamné cette tactique et si à cette époque les collaborationnistes à la Bonomi avaient été expulsés du parti (mais non les Bernstein ou, en Italie, les Turati).

Une vague de défiance à l'égard de la **forme** du parti politique qui donnait beau jeu aux critiques antimarxistes et anarchistes suivit dans de larges couches ouvrières cette dégénérescence non seulement de la doctrine mais de la politique des partis socialistes, sur laquelle nous ne pouvons pas nous étendre plus longtemps ici. Dans un premier temps, seuls des courants moins importants numériquement se placèrent sur le terrain de la lutte contre le révisionnisme pour

la défense de la doctrine originelle du marxisme (radicaux en Allemagne, révolutionnaires intransigeants en Italie et ailleurs «durs», «étroits», «orthodoxes», etc ...).

Ces courants auxquels correspondait en Russie le bolchevisme avec Plekhanov (qui finit aussi mal que l'Allemand Kautsky pendant la guerre) et Lénine, ne cessèrent pas un instant de revendiquer la forme parti et (seul Lénine le fit clairement pour ce second point) la forme Etat, c'est-à-dire la forme Dictature. Mais, pendant une dizaine d'années peut-être, une autre école mena la lutte contre le révisionnisme social-démocrate. C'était le **syndicalisme révolutionnaire**, qui trouva son théoricien dans la personne de Georges Sorel, mais dont les origines remontent certainement plus loin. Ce courant était fort dans les pays latins. Il lutta tout d'abord au sein des partis socialistes sous forme de fractions qui en sortirent ensuite soit en conséquence des vicissitudes de la lutte, soit par cohérence à l'égard de leur doctrine qui excluait le Parti des organes de la révolution de classe.

La forme première de l'organisation prolétarienne était pour eux le **syndicat** économique qui devait non seulement mener la lutte de classe pour défendre les intérêts immédiats des ouvriers, mais aussi se préparer, sans se subordonner à aucun parti politique, à diriger la guerre révolutionnaire finale pour le renversement du système capitaliste.

LES SORÉLIENS ET LE MARXISME

L'analyse des fondements et de l'évolution de cette doctrine telle qu'on les trouve chez Sorel et dans les différents groupes qui se sont ralliés à lui dans divers pays, nous conduirait trop loin. Ici, nous nous proposons simplement d'établir un bilan historique succinct de ce courant et de traiter la perspective très discutée qu'il avait d'une future société non capitaliste. Sorel et nombre de ses partisans, y compris en Italie, déclaraient au début qu'ils étaient les véritables continuateurs de Marx contre le travestissement pacifique et évolutionniste que lui avaient fait subir les révisionnistes légalistes. Pourtant, ils furent finalement obligés d'admettre qu'ils représentaient une autre forme de révisionnisme qui, à première vue, pouvait sembler de gauche tandis que l'autre était de droite, mais qui, en réalité, remontait aux mêmes origines et présentait les mêmes dangers que ce dernier.

Ce que Sorel disait retenir de Marx était l'emploi de la violence et le heurt de la classe prolétarienne contre les institutions et le pouvoir bourgeois, et par-dessus tout contre l'Etat. Il montrait ainsi qu'il restait fidèle à la critique de Marx selon laquelle l'Etat contemporain issu de la révolution libérale ne cesse pas, dans ses formes démocratiques et parlementaires, d'être l'organe caractérisé de défense des intérêts de la classe dominante dont le pouvoir ne peut être abattu par les voies constitutionnelles. Les soréliens revendiquaient l'action illégale, l'usage de la violence, la grève générale révolutionnaire, et ils en faisaient leur idéal suprême, à une époque où la majorité des partis socialistes répudiaient ces mots d'ordre avec la dernière énergie.

La grève générale sorélienne dans laquelle culmine la théorie de l'«action directe» (c'est-à-dire sans intermédiaires légalement élus entre prolétariat et bourgeoisie) était conçue comme une grève simultanée de tous les métiers ouvriers de toutes les villes d'un Etat et même de tous les Etats (ce dont il n'y avait pas d'exemple). En réalité, l'insurrection des syndicalistes gardait la forme et les limites d'une action d'individus ou tout au plus de groupes sporadiques, elle ne se hissait pas au niveau d'une action de classe. Cela est dû à son horreur d'une organisation politique révolutionnaire qui ne peut pas ne pas avoir aussi des formes militaires et, après la victoire, étatiques (Etat prolétarien, Dictature); en effet, tout comme les bakouninistes trente ans avant, les soréliens ne voulaient ni Parti, ni Etat, ni Dictature. La grève nationale générale victorieuse coïncide (le même jour?) avec l'expropriation (notion de la **grève expropriatrice**) et la perspective du passage d'une forme sociale à une autre est aussi nébuleuse et changeante qu'elle fut décevante et anachronique.

En 1920, alors que l'enthousiasme pour Lénine, la forme parti, la conquête centrale du pouvoir et la dictature expropriatrice étaient à leur comble en Italie, le mot d'ordre faussement extrémiste de «grève expropriatrice» fut introduit dans les milieux maximalistes et ordinovistes; ce fut l'une des nombreuses occasions où les marxistes durent étriller ces Messieurs sans pitié et sans craindre de passer pour des **pompier**s.

Sorel et toutes ses épigones se trouvent en dehors du déterminisme marxiste; le jeu des interactions entre sphères économique et politique reste pour eux lettre morte; individualistes et volontaristes, ils voient d'abord dans la révolution un impossible acte de conscience et seulement ensuite un acte de force. Ils renversent le marxisme sur la tête, comme Lénine l'a montré dans «*Que faire?*». Considérant que la conscience et la volonté jaillissent dans le for intérieur de l'**individu**, ils font table rase de l'Etat bourgeois, de la division en classes et de la psychologie de classe. Ils ne comprennent pas l'alternative: dictature capitaliste ou communiste, et ils en sortent par la seule voie historique possible: en rétablissant la première. Quant à savoir s'ils le font consciemment ou non, c'est un problème qui est tout pour eux, mais qui pour nous est zéro.

Il ne nous intéresse pas de suivre plus longtemps Georges Sorel dans son évolution logique: idéalisme, spiritualisme, retour au sein de l'Eglise catholique.

L'ÉPREUVE DE LA GUERRE MONDIALE

Comme nous l'avons déjà dit, nous ne pouvons certainement pas retracer ici toute l'histoire critique du désastre qui frappa le mouvement socialiste en août 1914, lors de l'éclatement de la première guerre mondiale. Nous nous demandons seulement si les partis politiques furent seuls touchés et si les organisations syndicales et les idéologues de l'école syndicaliste qui ne voulaient pas s'appeler un parti mais qui l'étaient en fait, avec une base de classe petite-bourgeoise en dépit de leur désir superstitieux de pureté ouvrière, ne connurent pas eux aussi la même

faillite. Ces derniers constituaient alors, comme du reste les anarchistes l'ont toujours fait plus ou moins, des «groupes» mal définis qui se déclaraient **apolitiques, a-électoraux, a-parlementaires, a-parti** (excusez l'horrible utilisation du *a* privatif). Nous avons des exemples tout récents qui montrent comment cette pudeur à l'égard du parti et de la politique révolutionnaire finit toujours par permettre à ces *regroupements* instables et confus de séjourner dans les partis opportunistes bourgeois et de faire des campagnes électorales pour de vulgaires traîtres. Autonomie avant tout!

Il est indiscutable que les plus grands partis socialistes d'Europe nous firent alors assister à une honteuse banqueroute; c'est la matière de base de toute la restauration du marxisme révolutionnaire réalisée au temps de Lénine. Rappelons que ce dernier resta inapprochable, même de sa compagne, pendant trois semaines, qu'il foulait aux pieds les journaux, ne pouvant croire à la nouvelle de la trahison socialiste et tournait comme un ours en cage dans sa petite chambre de Suisse.

Nous ne changerons rien à ce que nous avons toujours dit et fait contre les parlementaires traîtres qui avaient voté les crédits de guerre et étaient entrés dans les gouvernements d'Union Sacrée; mais en Italie, avec l'avantage de neuf mois de retard, il y eut une chaude bagarre pour empêcher la défection des chefs du parti à quelques jours de la mobilisation. La direction du parti tenait bon, et bien qu'en majorité réformiste et opposé à la grève générale nationale, le groupe parlementaire s'engagea à voter contre les crédits de guerre et le gouvernement, et il vota effectivement contre à l'unanimité. Ceux qui eurent la position la plus défaitiste furent les chefs de la Confédération Générale du Travail dont nous dûmes démasquer le sabotage contre la proposition de grève: ils disaient craindre qu'elle échoue; en réalité et pour des motifs de patriotisme bourgeois, ils craignaient qu'elle réussisse.

Dans tous les pays, ce furent les grandes centrales syndicales qui remorquèrent le parti politique sur la voie de la honte suprême. Ce fut le cas en France, en Allemagne et en Autriche. En Angleterre, le monstre de tous les temps, le grand champion de l'antirévolution, le *Labour Party* auquel les trade-unions (c'est-à-dire les syndicats économiques) sont affiliées, passa unanimement du côté de la guerre, tandis que le petit Parti Socialiste Britannique prenait une attitude d'opposition.

Les critiques soréliens du parlementarisme en avaient à juste titre dénoncé bien des hontes, mais ils n'avaient pas pensé que les députés ouvriers qui hantaient les antichambres de l'administration bourgeoise y étaient poussés par les organisateurs syndicaux qui voulaient pouvoir rapporter des concessions matérielles à leurs associés. La trahison ou la vilenie des chefs révolutionnaires n'est pas l'origine mais la conséquence inséparable de l'opportunisme, que Lénine, Engels et Marx dès sa lettre sur la contre-révolution allemande en 1850 avaient perçu et dont la faillite de 1914 est l'exemple le plus classique. L'opportunisme est un fait social, un compromis entre les classes qui s'étend en profondeur, et ce serait folie

de ne pas le voir. Le capitalisme offrit un pacte aux ouvriers industriels exemptés du service militaire. Si, en Italie, le Syndicat des Cheminots s'opposa à la Confédération Générale du Travail sur la question de la grève, dans laquelle ses membres risquaient pourtant de perdre leur sursis, ce fut parce qu'il avait une force politique, et du fait des liens qui existaient ouvertement entre cet organisme ouvrier combatif et l'aile extrémiste du parti marxiste.

Dans la crise de 1914, comme dans toutes les crises semblables même quand elles furent moins retentissantes, les syndicats économiques ont été des boulets de plomb aux pieds des partis de classe. La faute en est aux cercles dirigeants, mais il faut reconnaître que les syndiqués ne surent pas davantage éliminer ceux-ci que les militants de parti leurs chefs, ou les électeurs socialistes leurs députés, sinon après de longues années de lutte. Les soréliens n'avaient pas envisagé cet ensemble de faits évidents quand ils proposaient comme remède au révisionnisme de boycotter les partis et de se réfugier dans les syndicats ouvriers.

Ce fut encore pire en France et en Italie où certaines confédérations syndicales étaient sous l'influence du courant anarco-syndicaliste. En France, ce dernier était même majoritaire et son secrétaire Jouhaux, sorélien jusqu'à la moelle, était un ennemi du parti et de son groupe parlementaire. Pourtant, ce n'est pas le seul Jouhaux qui suivit la politique patriotarde des députés socialistes, mais toute son organisation et les masses qu'elle groupait, à l'exception de minorités absolument négligeables au début. Il en fut de même pour le fameux anarchiste cultivé Elysée Reclus et pour le plus fameux encore Gustave Hervé, chef des antimilitaristes européens, directeur de la «*Guerre Sociale*», organisateur du «*Citoyen-browning*» ou citoyen-revolver et qui s'était engagé autrefois à «*planter le drapeau tricolore dans le fumier*»: à l'éclatement de la guerre, son journal prit le titre de «*La Victoire*» et déclencha la campagne la plus venimeuse de haine contre les *boches*; puis lui-même alla s'engager *dans le fumier* qui était bien digne de lui.

Il ne sortit donc rien de mieux des rangs soréliens que ceux du parti S.F.I.O. qui, en fait de marxisme, ne valait même pas, déjà à cette époque, trois sous de fausse monnaie. Les syndicalistes «a-parti» finirent comme les Guesde et les Cachin: ce dernier qui fut plus tard communiste et, après une parenthèse hitlérienne, résistant antifasciste, partit alors en Suisse pour offrir au journal de Mussolini l'argent de l'Etat français.

En Italie, à côté de la Confédération Générale du Travail, il existait une «Union Syndicale Italienne» anarchiste. Pour imbibée qu'elle fut de bas réformisme, jamais la première n'adhéra à la politique de guerre. Les syndicalistes anarchistes, au contraire, se scindèrent en deux unions syndicales: l'une hostile à la guerre, l'autre, avec De Ambris et Corridoni, interventionniste déclarée. Le parti, lui, passa plus honorablement l'épreuve: lorsque l'ancien chef de l'extrême gauche Mussolini devenu partisan de la guerre, fut expulsé de la section de Milan en octobre 1914, aucune voix ne s'éleva pour le défendre.

L'ORGANISATION D'USINE

La proposition de renoncer au parti politique prolétarien pour reporter le centre de gravité de la lutte révolutionnaire sur le syndicat de métier comportait d'un côté l'abandon total des bases théoriques de la doctrine marxiste. Elle ne pouvait être faite que par des gens qui en avaient abjuré le *credo* philosophique et économique, comme finirent par le faire les soréliens et comme les bakouninistes l'avaient fait d'emblée. D'un autre côté, dans son bilan historique, elle montrait qu'elle était privée de tout fondement. Le raisonnement selon lequel le syndicat serait supérieur au parti parce que dans les partis peuvent entrer des éléments n'ayant pas une origine purement prolétarienne, qui finissent pas occuper des postes dirigeants - ce qui ne serait pas possible dans les syndicats - est réduit à néant par les exemples historiques les plus éclatants.

L'étroitesse de l'horizon syndical, si on le compare à l'horizon politique, réside dans le fait que le premier a une base non pas de classe, mais à peine de catégorie et qu'il se ressent de la séparation moyenâgeuse rigide entre les métiers. La transformation ultérieure du syndicat de métier (ou professionnel) en syndicat **d'industrie** ne représente pas un pas en avant. Dans cette forme, un menuisier travaillant dans une usine d'automobiles, par exemple, fera partie de la Fédération des métaux et non de celle du bois. Mais les deux formes ont ceci de commun que le contact entre leurs membres ne s'établit que sur les problèmes d'un secteur étroit de production et non sur **tous** les problèmes sociaux. La synthèse des intérêts des groupes prolétariens professionnels et industriels locaux ne se fait que par l'intermédiaire d'un appareil de fonctionnaires des organisations.

C'est donc seulement dans l'organisation du parti que peut être dépassée l'étroitesse des intérêts de professions et de secteurs productifs puisqu'elle ignore ces divisions.

Après la première guerre mondiale, il était évident pour tous que la trahison à la cause socialiste n'était pas seulement le fait des groupes parlementaires et des partis mais aussi des grandes organisations syndicales. Cela incita à surestimer une nouvelle forme d'organisation immédiate des prolétaires industriels: le **conseil d'usine**.

Ceux qui théorisaient ce système prétendaient qu'il était capable plus qu'aucun autre d'exprimer la fonction historique de la classe travailleuse moderne, et ceci sur un double plan. Tout d'abord, la défense des intérêts des ouvriers contre le patron passait, selon eux, du syndicat au conseil d'usine, relié aux autres par le «Système des Conseils» par localités, régions et nations, et aussi par secteurs d'industrie. Mais une nouvelle revendication apparaissait: celle du **contrôle** de la production, et, plus lointaine, celle de la **gestion**. Les conseils auraient eu à intervenir non seulement dans la question des conditions faites à l'ouvrier par l'entreprise (salaires, horaires, etc...), mais aussi dans les opérations technico-économiques jusqu'alors laissées à la décision de l'entreprise:

programmes de production, achats de matières premières, destination des produits. On se proposait une série de «conquêtes» dans cette direction qui avaient pour but la **gestion ouvrière** totale, c'est-à-dire l'élimination, l'expropriation effective des patrons.

Ce mirage qui pouvait sembler séduisant au premier abord fut tout de suite dénoncé comme trompeur par les marxistes révolutionnaires, du moins en Italie. En effet, la question du pouvoir central était éliminée dans cette perspective puisqu'elle admettait la coexistence de l'Etat bourgeois et d'un **contrôle ouvrier** développé (premier exemple de *coexistence* du loup et de l'agneau!) et même d'une **gestion ouvrière** d'un certain nombre d'entreprises ou de groupes d'entreprises.

Il ne s'agissait là que d'un nouveau révisionnisme, d'une édition plutôt aggravée qu'améliorée du réformisme si l'on considère que dans cet hypothétique système des conseils, le plan social de la production et de l'économie que les réformistes classiques confiaient à un Etat politique acquis à la classe ouvrière par des moyens pacifiques, s'évanouissait dans la multitude des gestions locales.

Il est facile de démontrer du point de vue théorique que ce nouveau système est aussi antimarxiste que le syndicalisme sorélien. Nous voyons en effet que, comme ce dernier, il élimine de la scène révolutionnaire les personnages suspects **parti** de classe et **Etat** de classe. Les révisionnistes classiques, eux, se limitaient à saboter ouvertement la violence de classe sous l'aspect formel. Dans les deux cas, c'est en substance la révolution et le socialisme qui s'en vont.

Continuant pendant les décennies suivantes à partager la méfiance banale envers les deux formes **parti** et **Etat**, on est arrivé à définir le «contenu du socialisme» par ces deux points: contrôle ouvrier sur la production, gestion ouvrière de la production. Et on voudrait faire passer cette camelote pour le nouveau marxisme!

Marx a-t-il dit ce qu'était le «contenu du socialisme»? Il n'a pas répondu à une question aussi métaphysique. Le contenu d'un récipient est aussi bien l'eau que le vin ou qu'un liquide ignoble. En tant que marxistes, nous pouvons nous demander quel est le processus historique qui mène au socialisme, quels seront les rapports entre les hommes dans ce socialisme, c'est-à-dire dans une société qui ne sera plus capitaliste. Sous ce double aspect, c'est pure sottise de répondre: contrôle de la production dans l'usine ou encore, ce que l'on ajoute souvent, **autonomie du prolétariat**.

Le processus historique qui, à partir d'une société pleinement capitaliste et industrielle conduit au socialisme, nous le définissons depuis un siècle déjà de la façon suivante: formation du prolétariat; organisation du prolétariat en parti politique de classe; organisation du prolétariat en classe dominante. C'est seulement alors que commencent le contrôle et la gestion de la production, non pas **dans l'usine** et par le **conseil du personnel**, mais **dans la société** et par **l'Etat de classe**, dirigé par le **parti de classe**.

Si cette recherche risible du «contenu» concerne la société pleinement socialiste, les formules de **contrôle ouvrier** et **gestion ouvrière** perdent à plus forte raison toute signification. Dans le socialisme, la société n'est plus divisée en producteurs et non-producteurs parce que ce n'est plus une société divisée en classes. Si l'on veut user de cette sottise expression, le «contenu du socialisme» ne sera pas l'autonomie du prolétariat mais sa **disparition**, c'est-à-dire la disparition du salariat, de l'échange, même du dernier, celui qui s'effectue entre monnaie et force de travail, disparition, enfin, de **l'entreprise**. Il n'y aura rien à contrôler ni à gérer, personne à qui réclamer **l'autonomie**. Ces idéologies démontrent seulement leur complète impuissance théorique et pratique à lutter pour une société qui ne soit pas une mauvaise copie de la société bourgeoise. Ce qu'ils réclament, c'est leur propre autonomie à l'égard d'une tâche ardue, à l'égard du parti de classe, à l'égard de la dictature révolutionnaire. Marx jeune, tout frais de formules hégéliennes (en qui ces gens croient encore aujourd'hui) aurait répondu que celui qui cherche **l'autonomie** du prolétariat, trouve l'autonomie du bourgeois, éternel modèle de l'homme (voir «*La Question juive*»).

HISTOIRE DU « SOCIALISME D'ENTREPRISE »

Les Conseils des ordinovistes italiens ont des précédents dans les pays anglo-saxons. Leurs ancêtres sont les vieilles guildes de métiers qui ne sont pas nées de la lutte contre un patron bourgeois, mais de la guerre contre d'autres guildes et contre des formes seigneuriales et terriennes.

Quand, de premier chapitre de la révolution prolétarienne européenne, la révolution russe se vit travestie en lutte des paysans pour la «conquête de la terre», on créa le parallèle superficiel de la «conquête de l'usine». C'est par ces voies que l'on s'écarta et que l'on s'écarte encore de la voie correcte de la conquête du pouvoir et de la société.

Nous avons montré ailleurs comment Lénine résolut le problème en Russie, dans la question agraire et dans la question industrielle, et nous ne le répéterons pas ici (8). Syndicalistes et anarchistes du monde entier retirèrent leur sympathie à la révolution russe quand ils comprirent que le «contrôle ouvrier et paysan» (sur lequel tant de monde spéculait en le falsifiant) découlait de la solide base du contrôle du pouvoir et ne concernait que des entreprises que l'Etat russe ne pouvait pas encore exproprier. Les tentatives de gestion autonome des usines durent être réprimées, quelquefois par la force, pour éviter des désastres économiques et des absurdités qui auraient été antisocialistes dans leurs effets politiques et militaires sur la guerre civile.

La confusion entre **l'Etat des Conseils** ouvriers, organes territoriaux et

(8) Voir en français: «*Bilan d'une révolution*», republié en 1991 dans «*Textes du parti communiste international*», brochure 9, ainsi que Programme Communiste n°96 où est publié «*les grandes questions historiques de la révolution en Russie*», etc.

politiques, et la fiction ordinoviste de l'Etat des Conseils d'entreprise dont chacun est autonome dans la gestion de sa propre usine, fut rapidement dissipée. A cet égard, il suffit de lire les thèses du IIème Congrès de l'Internationale Communiste sur les syndicats et conseils d'usine qui définissent la tâche de ces organes avant et après la révolution. La clé de la solution marxiste se trouve dans la pénétration de l'un et de l'autre de ces organismes par le parti révolutionnaire, et dans leur subordination (tout le contraire de l'autonomie!) à l'Etat révolutionnaire. Dans nos études sur la Russie nous avons décrit les discussions qui se sont succédées à ce sujet.

Dans cette question, il est intéressant de rappeler l'expérience italienne. En 1920, se produisit le célèbre épisode de l'occupation des usines. Manifestement mécontents du lâche comportement des grands syndicats confédéraux et poussés par la situation économique et par l'offensive patronale qui avait succédé à la première euphorie de l'après-guerre, les ouvriers se barricadèrent dans les usines après en avoir expulsé les dirigeants, les mirent en état de défense, et tentèrent dans de nombreuses localités de continuer le travail dans ces conditions, et parfois même de disposer commercialement des produits manufacturés.

Si alors, en septembre 1920, le prolétariat italien avait eu un parti révolutionnaire fort et décidé, ce mouvement aurait pu avoir des développements grandioses; au contraire, le Parti Socialiste était en pleine crise après le Congrès unitaire de Bologne en 1919 qui avait suivi la retentissante victoire électorale (150 députés au Parlement). Le faux extrémisme représenté par les «maximalistes» de Serrati était entré dans une crise qui ne devait être résolue qu'en janvier 1921 par la scission de Livourne qui donna naissance au Parti Communiste d'Italie. Les décisions étaient toujours renvoyées à des rencontres hybrides entre des dirigeants du parti (avec quelques organisations périphériques, partagées entre les différentes tendances), des parlementaires socialistes et des chefs de la Confédération Générale du Travail. C'est en vain que la gauche soutenait que seul le parti devait affronter les problèmes de la lutte politique ouvrière et donner des mots d'ordre, et que les députés comme les membres du syndicat n'avaient qu'à les appliquer en tant que membres du parti, puisqu'il s'agissait d'actions à l'échelle nationale et ouvertement politiques.

Une orgie de positions faussement extrémistes démontra à quel point le manque de bases doctrinales solides dans le parti pouvait être désastreux. On confondit le généreux mouvement d'occupation des usines avec la constitution de Soviets, de Conseils ouvriers, en Italie; et les mêmes qui s'opposaient au mot d'ordre de conquête du pouvoir parlaient de proclamer la constitution des Soviets. Oubliées les positions de Lénine et des Congrès mondiaux qui affirmaient clairement que les Soviets n'étaient pas des organismes susceptibles de **coexister** avec l'Etat traditionnel, mais qu'ils surgissaient d'une lutte ouverte pour le pouvoir et, quand le vieil Etat bourgeois s'effondre, pour se substituer à ses organes exécutifs et législatifs. Dans la confusion générale et dans l'absurde

collaboration qui s'établit entre révolutionnaires et légalistes, le mouvement tomba dans l'impuissance.

Le chef bourgeois Giolitti avait une vision beaucoup plus claire des choses. Même du point de vue légal, il aurait pu expulser par la force armée les ouvriers qui occupaient les usines; il se garda bien de le faire en dépit des incitations des forces de droite et du fascisme naissant. Les ouvriers et leurs organisations restaient pratiquement inertes et ne manifestaient aucune intention de sortir en armes des usines occupées pour attaquer les forces bourgeoises et tenter d'occuper les centres de l'administration et de la police. Giolitti pensa que la faim les ferait finalement sortir de cette position insoutenable. Il ne fit pratiquement pas tirer un seul coup de fusil, mais le mouvement finit misérablement; bien vite, dirigeants et patrons capitalistes rentrèrent en possession des usines, dans les mêmes conditions qu'auparavant, après un nombre négligeable d'incidents. La bourrasque était passée sans causer aucun trouble sérieux pour le pouvoir et pour les privilèges de classe.

Toute l'histoire de ces années d'après-guerre en Italie démontre à l'évidence que la lutte prolétarienne est vouée à la faillite, même dans des conditions favorables, si manque le parti révolutionnaire capable de poser radicalement la question du pouvoir. Et toute l'histoire du fascisme fait la même démonstration. Ce fut la banqueroute de la conception remplaçant la révolution qui vise au contrôle politique de la société, l'assaut contre l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature prolétarienne, par l'illusion mesquine du contrôle et de la conquête de l'entreprise productrice par les ouvriers organisés en Conseils d'usine regroupant tout le personnel, en dehors de toute directive politique et de toute appartenance de parti.

Le courant italien de l'*ordinovisme* (9) n'allait pas alors jusqu'à soutenir l'inutilité du parti parce que l'évolution de la IIIème Internationale le conduisit à converger sur la tactique de contacts avec les partis ouvriers même réformistes et opportunistes, et parce que son idéologie était celle d'un front unique de classe entre ouvriers, industriels et petits-bourgeois. Mais les événements ultérieurs et l'histoire du triomphe de l'opportunisme en Italie et dans l'Internationale ont montré quel dangereux point de départ représente la conception du conseil ouvrier se suffisant à lui-même (et à la cause révolutionnaire), de même que l'illusion selon laquelle le passage de l'entreprise isolée des mains du patron dans celles du personnel suffirait à assurer la victoire du Communisme, indépendamment de la question générale de la nouvelle organisation de toute la vie humaine dénonçant

(9) Fraction conseilliste turinoise du Parti Socialiste Italien dirigée par Gramsci qui entra dans le Parti Communiste dès sa fondation. Profitant de l'arrestation par les fascistes des principaux dirigeants communistes, membres de la Gauche, l'Internationale nomma Gramsci et ses partisans à la tête du Parti Communiste d'Italie. Le nom de ce courant lui vient de son journal «*Ordine Nuovo*» (Ordre Nouveau).

puis brisant de fond en comble le vieux schéma de production auquel les organismes syndicaux et d'entreprise sont attachés.

VAIN RETOUR À DES FORMULES VIDES

Chaque nouvelle vague du processus d'involution que la grande tragédie russe nous a présentée et nous présente, voit se succéder les tentatives de redonner vie à des formes d'organisation prolétarienne différentes de celles sur lesquelles les grands pionniers de la révolution d'Octobre fondèrent leurs efforts pour se mettre à la tête de l'assaut prolétarien anticapitaliste de la fin de la première guerre mondiale: le Parti politique et la Dictature prolétarienne.

Rien d'utile sur le plan théorique et pratique à une grande reprise du mouvement de classe ne sortira jamais de cette méfiance timorée à l'égard des formes d'organisation indispensables au bouleversement historique du rapport de domination de classe, c'est-à-dire du Parti et de l'Etat. La puérile objection se réduit en définitive à la conviction qu'il y a quelque chose dans la «nature humaine» qui condamne l'exercice du pouvoir par une structure «hiérarchisée» (le mot est exact) à être détourné de la défense de la cause des forces sociales qui lui en ont donné le mandat, à la défense de la vanité et de l'intérêt individuels de ceux qui ont des fonctions de direction dans le parti ou dans l'Etat.

Le marxisme consiste à démontrer qu'une telle fatalité n'existe pas et que les actions des individus dépendent des forces engendrées par des intérêts généraux, surtout quand il s'agit non d'individus réagissant parallèlement aux autres comme de simples molécules de la masse, mais d'éléments portés par la dynamique sociale aux points décisifs, aux points cruciaux de la lutte historique.

Ou bien nous lisons l'histoire du point de vue marxiste ou bien nous sommes condamnés à retomber dans les masturbations scolastiques qui expliquent les plus grands événements par les manoeuvres du monarque réussissant à en faire la cause efficiente de la transmission de la couronne à l'héritier ou à la lignée, ou par les exploits du grand capitaine poussé par le désir d'être immortalisé devant la postérité! Le lien entre une prévision consciente, une volonté active d'une part et, de l'autre, un résultat direct qui modèle la société et l'histoire, ce lien nous estimons qu'il est inaccessible à l'individu, non seulement au malheureux individu-molécule noyé dans le magma social, mais surtout à la tête couronnée, au porteur de sceptre, au grand personnage revêtu de charges, d'honneurs et au nom chamarré d'appellations ronflantes et de titres à majuscules. C'est justement celui-là qui ne sait pas ce qu'il veut et qui n'obtient pas les résultats qu'il escomptait; c'est justement à lui que, si on nous passe l'image, le déterminisme historique réserve le plus de coups de pied au derrière. C'est le chef, si l'on accepte notre doctrine, qui est au degré le plus élevé la marionnette de l'histoire.

Si nous étudions toutes les révolutions sous l'angle du renversement des formes de production, nous constatons une phase dynamique au cours de laquelle il est de règle que les combattants, forces exprimées par une déterminante sociale

vers un plus grand bien-être, luttent en première ligne avec les plus grands sacrifices, au mépris de leur vie et de la «course au pouvoir», obéissant aux forces encore indéchiffrées qui accompagnent l'enfantement historique de la forme sociale future. Dans la phase historique finale de chacune de ces formes, cette dynamique sociale se dissipe parce qu'une autre, opposée, est en train de naître. Alors la défense et la conservation de la forme établie tend à être assurée par des égoïsmes personnels, par le «je-m'en-foutisme» individuel, la corruption crasse, comme l'illustrent les exemples à toutes les époques des trafiquants, des préto-riens, des courtisans féodaux, des prêtres débauchés jusqu'aux bureaucrates corrompus de l'affairisme bourgeois contemporain.

Et pourtant la défense de la forme capitaliste contre sa chute est encore conduite avec vigueur et ténacité, même au milieu d'un océan de cynisme et d'égoïsme existentiel, par les réseaux organisés des Etats et des partis politiques de la classe dominante. Aux moments historiques décisifs ceux-ci ont montré qu'ils savent s'organiser solidement en une force unique contre la révolution - et nous ne faisons pas seulement allusion à l'Allemagne et à l'Italie fascistes, mais aussi à l'Angleterre, l'Amérique ou la Russie contemporaines, à condition d'aller un peu au-delà des apparences superficielles. Ils nous ont montré entre autres qu'ils osaient venir nous dérober la brûlante puissance de nos secrets de la géologie des sous-sols historiques! Et c'est nous, justement nous, qui devrions être lâches au point de renoncer à la force invincible que nous possédons en même temps qu'à la forme qu'elle devra nécessairement revêtir, celle du parti révolutionnaire et de l'Etat de fer de la dictature? Bien entendu il y aura des personnes avec des fonctions y compris individuelles à la tête des réseaux de l'Etat et du parti mais ceux-ci montreront que loin de procéder par manoeuvres, selon des intrigues secrètes ou par surprise, ils obéissent rigoureusement aux impératifs que dicte le devenir historique aux organes de la révolution irréversible en train de bouleverser les formes économiques et sociales.

Proposer de trouver dans d'autres organismes que le parti des **garanties** contre la dégénérescence d'un chef ou d'un individu chargé d'une fonction quelconque, c'est démontrer tout simplement qu'on a renié toute notre doctrine marxiste.

En effet, un réseau de «chefs» et de «responsables» existe dans ces organismes tout autant que dans le parti. En général, il n'est pas formé non plus exclusivement d'ouvriers. Et d'ailleurs l'expérience historique a clairement établi ce fait douloureux que l'ouvrier qui a quitté le travail pour occuper un poste syndical est souvent plus enclin à trahir sa classe que l'élément provenant des couches non prolétariennes. Il y a des milliers d'exemples pour l'attester.

Toute cette fumisterie est en général défendue au nom d'un rapprochement, d'un lien plus étroit avec les «masses». Que sont donc les masses? Elles sont la classe encore privée d'énergie historique, c'est-à-dire sans le parti qui la place sur sa voie révolutionnaire historique, donc la classe liée et **adhérant seulement**

TROISIEME PARTIE

DEFORMATION PETITE-BOURGEOISE DES CARACTERES DE LA SOCIETE COMMUNISTE DANS LES CONCEPTIONS «SYNDICALISTES» ET «SOCIALISTES D'ENTREPRISE»

LE PARTI EST IRREMPLAÇABLE

Le système de Gramsci a porté à son expression la plus poussée la prétention de faire correspondre de façon parfaite la structure de l'organisation ouvrière de lutte à celle de l'économie industrielle bourgeoise. Cette position, dont se réclament aujourd'hui divers groupes qui critiquent la dégénérescence stalinienne, allie, et il ne peut en être autrement, l'impuissance dans l'action, à l'incapacité de distinguer les caractères qui opposent la structure économique d'aujourd'hui à celle de demain, la société communiste qui prendra la place de la société capitaliste grâce à la victoire du prolétariat. En cela, elle reste largement au dessous des résultats classiques de la critique que le marxisme a faite de l'économie actuelle.

Elle implique une erreur économique en tous points semblable à celles qu'elle dénonce dans le système stalinien et qui ont été aggravées énormément depuis le XXème Congrès, quand s'est affirmée la prétention de critiquer et de corriger Staline. Cette erreur consiste à imaginer une société dans laquelle les ouvriers auraient remporté la victoire sur les patrons au sein de la commune, du métier, de l'entreprise, tout en restant emprisonnés dans les mailles d'une économie de marché, sans se rendre compte que cela signifie la même chose que le capitalisme.

Les caractéristiques d'une société non-capitaliste et non mercantile telles qu'elles résultent d'une étude véritablement marxiste, d'une prévision critique et scientifique libre de toute utopie, peuvent être atteintes et possédées sur le plan programmatique uniquement par le parti, dans la mesure où ce dernier échappe à la servitude de l'«adhésion» à l'organisation que le mode de production capitaliste impose à la classe productrice.

Les hésitations sur la nécessité de la forme Parti et de la forme Etat entraînent la liquidation totale des acquis programmatiques sur l'opposition complète des formes communistes et capitalistes que possédait le parti de l'école marxiste. Il suffit de penser aux points fondamentaux auxquels arrive le programme marxiste (abolition de la division technique et sociale du travail, ce qui veut dire

à sa situation de sujétion, aux chaînes qui la lient à l'organisation sociale bourgeoise. Ou bien, dans certaines situations historiques, les masses débordant quantitativement la «classe» ouvrière parce qu'elles englobent des couches **semi-prolétariennes**.

En fidélité absolue aux préceptes de l'école marxiste, nous voyons un double moment historique de cette situation, et il est possible de synthétiser tout ce qui précède dans cette distinction.

Quand la révolution bourgeoise était encore à faire et qu'il s'agissait d'abattre les formes féodales (par exemple en 1917 en Russie), il y avait dans ces couches du «peuple» (distinctes du prolétariat) des forces et des énergies dirigées contre le pouvoir d'Etat et les sommets de la société; au moment révolutionnaire décisif, ces couches pouvaient s'ajouter au prolétariat, non seulement en augmentant l'effectif numérique, mais en fournissant un potentiel révolutionnaire supplémentaire, utilisable dans la phase de transition, sous la condition d'une claire vision historique et d'une puissante organisation autonome du parti de la dictature ouvrière, et de son hégémonie, garantie par ses liens avec le prolétariat mondial.

Dès que l'élan révolutionnaire antiféodal est épuisé, ces masses qui entourent le prolétariat révolutionnaire deviennent encore plus réactionnaires que la grande bourgeoisie. Toute tentative de se lier à elles est de l'opportunisme; et cela revient à détruire la force révolutionnaire, à se solidariser avec la conservation capitaliste. Cette appréciation s'applique à tout le monde blanc contemporain.

Dans leur course éperdue au reniement de toute politique révolutionnaire, les opportunistes russes d'aujourd'hui, il est vrai, n'ont pas encore jeté à la ferraille la forme parti; mais ils justifient chaque étape de leur involution par l'**appel aux masses**, dont ils vantent complaisamment l'appui qu'elles leur apportent.

Nous n'avons besoin d'aucune autre preuve **a posteriori**, et historique, de l'inconsistance complète de cette vieille, équivoque et répugnante recette, ni du fait que c'est elle qui est à la base de la liquidation du parti révolutionnaire.

suppression des limites entre les différentes entreprises de production; abolition de la contradiction entre ville et campagne; synthèse sociale de la science et de l'activité humaine pratique), pour comprendre que toute esquisse «concrète» d'organisation et d'action prolétarienne qui se propose de refléter la structure actuelle du monde économique, se condamne à ne pas sortir des caractères et des limites propres aux formes capitalistes actuelles, et se condamne en même temps à ne pas comprendre qu'elle est antirévolutionnaire.

La voie pour s'émanciper de cette sujétion passe, même si c'est à travers une longue série de contrastes, par des organes érigés sans aucun matériel et aucun modèle tirés du monde bourgeois: le Parti et l'Etat prolétarien dans lequel se cristallise la société de demain avant même d'être historiquement existante. Dans les organes que nous appelons «immédiats» et qui copient et se moulent sur la physiologie de la société actuelle, il ne peut potentiellement se cristalliser rien d'autre que la répétition et la sauvegarde de celle-ci.

LA FORME COMMUNALE

L'étroitesse de la vision des libertaires dont nous avons déjà parlé qui polémiquaient avec Marx dans la Première Internationale aux alentours de 1871, et l'absurdité du préjugé très répandu selon lequel ils auraient été «plus avancés» que lui, ressortent à l'évidence du fait suivant: bien qu'ils s'opposaient en paroles au militarisme et au patriotisme, ces derniers étaient incapables de saisir la portée du passage, dans la condamnation de l'économie bourgeoise, du terrain national à la recherche de ses lois de diffusion mondiale, à l'importance de la formation du marché mondial.

Marx s'élève à ce couronnement de la description de la tâche de la bourgeoisie moderne, au-delà duquel il ne place d'autre étape que la victoire de la dictature du prolétariat dans les Etats les plus avancés du monde, faisant suivre la destruction des Etats nationaux nés sous le capitalisme par un pouvoir international toujours plus étendu du prolétariat. Au contraire les anarchistes proposent la destruction de l'Etat capitaliste pour le remplacer, sinon par l'autonomie illimitée de chaque individu y compris bourgeois, du moins par celle de petites unités humaines qui seraient les **communes de producteurs** indépendantes les unes des autres après l'écroulement du pouvoir central. Il est impossible de voir en quoi cette forme abstraite de société future fondée sur les communes locales diffère de la société bourgeoise actuelle et quelles formes économiques différentes des formes actuelles elle nous présente; ceux qui, comme Bakounine et Kropotkine, se sont employés à la décrire n'ont fait que la relier à des abstractions philosophiques et non à une critique des lois de la production historiquement constatables jusqu'à aujourd'hui. Quand ils sont allés chercher cette critique chez Marx, ils n'ont su en tirer qu'une minime partie des conclusions qui en découlent. Frappés par le concept de plus-value, qui est un théorème économique, ils n'y ont rien vu que la condamnation morale de l'exploitation, dont

la cause serait dans le «pouvoir» de l'être humain sur l'être humain. Ignorant la dialectique, ils ne pouvaient comprendre, par exemple, que le passage de l'appropriation du produit et du travail du serf par le seigneur terrien à la production de plus-value dans l'agriculture capitaliste a constitué une réelle «libération» vis-à-vis de formes de servitude et d'oppression plus dures même si persistait la nécessité d'une division en classes et d'un pouvoir d'Etat; cette libération était sans doute à l'avantage de la bourgeoisie, mais elle était aussi, dans cette phase, à **l'avantage de tout le reste de la société.**

Si le travail de tous les hommes a acquis un plus grand rendement, si la rémunération moyenne du travail a augmenté, il faut en trouver la raison principale dans la formation du marché national et la division du travail productif entre branches d'industries échangeant leurs produits semi-finis et finis dans une libre circulation, avec une tendance toujours plus forte à étendre celle-ci au-delà des frontières de chaque Etat.

L'idée que pour démolir le pouvoir capitaliste, il faille briser l'Etat national en d'innombrables îlots de pouvoir (qui caractérisaient le Moyen-Age prébourgeois!) n'a aucun sens; en effet, la richesse de la bourgeoisie, la force de son Etat ont augmenté de façon parfaitement cohérente avec la prévision marxiste, ainsi que la production de plus-value (ce qui ne signifie pas que son prélèvement absolu aux dépens des classes inférieures ait augmenté aussi, puisque son accroissement se concilie entre autres avec une certaine diminution de la journée de travail et une augmentation générale du niveau de vie) (10). En outre, il est parfaitement rétrograde de clore l'économie dans les limites étroites d'unités de production-consommation isolées, dans le seul but d'éliminer au sein de chacune d'elles les prélèvements de quelques oisifs aux dépens des travailleurs.

Il n'y a aucun doute que dans ce système de communes égalitaires, le coût de la nourriture consommée en une journée, calculée en heures de travail de **tous** les membres adultes (laissons de côté la petite objection: qui fera travailler ceux qui ne le veulent pas?), serait plus élevé que dans une nation, mettons la France moderne, où existe une circulation économique d'une commune à l'autre et où le produit manufacturé vient de la zone où il est produit le plus facilement, même si les «deux cents familles» se goinfrent à l'oeil. Il ne resterait plus à ces communes qu'à entrer en relations entre elles sur un plan de libre échange. Même en admettant qu'une «conscience universelle» règle pacifiquement ces rapports entre unités économiques locales, rien n'empêcherait que, du fait de l'oscillation des équivalences entre marchandises et marchandises, elles se soustraient mutuellement de la plus-value et du surtravail.

Ce système imaginaire de petites communes se réduit à une caricature philosophique du **self government** (auto-gouvernement), cher aux petits-bour-

(10) Distinction marxiste entre plus-value absolue (donnée par la longueur de la journée de travail et le montant du salaire) et plus value relative.

geois de tous les temps. C'est évidemment un système aussi mercantile que celui de la Russie de Staline et de celle, toujours plus antiprolétarienne, de ses successeurs, un système d'équivalents monétaires (sans l'Etat pour battre monnaie?) totalement bourgeois et qui pèserait même plus lourdement sur le producteur moyen qu'un système de grandes industries nationales et impériales.

LA FORME SYNDICALE

Nous avons développé la partie historico-philosophique de la critique de la conception syndicaliste de la lutte prolétarienne, en montrant son insuffisance doctrinale et son échec à prouver à travers l'expérience du passé, la justesse de la formule: syndicat contre Etat bourgeois; formule apparue afin d'éliminer l'organe de lutte constitué par le Parti politique et l'organe de direction sociale représenté par l'Etat révolutionnaire de Marx, aussi nécessaire qu'historiquement transitoire.

Dans l'idéologie de Sorel et de ses partisans, le syndicat suffisait à lui seul aussi bien à diriger la lutte prolétarienne qu'à organiser et gérer l'économie prolétarienne. Nous allons montrer maintenant que ce deuxième aspect du syndicalisme n'est possible que par la confusion et l'affadissement complet des caractères du mode de production qui succède au capitalisme au point d'en faire un schéma détaché de l'histoire. Ce schéma ne se réalisera pas et n'est pas réalisable; il ne peut exister que dans les illusions d'une pensée semi-bourgeoise, nourrie d'une haine certaine contre la grande bourgeoisie patronale, mais incapable de saisir la profondeur de l'opposition entre la société actuelle et celle qui naîtra de la victoire du prolétariat.

A toutes les époques l'opportunisme a apporté beaucoup de confusion à propos du programme de la forme sociale future qui était défendu par les partis qui se réclamaient du marxisme; ceux-ci se déshonorèrent jusqu'à soutenir que la formulation d'une tel programme historique final, qui était appelé «*maximal*» moins pour l'opposer à un programme «*minimal*» et immédiat que pour s'en moquer, n'avait aucune importance. Il a fallu et il faudra lutter longtemps encore pour prouver que dès sa première apparition, le courant révolutionnaire marxiste possédait déjà les critères décisifs de ce programme. Mais l'équivoque est bien plus grand encore dans la vision du mode social qui naîtrait de la victoire des syndicats sur le patronat capitaliste et de l'écroulement de l'Etat politique de la bourgeoisie .

Dans l'histoire des courants socialistes, il y a eu beaucoup d'erreurs au sujet des formes de coopération simple que l'on a confondu avec des formes socialistes jusque dans des textes importants, alors qu'elles sont simplement filles de l'utopisme prémarxiste. Mais le lien avec une perspective radicale de réseaux de coopérative de production apparaîtra mieux plus loin, lorsque nous aurons à nous occuper du courant **gestionnaire**, des Conseils d'usine. Face à la vision syndicaliste sorélienne de la société existant après la défaite des capitalistes, il faut tout

d'abord nous demander si sa cellule constitutive est le syndicat de métier local, de petites étendues territoriales ou bien le syndicat de métier national et, potentiellement, international.

Il ne faut pas oublier que parmi les organisations de défense économique qui se sont constituées vers la fin du XIXème siècle et au début du XXème (tout particulièrement dans les pays latins), il en est une qui est venue au premier plan par le dynamisme de son activité: la «**Bourse du Travail**» française qui, en Italie, porte le nom de «**Camera del Lavoro**» (Chambre du Travail). Si cette dernière appellation pue le parlementarisme bourgeois, la première est encore pire parce qu'elle évoque le **marché du travail**, la vente des travailleurs au patron le plus offrant, et paraît donc plus éloignée de l'essence d'une lutte qui vise à extirper les racines même du patronat.

Quoi qu'il en soit, si les unions syndicales locales et même leurs fédérations nationales, organes moins unitaires et moins centralisés, se ressentent fortement de l'étroitesse de la catégorie professionnelle animée de revendications partielles et contingentes, les Bourses urbaines ou provinciales du Travail, en développant la solidarité entre les ouvriers de divers métiers et de différentes localités, étaient au contraire conduites à se poser des problèmes de classe d'un ordre supérieur, et nettement politique. Elles discutaient de véritables problèmes politiques, non au sens électoral ordinaire, mais au sens de l'action révolutionnaire, même si leur caractère local ne leur permettait pas d'échapper complètement aux défauts que nous avons examinés dans la critique des formes «communalistes» et localistes.

VIGUEUR DES FORMES INTERSYNDICALES

Nous pourrions citer des épisodes des années rouges qui ont suivi la première guerre en Italie où l'organe spécifique de la Bourse du Travail, le **Conseil Général des Ligues**, décidait de grandes manifestations de rues, sans même qu'il soit besoin de convocation par les permanents syndicaux, et sur de vigoureux appels faits ouvertement au nom de groupes du Parti socialiste et ensuite communiste.

En France, pendant les premières années de ce siècle, les vagues de mouvement qui portaient des «Bourses du Travail» étaient fort redoutées de la «Sûreté». Sans le savoir, ces Bourses étaient des organes politiques de la lutte pour le pouvoir, mais les bonzes confédéraux réformistes et même parfois anarchistes spéculaient sur leur isolement local pour empêcher des mouvements d'ampleur nationale - ou internationale, comme dans le cas de la grève qui fut tentée en 1919 pour défendre la Russie attaquée par les armées bourgeoises de l'Entente.

Pendant le mois de septembre 1920, lors du mouvement d'occupation des usines en Italie, les boutiquiers terrorisés avaient relevé leurs rideaux de fer et et laissé se constituer des dépôts d'objets de consommation auprès des Bourses du Travail qui les distribuaient aux chômeurs: tâche qui dépassait vraiment les problèmes syndicaux de rémunération du travail et pour laquelle le chef suprême de l'ordre constitué, Giovanni Giolitti, aurait été parfaitement en droit de nous

faire un procès comme voleurs, ce qu'il eut le sang froid et l'intelligence d'éviter.

Dans la période fasciste qui suivit, il fallut les assauts répétés, non pas des escouades de Mussolini (qui essuyèrent à l'époque une série de sanglantes défaites), mais des forces armées (y compris l'artillerie), pour avoir raison de la défense armée des ouvriers qui avaient transformé en forteresses les sièges des Bourses du Travail d'Empoli, Prato, Sarzana, Parme, Ancône, Foggia et Bari où on eut même recours aux canons de la Marine.

Lors de la grève d'août 1922, la coordination nationale de cette défense, tentée uniquement par le jeune parti Communiste, fit défaut en raison de la trahison des centrales syndicales et du parti majoritaire des maximalistes-réformistes; ces derniers réussirent pour la énième fois à freiner le mouvement justement dans les plus grandes villes, où le mouvement fasciste était encore impuissant: il s'était emparé de Bologne et de Florence, mais pas de Milan, de Rome, de Gênes, de Turin, de Naples, de Venise ni de Palerme, malheureusement encore soumises à l'influence paralysante de ces organisations pacifistes et légalistes. C'est de ce mois d'août (et non de la comédie de la marche sur Rome en octobre 1922) que date la victoire du capitalisme italien sur la révolution prolétarienne, tuée par l'infâme abcès opportuniste - et nous laissons là l'exemple italien.

Nous constatons donc surtout dans le réseau syndical l'impuissance du syndicat professionnel local et de la Fédération nationale de métier, avec une confédération nationale contrôlée presque partout par les partis opportunistes, alors que le seul siège de l'action de classe résidait au contraire, à une certaine époque, dans les organes intersyndicaux des villes et des provinces.

Dans la période actuelle de la vague opportuniste stalinienne, même cette ultime ressource a été détruite; la Bourse du Travail n'existe plus comme lieu de rassemblement des travailleurs les plus combattifs (autrefois ils étaient des **milliers** à la réunion du soir et il était donc facile de faire connaître leur décision le lendemain matin dans toute la zone). A sa place, la prétaille rose et rouge a édifié un labyrinthe de guichets bureaucratiques où le travailleur isolé et intimidé va s'informer de ses droits ou des «dispositions» prises en haut lieu au sujet d'un de ces ridicules mouvements d'aujourd'hui, quitte à ronchonner ensuite contre les consignes reçues et à se lamenter sur la castration des grèves.

LA FONCTION ÉCONOMIQUE

Supposons que le mouvement contre les forces de l'ordre ait remporté la victoire et que l'activité économique et productive ait repris après l'élimination de la direction bourgeoise (hypothèse qui ne pourrait avoir quelque réalité que dans le cas d'une ville où existeraient de fortes organisations ayant un centre unique; mais les objections à l'éventualité d'une victoire dans une seule cité ou une seule région sont les mêmes que celles qui valent pour la forme «communale»).

Pour comprendre la formule sorélienne de gestion syndicale de l'économie «future» (sans répéter ce que nous avons dit sur l'illusion de la gestion des

communes locales), il ne nous reste qu'à imaginer dans un pays donné - réserves habituelles faites sur les perspectives de victoire sur le capitalisme dans un pays isolé, même replié sur lui-même - un appareil de direction économique divisé entre les directions nationales des syndicats de catégorie. Pour fixer les idées, imaginons, par exemple, que l'organisation de la production du pain et autres produits similaires est confiée à la «Fédération des Industries des pâtes alimentaires» et ainsi de suite pour tous les secteurs de production et d'industrie. Cela revient à dire que tous les produits d'une catégorie déterminée sont mis à la disposition de grands organismes, des sortes de trusts nationaux débarrassés des patrons capitalistes, qui doivent décider de l'utilisation de toute la production (dans le cas particulier, du pain, des pâtes alimentaires, etc...) de façon à recevoir des organismes parallèles tout ce qui leur est nécessaire: objets de consommation pour leurs membres, matières premières, instruments de travail, etc...

Une telle économie est une économie d'échange, et il y a deux façons de l'envisager: dans une forme supérieure (pour parler brièvement), cet échange ne s'effectue qu'au sommet et ce sont tous ces secteurs de production qui distribuent ensuite de haut en bas dans leur structure organisée les biens d'usage et instrumentaux. Mais ce système d'échange **au sommet** reste un système mercantile; il a besoin d'une loi d'équivalence des valeurs contenues dans les **stocks** de marchandises détenus par les syndicats dont il est facile de prévoir qu'ils seront très nombreux et que chacun devra entrer en négociations avec presque tous les autres.

Ne nous demandons même pas **qui** établira le système des équivalences, et qu'est-ce qui garantira l'autonomie et «l'égalité» entre tous ces syndicats de «producteurs» impliqués dans toutes ces constructions fantastiques; montrons nous «libres» au point de croire possible que les différents rapports d'équivalence puissent résulter «pacifiquement» d'équilibres «spontanément» établis. Un système de mesures aussi complexe ne pourrait pas fonctionner sans l'expédient millénaire de **l'équivalent général**, en un mot, sans **l'argent**, mesure logique de tous les échanges.

Il est tout aussi facile de conclure que l'on retomberait dans une seconde forme moins élevée. Dans une telle société en effet, l'utilisation de l'argent ne pourrait pas avoir lieu uniquement au sommet et entre les trusts de production (le mot *syndicat* est ici tout à fait à sa place); elle serait permise à chaque associé du trust, c'est-à-dire à chaque travailleur, pour qu'il «achète» ce qu'il veut après avoir reçu de l'organisation verticale dont il fait partie sa quote-part d'argent: en un mot son salaire, dont toute la différence avec le salaire actuel résiderait dans sa prétention à ne pas être grevé (comme chez Dühring, Lassalle et d'autres) du profit patronal.

L'illusion bourgeoise et libérale selon laquelle chaque syndicat est indépendant de l'autre quand il négocie les conditions de cession de son stock de produits (monopolisés) est inséparable de celle selon laquelle tout producteur rémunéré selon le **produit total de son travail** (non-sens ridiculisé par Marx) peut faire ce qui lui chante quand il s'agit de décider de sa consommation. C'est là que les ânes

se laissent prendre au piège et que ces «économies de producteurs» révèlent combien elles sont éloignées (plus éloignées que l'économie capitaliste elle-même) de l'économie sociale que Marx appelle Socialisme et Communisme.

Dans l'économie socialiste, le sujet qui décide, non seulement de la production (comment et combien), mais aussi de consommation, **n'est plus** l'individu mais la société, l'**espèce**. Tout est là. L'autonomie du producteur est une de ces phrases démocratiques creuses qui ne veulent rien dire. Le salarié, l'esclave du capital, n'est pas autonome comme producteur; mais il l'est aujourd'hui comme consommateur dans la mesure où dans une certaine limite quantitative (qui n'est pas celle de la faim pure et simple comme dans la **loi d'airain** du charlatan Lassalle, mais qui va, au contraire, en s'élargissant au cours du développement de la société) il fait ce qu'il veut de sa paye.

Dans la société bourgeoise, le prolétaire produit comme le veut le capitaliste - ou, de façon plus générale et scientifique: comme le veulent les lois du mode capitaliste de production, comme le veut le capital, monstre supra-humain - et, du moins dans une certaine limite, il consomme, certainement pas autant qu'il veut, mais **comme** il veut. Dans la société socialiste, l'individu ne sera autonome ni dans le choix de ses actes de production **ni même** dans celui de ses actes de consommation, les deux sphères étant régies par la société et pour la société. Par qui? C'est toujours la question des imbéciles, et il ne faut pas à hésiter dans la réponse. Dans une première phase, ce sera par la «dictature» du prolétariat révolutionnaire, dont le seul organe capable de **prévoir** le jeu des forces de la période suivante est le parti révolutionnaire; dans une seconde phase, ce sera par la spontanéité née de la diffusion d'une économie qui aura aboli dans tous les domaines l'**autonomie** des classes et des personnes.

LA POLÉMIQUE EST TOUJOURS LA MÊME

Notre discussion semble présenter à chaque pas des formules surprenantes. C'est pourquoi nous devons démontrer qu'elles appartiennent depuis un siècle à une école qu'on ne saurait confondre avec aucune autre: le marxisme.

C'est d'autant plus nécessaire qu'outre les staliniens classiques et les demi-staliniens dégénérés aujourd'hui en vogue, nous avons face à nous ces anti-staliniens qui surgissent comme des essaims de sauterelles et qui, entonnant avec les premiers la vieille chanson de la «correction» et de l'«enrichissement» du marxisme, rompent toutes leurs lances en faveur des «autonomies», attribuant les défaites incessantes de la révolution au fait qu'elles auraient été **violées**.

Qu'est-ce que tous ces inventeurs impatientes de solutions dernier cri ont donc réussi à trouver? A en croire une feuille du «*Quadrifoglio*» bien connu et toujours plus éclectique, rien de moins que les écrits du socialiste libertaire Francesco Saverio Merlino, qui remontent aux années 1880-1890. Ce Merlino est un précurseur de la très vieille recette rebattue, mise aujourd'hui à toutes les sauces par une bande de petits journaux qui s'en prennent à Palmiro Togliatti sans

comprendre que pour cette recette-là, le pauvre Palmiro est un cordon bleu et eux, les dissidents, à peine des marmitons. Cette recette est la suivante: le salut se trouve dans l'union entre les **valeurs** du socialisme et de la liberté!

Selon eux, l'idéologie du sauveur de Marx et de la science révolutionnaire, le vieux et très confus Merlino, aurait triomphé non seulement dans les mouvements de 1905 et de 1917 en Russie (!) mais surtout dans ceux de 1956 en Pologne et en Hongrie, auxquels ils vont jusqu'à ajouter l'«expérience» (!) yougoslave...

Les formules de Merlino sont tirées, entre autre, d'un article sur le «Programme d'Erfurt» de 1891. Pour des **modernisateurs**, c'est assez fort! Elles font la confusion bien connue, dissipée par notre courant dans le premier après-guerre, entre le malencontreux «Etat populaire libre» de la social-démocratie allemande et la position centrale de Marx sur la **dictature** prolétarienne, sans tenir compte du fait que dès 1875, Marx et Engels furent à un cheveu de désavouer les Allemands, comme nous le rappellerons plus loin. Voici ce que dit Merlino: «*Dans la société socialiste, le pouvoir de direction, de gestion et d'administration, doit appartenir non pas à un Etat populaire et ouvrier mythique, mais aux associations de travailleurs confédérées entre elles*». «*Veut-on tout remettre dans les mains d'un pouvoir central, ou bien accorde-t-on aux organisations ouvrières le droit de s'associer à leur façon en prenant possession des instruments de travail?*». «*Pas de gouvernement ou d'administration centrale qui formeraient la plus exorbitante des autocraties, mais des associations de travailleurs dûment et librement confédérées*».

Ces formules sont très bonnes en ce qu'elles représentent ce que professent les Togliatti, Kroutchev et autres Tito - le contraire exact de ce que nous soutenons. Les *quadrifoglistes*, *barbaristes* et autres **associations confédérales** sont de l'autre côté de la barricade.

Leur cri du coeur est toujours le même: «**centralisme bureaucratique ou autonomie de classe?**». Si l'antithèse fondamentale était celle-là et non pas celle de Marx et de Lénine: «Centre dictatorial du Capital ou du Prolétariat?», nous serions - que cela plaise ou non à ces Messieurs - pour le centralisme bureaucratique; à certains moments de l'histoire, il peut être un mal nécessaire que saura dominer un parti exempt de tout marchandage des principes (Marx), de tout relâchement organisationnel, de tout funambulisme tactique et préservé de la peste de l'autonomie et du fédéralisme. Quant à l'«autonomie de classe», c'est une imbécillité intégrale. Dans la société socialiste, les classes seront abolies; en admettant que sous la domination de classe, l'autonomie soit une forme de revendication de la classe dominée, dans une société sans classe capitaliste, l'autonomie ne peut être autre chose que la lutte d'une partie des travailleurs contre une autre partie, de fédérations contre d'autres fédérations, de syndicats contre d'autres syndicats, de «producteurs» contre d'autres «producteurs». Dans le socialisme, les producteurs ne constituent plus une partie distincte de la société.

Le fait que toutes les associations disposent «à leur façon» des instruments

de travail de leur secteur ne nous mène pas au socialisme, mais remplace la lutte de classe dont le débouché est la dictature et non pas l'autonomie - par l'absurde «*bellum omnium contra omnes*», la guerre de tous contre tous, solution historique qui, par chance, est aussi inféconde qu'absurde.

L'**autonomie** de classe serait la position d'un mouvement d'esclaves qui dirait: «nous voulons rester des esclaves, mais décider nous-mêmes quel plat nous servirons à notre maître ou laquelle de nos filles nous mettrons dans son lit!». Mille fois plus révolutionnaire était la position chrétienne, qui n'annonçait pas une société sans classes, mais qui affirmait clairement: «pas de différence entre l'esclave et le citoyen libre»!

Cela se trouve mot pour mot chez Marx, comme nous allons le démontrer maintenant.

PAROLES INOUBLIABLES

La substitution de l'**autonomie** à la **lutte** de classe constitue l'erreur des écoles de type syndicaliste ou ouvriériste, que nous voudrions toutes appeler «immédiatistes» dans la mesure où elles confondent les moments dialectiquement distincts d'organisation immédiate, de cours historique et de théorie révolutionnaire. Elles veulent réduire tout le cycle prolétarien à une inscription dans un registre des ouvriers d'une usine, d'une corporation ou d'un autre petite îlot productif, et tout édifier d'après ce modèle froid et sans vie. Le déterminisme marxiste détruit la fiction bourgeoise de l'individu, de la personne et du citoyen et révèle que l'origine de ce mythe n'est autre que l'universalisation et l'éternisation des rapports dont bénéficient les membres de la classe dominante moderne, c'est-à-dire le bourgeois, le capitaliste, le possesseur de terre et d'argent, le marchand. Après avoir renversé cette répugnante idole, le marxisme met à sa place la **société** économique «*et provisoirement une société nationale*».

Tous les «immédiatistes», c'est-à-dire les gens qui n'ont gravi qu'un millième de la pente qui mène aux sommets du communisme, font cette confusion: à la place de la **société**, ils mettent un simple regroupement de travailleurs; et ils choisissent ce regroupement sans sortir des limites d'une des galères dont se compose la société bourgeoise d'**hommes libres**: l'usine, le métier, la circonscription territoriale et juridique. Tout leur effort se ramène lamentablement à dire à des non-libres, à des non-citoyens, à des **non-individus** (telle est la valeur qui leur est inconsciemment dictée par la révolution capitaliste): «Enviez et imitez vos oppresseurs! Devenez autonomes, libres! Devenez des citoyens, des personnes!». En un mot, ils les embourgeoisent.

La question n'est pas l'attribution des fonctions remplies aujourd'hui par le capitalisme à des groupes immédiats de l'organisation sociale actuelle, mais la naissance de la **société non capitaliste**. Voilà l'abîme entre ces combattants d'opérette et nous. Devant l'échec de leur tentative, ils viendront raconter qu'on a créé une nouvelle autocratie, un centre bureaucratique, un organe d'oppression,

et, que pour l'éviter, il faut briser cette unité puissante - la société, pas la personne - en autant de fragments «autonomes», libres de singer les ignobles modèles bourgeois, et en outre complètement archaïques.

Faites-le, mais ayez au moins le courage de Merlino! Rangez Karl Marx parmi les autocrates, les oppresseurs et les corrupteurs du prolétariat, et naturellement Lénine (que Merlino n'a pas connu) aussi.

Antonio Labriola donna raison à Merlino quand il s'insurgea contre l'idée de Lassalle (un prince de l'**immédiatisme**) de «*préparer la voie à la solution de la question sociale consistant à établir une société de production avec l'aide de l'Etat sous le contrôle démocratique du peuple des travailleurs*». Ce passage écoeurant passa, en effet, dans le Programme de Gotha (1875) mais ne figure plus dans celui d'Erfurt qui provoqua une dure réponse d'Engels.

Mais qui, sinon Marx et Engels, ont réduit à néant tout particularisme et fédéralisme, toute déviation à propos de «domaines autonomes d'organisation économique» et mis en pièces cette ignoble formulation lassallienne dans des textes que la social-démocratie garda sous le boisseau pendant quinze ans, comme la «Critique du programme de Gotha», et qui contiennent la construction classique la plus dialectique de la société future, écrasant l'immédiatisme (aujourd'hui en pleine expansion) qui présente l'Etat comme la corne d'abondance à laquelle la classe ouvrière devrait puiser? Les textes magistralement élaborés par Lénine suffisent à le démontrer.

Aujourd'hui où l'on nous asphyxie avec les stupides «questions de structure», de «problèmes à résoudre» et de «voies à préparer», respirons une bouffée d'air pur dans ces feuilles jaunies dans le tiroir de Bebel:

«*On remplace la lutte de classe existante par une formule vide de journaliste: la "question sociale", à la solution de laquelle "on prépare les voies". Au lieu de résulter du processus de transformation révolutionnaire de la société, "l'organisation socialiste de l'ensemble du travail" (Marx a déjà réduit en cendres la formule idiote, encore en circulation aujourd'hui, «d'émancipation du travail», là où il parle toujours d'«émancipation de la classe ouvrière») naîtrait de l'aide de l'Etat!*»

Il tourne ensuite en dérision la formule du contrôle démocratique du peuple travailleur:

«*Un peuple travailleur qui sollicite de cette façon l'Etat, manifeste sa pleine conscience de ne pas être le pouvoir, et même de ne pas être mûr pour lui!*»

Mais la phrase de ce même texte qui montre quelle est pour les marxistes véritables la forme de la société de demain, est celle-ci:

«*Dire que les travailleurs veulent établir les conditions de la production collective À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ et chez eux, c'est-à-dire à l'échelle nationale, pour commencer, signifie qu'ils travaillent au renversement des conditions de production présente, et cela n'a rien à voir avec les coopératives subventionnées par l'Etat.*»

A L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

Semblable à tant d'autres, ce passage suffit à prouver que quiconque descend de «l'échelle de la société» qui, pour un moment historique, est indiquée comme «échelle nationale» **avant** la conquête du pouvoir, à l'échelle fédérale-syndicale (communale, d'entreprise ou pire encore) tombe dans l'«immédiatisme», trahit le marxisme, n'a pas la moindre idée de la société communiste - par conséquent est étranger à la lutte révolutionnaire.

Quant à la gigantesque opposition entre «transformation révolutionnaire de la société» et «organisation socialiste du travail», elle peut être renvoyée telle quelle aux «constructeurs du socialisme» de Moscou, pour leur jeter à la figure que le passage au socialisme ne se confie pas à **une entreprise de construction**; le mot de **construction** n'a même jamais effleuré l'esprit de Marx, dont on voit dans la formule qui précède comment il l'apprécie (de même qu'on pourrait le voir pour Lénine); c'est un mot crassement bourgeois, vulgairement volontariste.

Nous ne nous rappellerons pas ici la sèche critique bien connue de **l'Etat populaire libre**. Sortie du secret d'un tiroir, Lénine en a fait résonner la formidable puissance devant des millions d'hommes, dans les cieux flamboyants d'une des plus grandes révolutions; combien sont misérables ceux qui l'ont oublié encore une fois! Plus l'Etat est libre, plus il opprime le prolétariat pour défendre le Capital: ce que nous voulons est non pas le libérer, mais l'enchaîner pour ensuite le détruire; cela suffit à remettre l'**anti-étatisme** des Bakounine et des Merlino à sa place, parmi les parodies de carnaval. A sa place (supériorité de la dialectique!), sera mis le nouvel Etat (Engels) **qui ne nous sert pas pour la liberté mais pour la répression**, mais qui devra naître avant de pouvoir disparaître à jamais avec l'abolition des classes.

L'Etat populaire libre peut être mis dans le même sac que **l'autonomie de classe**. Ce ne sont que les formes de **l'impuissance immédiatiste**, de **l'immanence** de la façon de penser **bourgeoise**.

Pour revenir au concept fondamental de «société» unitaire remplaçant l'antithèse entre capitalistes et prolétaires (et également entre producteurs et consommateurs), il est intéressant d'en voir l'évolution dans les divers programmes du parti allemand, même s'ils ont été vivement critiqués. Celui des lassalliens (Leipzig 1863) contient la formule **d'élimination des antagonismes de classe**, que Marx réfute en disant que ce sont, au contraire, les **classes** qui doivent être éliminées, le **moyen** de le faire étant justement leur antagonisme.

Le programme des «marxistes» (Eisenach 1869) dont Marx disait qu'il avait été rédigé sans tenir compte des acquis théoriques, demandait la fin de la domination de classe et du salariat; mais il parle encore du «produit intégral du travail» donné à tous les travailleurs, et de l'organisation du travail sur une base coopérative (mais sans l'aide de l'Etat).

Le programme de Gotha (1875), issu de la fusion déplorable entre les

eisenachiens et les lassalliens et qui resta formulé tel que Marx l'avait critiqué, dit cependant que les instruments de travail seront «*le patrimoine commun de toute la société*». Marx aurait laissé telle quelle cette phrase, mais il voulait que l'on dise non pas **élevés à**, mais **transformés en** patrimoine commun. Nous y voyons une correction **anti-activiste**.

Le programme d'Erfurt, dont la rédaction tint compte d'une grande partie des suggestions d'Engels, après la publication des critiques au programme de Gotha, s'exprime clairement sur ce point: «*transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale, et transformation de la production des marchandises en production socialiste, en production effectuée par la société et pour la société*».

La conclusion, du point de vue de la doctrine, est que la société imaginaire «gérée par les syndicats ouvriers de production» non seulement n'a pas été historiquement prévue par la science prolétarienne - et à moins d'une banqueroute totale de cette science, de Marx, d'Engels, de Lénine et de nous tous, elle n'arrivera jamais - mais qu'elle n'a rien de commun avec la forme socialiste et communiste, même comme phase de transition.

La production et la distribution ne sont pas conçues dans ce schéma idéologique à l'échelle de la société, ni même à l'échelle «nationale» puisque les instruments et les produits du travail sont mis à la disposition de syndicats «librement confédérés» ou «fédéralement» libres d'agir à leur guise. S'ils réussissaient à se renfermer dans des territoires «autonomes», ces secteurs lutteraient entre eux, par la concurrence, et ensuite physiquement, surtout en l'«absence» de toute espèce d'Etat.

Dans ce schéma fallacieux, non seulement la production n'est pas faite **par** la société et **pour** la société, mais par les syndicats et pour les syndicats; mais surtout elle reste une production de **marchandises**, donc **non socialiste** étant donné que tout bien de consommation passe en tant que tel d'un syndicat à l'autre; et puisque ceci ne peut pas se produire sans un équivalent monétaire, ces biens passent également comme tels au producteur individuel. Le système du salaire s'y maintient comme chaque fois que l'on poursuit l'utopie du fruit «intégral» du travail. L'accumulation du Capital dans les mains du syndicat autonome et, ensuite, dans celles des individus, reste possible. Ce qui peut sembler relever du raisonnement par l'absurde dans notre critique est dû uniquement au contenu petit-bourgeois de toutes ces utopies.

Nous concluons cette partie doctrinale par un autre passage de la «*Critique du programme de Gotha*» qui permet de réfuter à la fois les «immédiatistes» et les partisans du «capitalisme d'Etat» en leur rappelant à tous que notre indispensable Etat dictatorial du prolétariat n'a pas pour tâche de **libérer** mais de **réprimer le Capital** dans les personnes de ses défenseurs, tant petits-bourgeois que bourgeois, et même dans celle des ouvriers esclaves de la tradition bourgeoise et sous-bourgeoise. Ce passage a été écrit par Marx pour ridiculiser la proposition «minimaliste» de l'impôt progressif sur le revenu (actuellement en vigueur en

Russie). C'est un de ceux qui est fait pour vous, Messieurs, et qui devrait vous couper le souffle:

*«L'impôt sur le revenu suppose des sources de revenu différentes de classes sociales différentes et **DONC LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE.**»*

L'EXPÉRIENCE RUSSE ET LÉNINE

Entre les Congrès communistes internationaux de 1920 et 1921 eut lieu au sein du parti russe (lors de son Xème Congrès des 3 au 16 mars 1921) un débat avec l'«opposition ouvrière», dont nous nous sommes longuement occupés dans notre étude sur la Russie. Il faut noter que l'opposition conduite par la Gauche italienne dans les mêmes années (nous devons renvoyer à une future publication documentée) se plaçait sur une toute autre ligne que cette dernière, que Lénine put taxer durement de «*déviaton syndicaliste et anarchiste*» au sein du parti.

C'est une des mille falsifications du «cours abrégé de l'histoire du P.C.R.» stalinien que d'avoir assimilé Trotsky à ces «ouvriéristes», sous le prétexte qu'il avait mené une polémique à propos de la tâche des syndicats. A l'époque dont il est question, Trotsky était totalement aux côtés de Lénine et sa proposition marxiste était la subordination absolue des syndicats de catégorie au parti et à l'Etat politique du prolétariat (qui, en 1921, n'était encore «dégénéré» ni pour lui, ni pour nous).

La position de l'opposition ouvrière consistait justement en une conception «**immédiatiste**» de l'économie soviétique et dans une thèse aussi naïve que fausse: on peut instaurer le socialisme dans n'importe quelles conditions et à n'importe quel moment si on laisse faire les **ouvriers**, si on leur permet de gérer seuls la vie économique. Lénine rapporte cette position de la façon suivante: «*L'organisation de la gestion de l'économie nationale appartient au **Congrès des producteurs de Russie, groupés en syndicats de production** qui élisent un organisme central dirigeant l'ensemble de l'économie nationale.*»

Laissez faire encore un peu Nikita Khrouchtchev et vous verrez qu'avec ses *sovmarkhoz*, il adoptera cette vieille proposition avec l'aggravante qu'il ne s'agira pas de syndicats nationaux mais seulement de syndicats régionaux de production. Au lieu de considérer la conquête du contrôle de l'économie nationale comme un simple tremplin vers celui de l'économie internationale, tous ces gens s'enferment, dès qu'ils le peuvent, dans des limites régionales et locales afin de poursuivre leur marche imbécile vers les **autonomies**; cela n'aura jamais d'autre résultat que d'encourager des initiatives et des entreprises de nature capitaliste.

Il ne nous intéresse pas ici de retracer toute l'histoire de la gestion économique en Russie que nous avons développée dans de longues études connues par le lecteur (11); nous noterons seulement que le Xème Congrès fut celui où

(11) Il s'agit des articles publiés sous le titre «Struttura economica e sociale della Russia d'Oggi», disponibles aujourd'hui dans le recueil du même titre.

Lénine fit son «*Discours sur l'impôt en nature*», où il démontre que ce qui était à l'ordre du jour n'était pas le passage au socialisme, mais le passage au capitalisme d'Etat et même, pour qui sait voir en marxiste, le passage de la production marchande moléculaire au capitalisme privé. Position d'une formidable puissance qui clarifiait tout alors que l'infâme opportunisme ultérieur a réussi à tout noyer dans la confusion.

Il nous importe surtout de démontrer que les arguments de Lénine contre la proposition d'une économie gérée par les producteurs sont exactement les mêmes que ceux de Marx et d'Engels dont nous nous servons dans notre lutte contre les déformations syndicalistes et anarchistes toutes récentes et qui affleurent même dans les positions de groupes ne croyant ni à Staline, ni à Togliatti, ni à Thorez, ni même, semble-t-il, à Khrouchtchev (mais croyant dur comme fer à Tito).

Les **syndicats de production** subissent sous les griffes de Lénine le même sort que les **coopératives** de Lassalle sous celles de Marx. Citons quelques passages de la résolution préparée par Lénine que nous avons déjà utilisés (voir «Il Programma Comunista» n° 21 de 1956, et en particulier les points 69, 70 et 71 de la «Structure Russe»):

«(Ces) idées sont foncièrement erronées sur le plan théorique, en rupture totale avec le marxisme et le communisme, ainsi qu'avec les résultats de l'expérience pratique de toutes les révolutions semi-prolétariennes (à méditer!) et de la révolution prolétarienne actuelle.

*En premier lieu, la notion de **producteurs** englobe le prolétaire, le semi-prolétaire et le petit producteur de marchandises; elle s'écarte radicalement de l'idée essentielle de la lutte de classe et du principe majeur exigeant une délimitation précise des classes (à méditer six fois en pensant aux blasphèmes de Staline et à ceux du XXème Congrès et également aux enthousiastes des récents mouvements polonais et hongrois).*

Miser sur les masses sans parti ou flirter avec elles (Quadrifoglistes, barbaristes avides de démagogie mais qui n'avez personne à qui bourrer le crâne, levez-vous!) c'est s'écarter tout aussi fondamentalement du marxisme.»

Et c'est Lénine qui parle, dont, rivalisant avec les staliniens, vous voulez qu'il ait découvert la ressource infaillible «d'aller aux masses»!

*«Le marxisme enseigne (et, ici, Lénine cite les confirmations des Congrès mondiaux) que le **parti politique de la classe ouvrière**, c'est-à-dire le **parti communiste** est le seul capable de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, qui est seule en mesure de s'opposer aux inévitables oscillations petites-bourgeoises de ces masses, aux inévitables traditions et récidives de l'étroitesse corporative ou des préjugés corporatifs dans le prolétariat.»*

Dans ce passage qui met en évidence l'infériorité de toutes les organisations **immédiates** par rapport au parti politique et les graves risques qu'elles courent dans les contacts inévitables avec les classes semi-prolétariennes et petites-

bourgeoises, Lénine conclut encore une fois que «*sans la direction politique du parti, la dictature du prolétariat est irréalisable.*»

Dans ce même texte, Lénine dément que le programme de 1919 du parti russe ait attribué des fonctions de gestion aux syndicats. En effet, certaines phrases du programme parlaient de gestion de toute l'économie nationale, mais «*comme ensemble économique unique*» et de «*lien indissoluble entre l'administration étatique centrale, l'économie nationale et les masses travailleuses*» comme un but à atteindre, à la condition que les syndicats «*se libèrent toujours plus de l'étroitesse corporative, en recrutant la majorité et peu à peu la totalité des travailleurs.*»

SYNDICATS ET CAPITALISME D'ETAT

La question des syndicats et de la gestion économique centrale de l'Etat reviendra au premier plan en Russie, et même dans le monde, parce qu'elle constitue une position de repli commode pour le capitalisme moderne de tous les pays, Amérique en tête.

Le critère «léniniste» dans cette question est que les syndicats suivent **avec retard et difficulté** les stades déjà atteints par le parti politique révolutionnaire, et que si on les abandonne à eux-mêmes, ils retombent dans des faiblesses petites-bourgeoises et dans la collaboration avec l'économie bourgeoise.

Au stade social de la Russie de 1919 à 1921, où l'on était au point le plus bas de la courbe d'industrialisation et aux premiers essais défectueux de gestion de l'industrie arrachée aux capitalistes privés, il est évident que le parti communiste pouvait trouver un fort appui dans les syndicats des ouvriers industriels à condition qu'ils ne fussent pas autonomes, mais fortement influencés par le parti lui-même, et même, comme Trotsky le soutint justement, considérés comme des organes de l'Etat centralisé.

La question est claire si l'on n'oublie pas qu'à ce stade nous sommes en présence d'une étatisation de l'industrie, mais non d'une industrie et d'une économie socialistes. L'Etat gère l'industrie enlevée sans indemnités aux personnes privées et aux trusts dans le cadre d'un système économique mercantile fondé sur l'entreprise; même si cet Etat a une base de classe et mène une politique mondiale socialiste, le système de la société industrielle s'appelle toujours capitalisme d'Etat et non socialisme. Il n'est pas nécessaire pour définir comme capitaliste la forme économique existante, que se produise ce qui s'est effectivement produit dans les décennies suivantes: l'Etat perd son contenu politique socialiste et son contenu de classe prolétarien, quand sur le plan international il ne consacre pas ses efforts à susciter la révolution dans les Etats bourgeois; quand il conclut avec eux des alliances de guerre; quand au sein de ces Etats bourgeois il passe des accords y compris gouvernementaux avec les partis démocratiques bourgeois; et quand enfin, il fait passer à l'intérieur de la Russie les intérêts de classe petits-bourgeois et paysans avant ceux des véritables prolétaires des villes

et des campagnes.

Nous pouvons ainsi nous demander quelle est la place du syndicat dans la phase du capitalisme d'Etat.

Si l'Etat est dirigé par un parti qui ne mène pas et même contrecarre la politique de la révolution prolétarienne mondiale, le système économique mercantile, monétaire et salarial fondé sur l'entreprise justifie l'existence des syndicats comme organes de défense des conditions de travail, face à l'Etat patron, à l'Etat donneur de travail. Mais dans une telle situation, la formule utile n'est pas l'attribution de la gestion administrative centrale aux syndicats, mais la direction des syndicats par un parti politique prolétarien capable de poser à nouveau la question de la conquête du pouvoir central. Là où ce parti n'existe pas ou là, comme en Russie, où il n'en reste que la carcasse réduite à un instrument de l'Etat capitaliste, on est retombé dans l'esclavage du salariat, dont il n'est historiquement possible de s'émanciper ni par les efforts de groupes ouvriers autonomes tendant à s'emparer du contrôle de secteurs donnés de la production, ni par une stupide réédition de la révolution **libérale** (c'est tellement vrai qu'en Russie, c'est l'Etat de Khrouchtchev qui est en train de faire cette opération). Au cas où une telle désagrégation se produit, c'est-à-dire quand ces **secteurs** se détachent les uns des autres, ils tombent aux mains de capitaux privés et, en tout cas, dans les serres du capital international.

A l'inverse, dans une situation où le capitalisme d'Etat représente un pas en avant décisif, c'est-à-dire où le pouvoir politique central travaille historiquement à étendre la révolution internationale, les syndicats, sauf à devenir des organes défaitistes qui doivent être réprimés, doivent apprendre du parti de classe, de l'authentique parti des travailleurs industriels salariés du monde entier, comment obtenir de la valeureuse classe qui a déjà donné dans l'histoire des preuves splendides de ses capacités, qu'elle offre du travail, du surtravail et de la plus-value pour la révolution, pour la guerre civile, pour les Armées Rouges de tous les pays, pour les munitions du conflit social de classe au delà de toutes les frontières..

Dans ce cas historique aussi, la revendication du produit intégral du travail aux salariés serait non seulement antiéconomique et antisociale, mais encore défaitiste à l'égard de la tâche écrasante imposée par l'histoire à la classe ouvrière, et à elle seule: provoquer la naissance sanglante de la société nouvelle. Tâche qui chevauchant des siècles et des siècles d'histoire tourmentée, est à l'opposé des lubies chères à l'école des petits comptables et des brocanteurs ouvriéristes, à l'école des «immédiatistes» dont chaque génération veut pouvoir toucher immédiatement le bénéfice de l'affaire qu'elle a faite, en se **confédérant en pleine autonomie**.

LA FORME D'ORGANISATION PAR ENTREPRISES

L'examen que nous venons de faire d'une gestion syndicale de la société qui

succède au capitalisme, telle qu'elle est conçue par cette espèce d'«immédiatistes» que sont les syndicalistes, fait apparaître nettement les défauts, beaucoup plus graves encore, de la forme du «Conseil d'usine». Les premières manifestations de renouvellement de ce mythe se produisirent à l'époque des Congrès des commissaires des départements de la grande Fiat à Turin, et de la revue de Gramsci «*l'Ordine Nuovo*». Dès cette époque, le courant de la Gauche italienne avertit du danger et, si elle salua «*l'Ordine Nuovo*» dans la mesure où il descendait dans l'arène contre l'opportunisme menchévique des syndicats italiens traditionnels et contre l'inconsistance du Parti Socialiste qui, en cette année 1919, se vantait d'être pro-bolchevique, elle le mit en même temps en garde contre cette déviation. Au début de son évolution idéologique, jamais dissimulée étant donné la clarté de l'individu, de philosophe idéaliste et partisan de la guerre, vers le marxisme anti-défensiste de Lénine, Gramsci donna à son journal un titre qui était adapté: «L'Ordre nouveau». Il ne parlait pas de Classe nouvelle exerçant sa domination politique, ni d'Etat de classe nouveau; ce n'est que lentement qu'il accepta les orientations marxistes sur la dictature du parti et la vision radicale du marxisme, au-delà de l'économie d'usine, sur tous les rapports existant dans le monde humain et naturel. Il a reconnu lui-même le fait au Congrès de Lyon en 1926: «*nous préférons toujours ceux qui apprennent de nouveaux chapitres du marxisme à ceux qui les oublient*». En 1919, Gramsci avait à peine dépassé la conception qui voyait dans la révolution russe le renversement du déterminisme et le miracle de la volonté humaine violant des conditions économiques hostiles. Le fait de voir Lénine, ce «*faiseur de miracles*», défendre le déterminisme marxiste le plus rigoureux, ne resta pas sans effet sur lui: ni le maître, ni l'élève n'étaient médiocres. Quoiqu'il en soit, il avait raison d'appeler **Ordine Nuovo** le système des Conseils (construction idéale, quasi littéraire, ou, mieux, artistique qui avait séduit son esprit agile), parce que le prolétariat s'y érigeait sur une base immédiate en un nouvel Ordre, comme ceux d'avant la révolution libérale, comme les trois **états** de la société française du XVIIIème siècle.

Tous les «immédiatistes» que nous avons passés en revue ont trahi la revendication de la classe exerçant sa dictature pour **supprimer** les classes et n'aspirant pas le moins du monde à se constituer en Classe Unique, à s'élever mesquinement au rang de Quart Etat. L'«immédiatisme» a toujours besoin de décrire le nouveau à partir d'une photographie de l'ancien. Antonio Gramsci donna à son immédiatisme le nom de concrétisme, ayant emprunté ce terme à des intellectuels bourgeois ennemis de la révolution; il ne s'était pas rendu compte, ou nous n'avions pas réussi à lui faire comprendre, que tout concrétisme est contre-révolutionnaire. Si l'humanité n'avait eu d'autre ressource que celle de l'«immédiatisme», elle n'aurait pas su que la terre est ronde et mobile, que l'air a un poids, ainsi que les corps célestes, qu'existent les atomes d'Epicure, les particules infra-atomiques des modernes, la relativité de Galilée et celle d'Einstein, et... elle n'aurait pu prévoir aucune révolution.

Antonio ne savait pas (ce n'était pas parce qu'il ne l'avait pas lu, étant donné qu'il avait le malheur d'être un de ceux qui lisent tout), que dès 1847 et la «*Misère de la Philosophie*» antiproudhonienne de Karl Marx, nous avions abandonné le concept d'Ordre.

«*Peut-on supposer qu'après la disparition de l'ancienne société, il y aura une nouvelle domination de classe se résumant en un nouveau pouvoir politique? Non!*»

Il aurait suffi à tous les contradicteurs d'avoir lu cette seule monosyllabe. Et pourquoi non?

Parce que «*La rédemption de la classe travailleuse est l'abolition de toute classe, de la même façon que la rédemption du Tiers-Etat, de l'Ordre de la bourgeoisie, fut l'abolition de tous les états, de tous les Ordres.*»

Depuis, beaucoup de générations sont passées; trois Internationales sont nées et sont mortes. Nous avons vu en grand nombre des gens qui voulaient aller plus haut que Marx et que Lénine, entamer leur ascension. Peu, très peu sont arrivés même approximativement à la hauteur de l'*Incorruptible*, du bourgeois Maximilien Robespierre qui depuis cent soixante-dix ans repose sur la pierre tombale de tous les Ordres Nouveaux.

MARXISME ET ÉCONOMIE DES CONSEILS

Il nous suffira de trouver dans les textes l'opposition inconciliable entre ces deux thèses - qui ne nous intéressent pas à cause des polémiques sur Gramsci mais parce que des anti-staliniens désorientés et de pâles épigones voudraient aujourd'hui revenir aux orientations conseillistes.

L'entreprise locale autonome est la plus petite des unités sociales imaginables; elle souffre en même temps des deux limitations de la catégorie professionnelle et de la circonscription locale. Supposons encore une fois qu'elle ait éliminé en son sein le privilège et l'exploitation, en distribuant l'insaisissable **valeur totale** du travail; à l'extérieur de ses étroites limites règneraient la pieuvre du marché et de l'échange ainsi que l'anarchie économique capitaliste sous sa pire forme, où tout s'engloutit. Dans ce système des Conseils où parti et Etat sont absents, qui donc, avant que l'élimination des classes soit un fait accompli, réglerait les fonctions qui ne sont pas strictement de technique productive? Pour nous limiter à un point, qui entretiendrait ceux qui ne feront pas partie d'une entreprise, ceux qui seraient sans travail? L'accumulation aurait beaucoup plus de chances de recommencer (à supposer qu'elle se soit jamais arrêtée) comme accumulation d'argent, et même de stocks formidables de matières premières et de produits déjà travaillés que dans un système alvéolaire de communes ou de syndicats. Dans ce système hypothétique existent au plus haut degré les conditions pour transformer une épargne lente et dissimulée en capital dominateur.

L'adversaire, c'est l'entreprise, et non le fait qu'il y ait un patron à sa tête. Comment écririez-vous les rapports économiques entre les entreprises, en parti-

culier quand les grandes étoufferont les petites, quand existeront des entreprises à basse productivité et d'autres qui auront accaparé des dispositifs permettant d'augmenter la leur, des entreprises employant des instruments de productions «conventionnels» et d'autres l'énergie atomique? Né comme tous les autres d'un fétichisme de l'égalité entre individus et de la justice et d'une horreur du privilège, de l'exploitation et de l'oppression, ce système leur permettrait de fleurir peut-être plus encore que dans la société actuelle.

Vous ne voulez pas croire que les grands mots de privilège et d'exploitation ne se trouvent pas dans notre dictionnaire marxiste? Reprenons la *Critique du Programme de Gotha*. Marx s'en prend entre autres au passage contenant les idioties lassaliennes sur l'«Etat libre» et la «loi d'airain des salaires» qui finit, dit-il (et Engels le redit ailleurs), par une «*vague formule redondante*» (ici, qui n'a jamais péché jette la première pierre!), qui est la suivante: «*le parti s'efforce d'abolir l'exploitation dans toutes ses formes et d'éliminer toute inégalité sociale et politique.*»

Il faudrait dire, écrivent Marx et Engels (sans: «*avec la suppression des différences de classe disparaît d'elle-même toute inégalité sociale et politique résultant de ces différences.*»

Même si on laisse de côté la longue note critique qui réduit la *répartition égalitaire* aux insinuations des économistes bourgeois selon lesquelles les socialistes ne suppriment pas la misère, mais la généralisent à tous les hommes, cette façon scientifique de parler suffit à faire justice de toutes les revues où l'on écrit sur le **contenu du socialisme** comme **philosophie de l'exploitation**, et ceci, hélas, dans les années de grâce 1956-1957.

Marx traite aussi dans ce paragraphe de l'étroitesse de vision de Lassalle (qu'il fait significativement remonter à Malthus que les écoles antimarxistes américaines du «bien-être» remettent actuellement à la mode) selon qui le socialisme se justifierait simplement parce que le salaire ouvrier est bloqué à un niveau trop bas. Il faut en réalité abolir le salaire dans la mesure où c'est «*un système d'esclavage d'autant plus dur que les forces sociales de productivité du travail sont plus développées, que le salaire touché par l'ouvrier soit haut ou bas*».

Marx trace alors le parallèle avec l'esclavage, que nous avons tenté plus haut à propos de la revendication de l'**autonomie des salariés**:

«*C'est comme si dans une révolte d'esclaves qui auraient enfin percé le secret de l'esclavage, un esclave empêtré dans des conceptions surannées [nous dirions un esclave non marxiste mais seulement immédiatiste, ordinoviste] inscrivait au programme de la révolte: l'esclavage doit être aboli parce que dans le système de l'esclavage, l'entretien des esclaves ne peut dépasser un certain maximum peu élevé!*».

Messieurs les champions du «bien-être», même en admettant que le capitalisme puisse augmenter **sans limites** le bien-être moyen, nous lui confirmons notre

prévision historique: la mort!

Mais le *standard* de la grande Fiat semblait à Gramsci être celui d'un ordre noble en comparaison de la triste existence du berger sarde abruti (12), plus vil que le Quart-Etat.

Dans le plan quinquennal de type soviétique dont nous fimes cadeau à la Grande Fiat, nous avons prévu que le chiffre d'affaire de 1956 allait augmenter de 15,7% par rapport à celui de 1955 qui s'élevait à 310 milliards. Il aurait donc dû atteindre 358 milliards. Bien que seulement 340 milliards aient été annoncés, le capital nominal s'est élevé de 76 à 100 milliards, c'est-à-dire qu'il a augmenté de 32% en deux ans (voir notre «*Dialogue avec les morts*») (13).

Le **nouvel ordre** de Turin et de Moscou commencerait-il à étaler des **courbes** moins brillantes?

(12) Gramsci était originaire de Sardaigne.

(13) Une réédition de ce texte aujourd'hui épuisé est en préparation.

CONCLUSION

Les immédiatistes sont tous ceux qui se méfient des formes Parti et Etat qu'avec Marx et Lénine nous considérons comme primordiales dans la révolution. Au cours de notre confrontation de leur «vision» de la société future avec la vision socialiste et marxiste, tout en feuilletant les pages des «Gloses marginales du programme de Gotha», nous ne nous sommes pas arrêtés à la distinction fondamentale entre stade inférieur et stade supérieur de la société socialiste que Lénine, partant du raccourci de Marx, a rendue classique.

Toute la supériorité de la forme économique dans laquelle production et répartition se font **à partir de** la société et **pour** la société, **à l'échelle** de la société et non de «secteurs autonomes» dépendant des actuels «camps de concentration» capitalistes que sont les métiers, les entreprises, les juridictions même nationales, dont nous ferons un jour sauter tout le réseau, est déjà évidente au moins avancé des stades théorisés par Marx.

Au stade **inférieur**, les différences de classe ne sont pas encore toutes supprimées; on ne peut donc pas parler d'abolir l'Etat; les traditions pathologiques de la civilisation des Ordres jusqu'au Tiers Etat qui est le dernier, survivent; la ville et la campagne sont encore séparées; la division sociale des fonctions, la séparation entre travail manuel et intellectuel, science et travail, ne sont pas encore abolies.

Mais, dans le domaine économique, les secteurs fermés sont déjà en train de se fondre dans le creuset unitaire de la société; la partie est déjà perdue pour les petites communes, les fédérations syndicales et l'organisation par entreprises, auxquelles même une existence transitoire est refusée..

Dès le moment où nous avons affaire à «une société communiste, telle qu'elle sort à peine du sein de la société capitaliste», il n'y a plus de place pour un marché auquel accéderaient des secteurs isolés entourés de fils de fer barbelés.

«Dans le sein d'un régime social communautaire fondé sur la propriété commune des moyens de production, les **producteurs n'échangent plus leurs produits**, et le travail incorporé dans ceux-ci n'apparaît plus comme **valeur de ceux-ci** [c'est Marx qui souligne], mais comme une qualité réelle possédée par eux puisque désormais, à l'inverse de ce qui arrive dans la société capitaliste,

*ce n'est plus par la voie d'un **détour** [comme ce serait le cas dans le système des communes, des syndicats et des Conseils] mais **directement** que le travail de l'individu devient partie intégrante du travail de la communauté.*

Même au stade **inférieur** du communisme, la société est déjà sortie du stade mercantile comme nous l'avons montré dans la partie finale du travail sur la structure de la Russie. L'individu ne peut rien se procurer ni s'attacher, à lui ou à sa famille, au moyen de l'argent. Un **bon** non accumulable de courte validité lui donne droit exclusivement à des produits de consommation dans une limite encore restreinte et calculée socialement. Notre conception de la dictature (d'abord, et ensuite d'une rationalité sociale et d'espèce) sur la consommation implique que le bon ne portera pas mention d'une quantité donnée d'argent (que l'on pourrait ensuite convertir, par exemple, tout en tabac ou en alcool, plutôt qu'en lait ou en pain), mais de produits déterminés, tout comme les «cartes de ravitaillement» du temps de guerre.

Seul survivra un droit bourgeois parce que ces mesures de consommation seront liées à la mesure du travail fourni à la société, une fois faites les déductions bien connues d'intérêt général, et parce que le calcul dépendra des disponibilités et non exclusivement de l'utilité et des besoins.

Il n'y aura plus de lien mercantile et de loi de la valeur permettant de confronter deux produits qui se trouvent dans la masse de la production sociale, contrairement à ce qui se passerait s'ils provenaient de communes «autonomes», de syndicats ou d'entreprises à comptabilité en partie double. Seul subsistera un dernier lien entre la quantité de travail fournie et la consommation individuelle quotidienne.

Une citation saisie au vol nous donnera l'occasion de clarifier ce concept. Quelqu'un qui, comme on va le voir, est une fleur d'immédiatisme a écrit en effet: «dans l'économie socialiste, le marché subsiste, mais on peut voir qu'il sera limité aux produits; le travail n'y sera plus une marchandise». De telles gens sont parfois utiles: il suffit de renverser leur formule pour dire des choses justes. La vérité est la suivante: «dans l'économie socialiste, il n'y aura plus de marché», et mieux encore: «l'économie est socialiste quand il n'y a plus de marché». A un premier stade, cependant, «une seule quantité économique sera mesurée comme marchandise: le travail humain». Au stade supérieur, le travail ne sera plus qu'un mode de vie de l'homme, et seulement une joie pour lui, selon Marx. Il dit mieux que nous: «**le travail sera le premier des besoins vitaux**».

Pour enlever au travail de l'homme sa qualité de marchandise, il faut détruire tout le système de marché! N'est-ce pas là le premier mot de Marx à Proudhon?

Le journal demi-marxiste qui a su critiquer l'énormité ci-dessus a toutefois concédé à son auteur la justesse d'une autre thèse singulière qui, malheureusement, est très répandue et qu'il nous faudra démolir dans une autre étude: **pour pouvoir abolir le marché, il faut que les forces productives augmentent encore**

beaucoup. Cela est absolument faux: pour le marxisme, elles sont déjà trop développées.

Marx pose l'augmentation des forces productives comme base du stade supérieur, c'est-à-dire d'une consommation sans limites sociales dues à une production insuffisante, et non comme une condition nécessaire pour la fin du mercantilisme général et de l'anarchie capitaliste.

De même, le programme de **1891**, dans une phrase qui est certainement du grand Engels, disait: «*déjà les forces de production sont **devenues trop grandes pour que la forme de la propriété privée soit conciliable avec leur sage emploi***».

Il est plus que temps de plier les monstrueuses forces de production capitalistes sous une dictature régissant production et consommation. C'est simplement une question de force révolutionnaire pour la classe sur qui pèse, même si - ce que Marx n'a jamais nié - le bien-être s'accroît, une **incertitude de l'existence**, qui d'ailleurs menace la société toute entière et qui, dans quelques dizaines d'années, prendra la forme de l'alternative entre crise mondiale et guerre - ou révolution communiste internationale.

Et la question de force révolutionnaire, c'est sous un premier aspect la question de la reconstruction de la théorie révolutionnaire. Ensuite de la reconstitution du Parti Communiste sans frontières.

Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers

*La «réplique» suivante, appelée par nous «**anti-porcine**» (avec tout le respect dû à la noble race des porcs), à la cochonnerie que constitue la «Résolution de la Conférence des représentants des Partis Communistes et Ouvriers» a été lue à la réunion générale du parti tenue à Rome les 4 et 5 mars 1961. En voici le texte intégral.*

* * *

Les représentants de 81 partis (dont les partis soi-disant communistes) qui dirigent le mouvement ouvrier international se sont réunis à Moscou en novembre 1960, à l'occasion du 43e anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Les tragiques conditions historiques du prolétariat mondial et le contenu du manifeste publié à l'issue de cette conférence, imposent au mouvement révolutionnaire communiste de dénoncer impitoyablement ce manifeste-programme de l'opportunisme international, dont les 81 partis sont les représentants les plus qualifiés.

INVARIANCE DES PRINCIPES MARXISTES

La lutte historique des maîtres du marxisme contre l'opportunisme couvre diverses époques. Ils virent surgir la classe prolétarienne et la bourgeoisie la combattre féroce après avoir brisé l'alliance antiféodale; ils virent la révolution industrielle naître, grandir et se répandre dans le monde, et ils exaltèrent son rôle révolutionnaire: bouleversant les rapports sociaux traditionnels, elle projetait sur la scène de la lutte des classes le nouveau protagoniste de l'histoire moderne, le prolétariat industriel; ils décrivirent les sanglantes victoires du capital sur de paisibles tribus et ils prédirent sa mort violente.

De 1789 à 1871, en effet, la bourgeoisie a parcouru tout son cycle historiquement nécessaire. En moins d'un quart de siècle, elle avait créé et détruit à sa convenance toutes les formes politiques, de la dictature ouverte et violente, en union avec le prolétariat naissant lors de l'assaut à l'absolutisme, à l'instauration

de son monopole de classe sur toute la société; des libres institutions parlementaires à l'abolition de toute garantie constitutionnelle, au gonflement démesuré de l'Etat et à l'impérialisme d'un Louis Bonaparte, fasciste avant la lettre; des fécondes guerres révolutionnaires de Napoléon contre les coalitions absolutistes jusqu'à l'alliance avec l'ennemi prussien contre l'héroïque «canaille» qui fit la Commune de Paris; bref, de la révolution à la contre-révolution, et de la naissance du prolétariat à son triomphe de 1871.

Dans le creuset de la doctrine marxiste, toutes ces données historiques se fondirent en un bloc unique, et le marxisme put écrire l'épithète de la bourgeoisie. De quelles nouvelles expériences le prolétariat aurait-il donc eu besoin, puisque la lutte des classes était déjà passée par toutes ses phases, y compris la défaite de la classe oppresseuse et la victoire des opprimés?

Comment le Capital aurait-il pu se découvrir une «âme nouvelle», alors que les Ricardo et les Smith, avant même qu'il ait fait de l'univers entier son monopole, en avaient déjà découvert les lois, et que Marx lui avait déjà appliqué son implacable critique révolutionnaire?

En vertu de quoi, enfin, le socialisme sur lequel bavardent tant de renégats grotesques devrait-il être le «soleil de l'avenir», si l'avenir catastrophique du capitalisme n'avait déjà été sûrement prévu?

Avant même que ses combattants l'aient vue triompher, la révolution prolétarienne avait déjà vaincu, car ils avaient découvert quelle était la loi de l'histoire moderne !

LES DÉCOUVERTES JAMAIS NOUVELLES DE L'OPPORTUNISME

En 1848, c'est-à-dire il y a plus d'un siècle, le prolétariat a livré sa première bataille de classe, et alors l'union nationale entre bourgeois et ouvriers a été brisée par les fusils de Cavaignac. En 1871, le premier Etat prolétarien, la Commune de Paris, est apparu. Depuis, jamais les attaques révisionnistes contre les principes marxistes n'ont cessé, spécialement aux époques de reflux de la révolution. Mais les vagues opportunistes qui se succèdent n'ont jamais rien de nouveau. Sous des noms différents le contenu reste toujours le même: il se caractérise par la prétention d'«enrichir» la doctrine marxiste, de la «renouveler» en remplaçant ses parties «caduques» par quelque produit fraîchement sorti de la fabrique des nouveautés.

C'est que les phénomènes sociaux ne se présentent jamais à l'état pur, parce qu'à côté de la bourgeoisie et du prolétariat, il existe des classes de nature sociale équivoque qui obscurcissent les termes de la lutte. C'est le cas de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine et rurale qui engendrent le capitalisme, mais que le capitalisme reproduit à son tour dans une certaine mesure, comme la pluie fait proliférer les champignons.

C'est l'oscillation de ces couches petites-bourgeoises entre les deux pôles de la bourgeoisie et du prolétariat selon que la révolution recule ou grandit qui

détermine la croissance ou le recul de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier. Que l'opportunisme ne soit qu'une idéologie petite-bourgeoise, Marx et Lénine l'ont établi bien avant nous.

Ainsi, chaque vague opportuniste fait ses «découvertes». A la fin du siècle dernier, Bernstein «découvrit» que le socialisme se conquiert petit à petit dans les luttes quotidiennes et que l'essentiel pour les prolétaires est le mouvement incessant, l'activité continue, non le but. L'épanouissement de la production semblant promettre l'éternité au capitalisme, la petite-bourgeoisie, classe veule et lâche, ne voulait rien savoir d'une lutte historique aux côtés du prolétariat où elle aurait risqué tous les avantages économiques, sociaux et politiques que son alliance tacite avec le grand capital lui assurait. Or, grâce à sa position intermédiaire, la petite-bourgeoisie transmet son pessimisme et son indécision au prolétariat par le truchement de ces couches ouvrières bien rétribuées auxquelles leur position particulière dans la production confère des privilèges et que Lénine taxait de «*lieutenants du capitalisme au sein du prolétariat*». Telle fut la source historique du révisionnisme bernsteinien.

Selon l'opportunisme, le socialisme est certes nécessaire, mais les principes qui permettent de le conquérir changent au gré des événements et des situations. Il lui est facile de propager ce slogan, car toutes les couches sociales que le Capital condamne à une situation précaire et rejette toujours à nouveau dans le prolétariat s'imaginent aisément que les principes changent en même temps que leurs propres intérêts particuliers.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que l'interminable vague opportuniste du stalinisme ait fait sien cet article de foi de tous les renégats, répétant que les principes du Socialisme, qu'elle ose invoquer, changent continuellement. Mais «les principes» dont l'opportunisme se vante ne sont jamais que de vulgaires expédients pour prolonger l'existence du capitalisme, sans lequel l'opportunisme lui-même n'aurait pas de raison d'être! Pour lui, tous les principes sont bons, pourvu qu'ils n'entraînent pas les masses dans une lutte de classe, qu'ils ne les lancent pas contre l'Etat capitaliste. La seule chose à laquelle l'opportunisme se refuse, alors que les contradictions du capitalisme poussent constamment la classe ouvrière à la lutte, c'est d'exploiter toutes les conditions défavorables à l'adversaire pour relier, unifier, fortifier tous les efforts d'émancipation du prolétariat, et de les transformer en luttes véritablement politiques pour la destruction de l'Etat bourgeois et la conquête du pouvoir.

DÉFENSE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Le parti communiste révolutionnaire n'a jamais marchandé son appui à la bourgeoisie nationale lorsque celle-ci entreprenait la destruction violente de formes de production archaïques empêchant ou retardant son développement. Cela n'empêche qu'il ait toujours proclamé l'indépendance absolue du mouvement révolutionnaire prolétarien non seulement à l'égard de la grande bourgeoisie, mais

aussi de la moyenne et de la petite bourgeoisies radicales et qu'il ait préparé le prolétariat aux luttes inévitables de l'avenir contre l'allié présent. Le mouvement prolétarien mondial ne pouvait pas se désintéresser des étapes inférieures de la révolution, et le principe marxiste d'appui à la bourgeoisie révolutionnaire était dialectiquement et indissolublement lié à ce mouvement. Mais le remplacer par l'objectif étroit de la défense de l'indépendance nationale, de la paix et du désarmement comme le font les opportunistes d'aujourd'hui, c'est agir en contradiction absolue avec les principes et les buts révolutionnaires du prolétariat. Pour le marxisme, depuis 1871, c'est-à-dire depuis la Commune de Paris, le prolétariat n'a plus à appuyer la bourgeoisie dans des guerres démocratiques et nationales, du moins dans l'Occident capitaliste, parce qu'il n'a plus à l'aider à libérer les forces productives des entraves que leur opposaient les régimes précapitalistes. C'est donc au mépris de l'histoire que l'opportunisme contemporain donne au prolétariat du monde entier - et pas seulement des pays arriérés - le mot d'ordre ouvertement réactionnaire de défense de l'indépendance nationale et de la patrie, et que le Manifeste porcine proclame:

*«Les objectifs des communistes coïncident avec les **intérêts supérieurs de la nation**. Les cercles réactionnaires veulent détruire le front national sous prétexte de lutter contre le communisme et d'isoler ses militants, qui forment la partie la plus avancée du mouvement de libération. Cela affaiblit le mouvement national, les intérêts nationaux des peuples et met en danger les conquêtes nationales (...).*

*«Les nouveaux rapports de force qui se sont établis à l'échelle mondiale ouvrent aux partis communistes et ouvriers de nouvelles possibilités pour résoudre les problèmes **de la lutte pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le socialisme**.*

*«**Déjà avant la victoire complète du socialisme sur toute la terre, et bien que le capitalisme subsiste dans une partie du monde, il y aura des possibilités réelles d'exclure la guerre mondiale de la vie sociale**. La victoire du socialisme dans le monde entier éliminera définitivement les causes sociales et nationales de n'importe quelle guerre.*

*«En défendant les principes de la coexistence pacifique, les communistes luttent pour la cessation totale de la guerre froide, pour la dissolution des blocs militaires, **pour la suppression des bases militaires, pour le désarmement complet et général sous contrôle international, pour la solution négociée de tous les différends, pour le respect de l'égalité entre les Etats, de leur intégrité territoriale, de leur indépendance et de leur souveraineté, pour une non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures et pour un large développement des échanges commerciaux, culturels et scientifiques entre les peuples**».*

Ce faux objectif historique que l'on propose indifféremment au prolétariat de l'Occident capitaliste surindustrialisé et à la jeune et faible classe prolétarienne

des Etats à peine sortis du régime colonial, ne sert qu'à affaiblir le front du prolétariat mondial et son noyau le plus fort et le plus aguerri représenté par les pays à haut potentiel productif et à grande concentration économique. Il renforce le front contre-révolutionnaire capitaliste et provoque la méfiance des masses prolétariennes à l'égard du parti communiste révolutionnaire, de ses traditions de lutte, de ses victoires, de sa capacité supérieure à conduire la lutte de classe au succès final. Parallèlement, il empêche les luttes de libération nationale et les révolutions démocratiques-bourgeoises elles-mêmes de se développer jusqu'à constituer des foyers de lutte révolutionnaire prolétarienne pour des objectifs strictement communistes.

On tait ou on défigure complètement ce que la révolution russe nous a enseigné à cet égard, c'est-à-dire que le prolétariat dut sa victoire uniquement au fait que le parti bolchevik, au lieu de se contenter d'une révolution antitsariste, poussa les masses ouvrières au-delà des limites imposées par la bourgeoisie, jusqu'à la conquête violente du pouvoir.

Il est plus réactionnaire encore de proposer l'union de classes sociales hétérogènes qui, tout en poursuivant des objectifs historiques différents, devraient cependant mener une lutte commune pour la paix, la démocratie et l'indépendance nationale, qui sont autant de mots d'ordre strictement petits-bourgeois.

A ce compte, il faudrait que le prolétariat allemand, exemple typique d'une classe appelée à jouer un grand rôle historique, s'aligne sur la petite-bourgeoisie allemande quasi-inexistante pour atteindre des objectifs démocratiques, c'est-à-dire petits-bourgeois, alors que les structures de l'Allemagne capitaliste sont celles d'un capitalisme d'Etat très avancé, comme Lénine le montra dès 1918. En Occident surtout, la tâche historique immédiate du prolétariat est, depuis soixante ans déjà, la révolution communiste: tout autre objectif est réactionnaire. Si le prolétariat devait continuer à se laisser tromper sur ce point par les cinquièmes colonnes de l'opportunisme, l'avènement de sa dictature de classe et le triomphe du socialisme seraient retardés de plusieurs décades encore.

LUTTE POUR LES « IDÉES » ?

L'opportunisme moscovite, a remplacé la lutte pour le socialisme par la lutte pour les «idées».

Le Manifeste porcine nous dit:

*«Ou coexistence pacifique entre Etats de régimes différents ou guerre dévastatrice, **tel est aujourd'hui le dilemme**».*

La lutte de classe cesserait ainsi d'être la guerre de millions de prolétaires pour la destruction de formes inadéquates de production et de vie; elle deviendrait une lutte «idéale» pour la conquête des «consciences» de «tous» les hommes, indépendamment de leur position sur le front des classes. Une telle manière de concevoir la lutte pour le socialisme nous ramène aux fausses propositions de la Social-Démocratie en 1918 ou, pire encore, au «*socialisme de la chaire*» pour

lequel la révolution n'aurait pas été possible tant que **tous** les prolétaires n'en auraient pas **appris** les principes.

Nos maîtres et les militants qui nous précédèrent dans cette lutte historique ont combattu cette version éthique, académique et idéaliste du socialisme. Comme eux nous répétons que le socialisme ne dépend pas de la conscience des masses, mais de la fidélité indéfectible du parti de classe aux principes marxistes et révolutionnaires, et de sa capacité à se lier au prolétariat mondial dans la lutte de classe effective qui ira se développant.

En conséquence, la tâche du communisme international n'est nullement de «sauver l'humanité» d'un hypothétique génocide atomique dont l'impérialisme nous menace en bon maître-chanteur qu'il est: sa première et unique tâche est de faire triompher la révolution prolétarienne. La seule garantie de paix, c'est la victoire de la révolution, car seule la révolution détruira toutes les causes de guerre que le capitalisme engendre. Toute autre position éloigne cette victoire parce qu'elle désarme le prolétariat qui en est l'artisan, et elle prépare donc objectivement la solution de la crise du système par la guerre impérialiste.

PAIX, DÉMOCRATIE OU SOCIALISME ?

La *paix sociale* n'est pas une conquête, mais un acquiescement du prolétariat au capitalisme qui a tout intérêt à lier les masses déshéritées à son sort, pour mieux les asservir à son système d'exploitation du travail.

Faire de la lutte pour la «*paix, la démocratie et le socialisme*» «*les positions du mouvement communiste international*», c'est renier de la façon la plus honteuse les principes formulés par le marxisme révolutionnaire et victorieusement appliqués par le bolchevisme dans l'Octobre rouge.

L'opportunisme dernier cri mène en réalité contre le marxisme les mêmes attaques que toutes les vagues révisionnistes précédentes, se comportant à l'égard de Marx comme ces épigones idéalistes de Hegel qui considéraient ce dernier comme «*un chien crevé*».

Héritier du révisionnisme, il abandonne comme lui la théorie des crises et de l'écroulement du régime capitaliste, à cause de prétendues «*nouvelles données du développement économique*» et sous le prétexte que la bourgeoisie pourrait se préserver de la catastrophe par des «*concessions au prolétariat*» qui (et c'est là le pire mensonge), aurait de son côté tout intérêt à les accepter pour «*progresser*» vers de meilleures conditions d'existence.

En politique, l'opportunisme contemporain continue la scandaleuse pratique du ministérialisme inaugurée par le socialiste Millerand lorsqu'en 1899 il participa au ministère bourgeois aux côtés du général Galliffet, bourreau de la Commune. Tout comme lui, il entre dans les gouvernements bourgeois aux côtés des pires ennemis de la Révolution et au nom du même «principe»: faire accéder le prolétariat à «*la direction du pays dans l'intérêt de tous*», aux côtés des partis du capitalisme «*honnête*» ou de la petite et moyenne bourgeoisie «*progressiste*».

Comme la IIème Internationale, il considère le parlementarisme comme une forme de la lutte de classe et, pire encore, il lui attribue un rôle dans la «*construction*» du socialisme, puisqu'il déclare que les partis soi-disant ouvriers doivent conquérir le pouvoir «*légalement*».

Comme la IIème Internationale, il fragmente les réactions ouvrières en mille épisodes isolés au lieu de lancer le mot d'ordre léniniste de «*guerre à la guerre*»; tout comme les sociaux-démocrates ont soutenu la mobilisation des masses prolétariennes par les capitalismes anglais, français et italien dans la première guerre mondiale, les prétendus «communistes» les ont lancés dans une lutte de partisans aux côtés des grandes armées impérialistes sous prétexte d'antifascisme dans la seconde.

Au reste, c'est toute la phraséologie trompeuse de la IIème Internationale que le Manifeste porcin reprend à son compte: il encourage les rêveries de la petite-bourgeoisie, il gonfle son importance historique, sociale, économique et politique et il lui attribue démagogiquement un esprit révolutionnaire.

En réalité, la tradition marxiste authentique a toujours dénoncé ces tendances petites-bourgeoises et insisté sur le caractère réactionnaire de la petite propriété et de la petite et moyenne production, véritables mouches du coche de la production capitaliste et de la contre-révolution bourgeoise. Sous prétexte de «*mouvement pour la paix*», le «Manifeste porcin» propose à la classe ouvrière de renoncer à son programme en faveur d'un rassemblement hybride étendu «*à des personnes aux convictions politiques et aux fois religieuses les plus diverses, appartenant à différentes classes sociales, mais unies par la noble aspiration* [appréciez cette onctueuse phraséologie démocrate-chrétienne et onusienne!] *d'empêcher de nouvelles guerres et d'assurer une paix stable*». C'est là le rêve des petits-bourgeois et des intellectuels... de gauche

Depuis sa naissance, l'opportunisme jacasse sur le socialisme dont il confie la réalisation historique, non pas au prolétariat, mais au «*peuple travailleur*», masse hybride animée de poussées de classe contradictoires et de signes contraires. Sur cette fausse conception des principes et des buts, il a créé une liturgie socialisante fondée sur les catégories classiques de l'économie capitaliste et qui va jusqu'à concilier l'économie socialiste avec les formes mercantiles et monétaires et la division en entreprises propres à ce mode de production. Bel exemple d'invariance des formes et du contenu petit-bourgeois de l'opportunisme! Rien de nouveau dans ce domaine depuis Proudhon, auquel Marx et Engels portèrent un coup décisif en déclarant sans équivoque que les formes de la future société socialiste seraient antimerchantiles et antimonétaires, et qu'elles détruiraient la division par entreprises, avant même d'être des formes de production et de vie intégralement socialistes.

En proclamant l'éternité de la loi de la valeur, qui selon eux restera en vigueur sous le socialisme, et donc de la forme marchandise des produits, les 81 se retrouvent aux côtés des Sociaux-Démocrates allemands qui ne voulaient pas

admettre que le socialisme détruirait en même temps que le capitalisme, la forme fétiche de la marchandise, ce qui est pourtant la conclusion fondamentale de la critique marxiste.

Sous couvert de respecter la célèbre thèse marxiste sur le dépérissement de l'Etat, l'opportunisme réintroduit en contrebande des vieilleries anarchistes: il prétend réduire l'autorité de l'Etat central en transférant ses fonctions à des institutions périphériques et à des instances inférieures telles que gouvernements fédéraux, parlements régionaux, entreprises ou syndicats de métier, ce qui aurait pour effet, si c'était réalisable, de fragmenter la vie économique, sociale et politique.

Il ravale la différence fondamentale entre capitalisme et socialisme à une productivité supérieure du travail et à des rythmes supérieurs d'accroissement de la production, ainsi qu'à une planification aussi démagogique qu'hypothétique, et en tous cas fondée sur tous les principes de l'économie politique vulgaire, en premier lieu ce «bien-être» qui est inspiré du «capitalisme populaire» cher aux Américains.

En proposant de constituer une union réactionnaire d'Etats à faible et moyen potentiel économique au service de l'impérialisme mondial (suprême tentative, parfaitement contre-révolutionnaire, de défendre celui-ci contre l'inévitable assaut prolétarien), les 81 ont dévoilé leur opposition totale à la révolution socialiste et à son unique agent historique, le prolétariat.

Tous leurs projets - présentés ici comme des «*objectifs concrets*» - s'inscrivent dans ce lamentable et infâme dessein de désarmement international, de coexistence pacifique, d'égalitarisme juridique entre Etats, de démocratie pure, de rencontres universelles ou accords salvateurs entre «sommets» des grandes puissances capitalistes, d'interdictions ou de réductions parfaitement illusoirs des armes atomiques, d'institution d'une police internationale qui sauvegarderait les privilèges capitalistes contre toute force insurgée, et enfin de tentative de présenter l'O.N.U., organisation mondiale du Capital, comme un concert de libres nations, un parlement supranational apte à régler les conflits qui en fait sont incurables par les moyens et dans le cadre des formes politiques actuelles.

RESPONSABILITÉ HISTORIQUE DE L'OPPORTUNISME

A la croisade anticommuniste conduite par une confrérie d'Etats mûrs depuis longtemps pour la destruction révolutionnaire, l'opportunisme moscovite a répondu par une croisade pour restaurer l'ordre bourgeois dans les pays qui constituaient le point faible de la chaîne capitaliste mondiale, en Europe en général, et en Europe centrale en particulier, brisant ainsi la lumineuse tradition prolétarienne révolutionnaire.

Cette oeuvre de restauration économique et politique du capitalisme a commencé par l'émasculatation des sursauts prolétariens au lendemain de la seconde boucherie impérialiste dans laquelle la classe ouvrière avait versé le sang

de 30 millions de ses fils, répandant la terreur de la misère et de la faim, de la destruction et des épidémies. Elle a culminé dans la répression de la Commune de Berlin de 1953, épisode d'héroïsme prolétarien authentique qui a dévoilé la nature capitaliste de l'Etat russe et sa complicité avec les centres suprêmes du sinistre capitalisme occidental.

Elle a imposé aux prolétaires le poids gigantesque de la reconstruction de l'appareil de production capitaliste, tandis que les partis du néo-opportunisme s'unissaient à l'opportunisme social-démocrate dans le rôle de gendarmes pour freiner les luttes économiques prolétariennes contre le patronat; elle a fixé aux syndicats la fonction de médiation dans les conflits de classe en se faisant les champions de la paix sociale, de l'unité nationale, de la reconstruction de la patrie, de la paix religieuse et de l'intégrité de la famille, toutes formes et instruments de l'oppression bourgeoise.

L'opportunisme s'est montré encore plus réactionnaire dans la question agraire en proposant un partage des terres, des instruments de travail et des capitaux entre petits-propriétaires parcellaires qui aurait signifié un recul par rapport à l'entreprise agricole capitaliste moderne, qualifiant par ailleurs de «socialistes» les formes coopératives de nature précapitaliste en vigueur dans l'est européen.

Il a ainsi travaillé à la reconstitution d'un front néfaste de petits-bourgeois ruraux que la concentration capitaliste avait privés de leur poids politique spécifique en les contraignant à se prolétarianiser.

Dans le domaine international, la répartition des zones d'influence entre les vainqueurs occidentaux et orientaux de la seconde guerre mondiale a entraîné la division territoriale et politique de la plus puissante nation européenne, l'Allemagne, au mépris du principe des nationalités affirmé par la bourgeoisie elle-même dans ses révolutions nationales. L'opportunisme n'a pas manqué de présenter comme socialiste l'Etat artificiellement constitué sur la partie orientale du territoire allemand; cela en dit long sur l'attachement des partis soi-disant communistes à leur propre principe renégat de sauvegarde de l'unité nationale menacée ou détruite par les grands impérialismes des deux blocs! Et cela confirme en outre la thèse marxiste qui nie la possibilité de guerres nationales dans les pays parvenus au plein capitalisme.

En réalité, la révolution prolétarienne, et elle seule, pourra unifier l'Allemagne, l'Europe et le monde entier au fur et à mesure que sera renversé le capitalisme, au sein d'une union de républiques socialistes, première étape vers l'abolition de toute division raciale, nationale et régionale de l'espèce humaine. Reniant ce but communiste, l'opportunisme prétend au contraire conserver les barrières nationales jusque dans la société socialiste, en laissant subsister «*la division internationale du travail*» et en confiant l'organisation de la production à des «*plans économiques nationaux*» coordonnés. C'est là la position bourgeoise classique des «Etats-Unis d'Europe».

L'UTOPIE DES ETATS INDÉPENDANTS ET SOUVERAINS

En introduisant une haute mécanisation des opérations productives, le socialisme poussera la tendance du capitalisme à réduire le travail complexe en travail simple jusqu'à l'abolition de la division du travail. Parallèlement, la production humaine sera prévue non par des plans nationaux ou supranationaux, mais par un plan général unique, englobant toutes les ressources et toutes les forces productives du globe. La phraséologie sur les «*peuples libres et souverains*» et sur la «*parité des droits de chaque pays à l'indépendance*» relève uniquement de l'utopisme petit-bourgeois. Sous le socialisme, il ne sera plus question ni de «peuples» ni, à plus forte raison, de leurs divisions: les notions de liberté, souveraineté, autonomie ou indépendance nationales perdront donc tout sens. Le concept de nationalité a pris corps dans une société divisée en classes; il devra donc disparaître dans la société sans classes qui est le but communiste suprême, en même temps que toutes les superstructures accumulées au cours des siècles sur la base des antagonismes de classes.

Quand l'opportunisme prétend vouloir unir l'internationalisme et le patriotisme, il témoigne seulement de la corruption bourgeoise dans laquelle il est tombé, car cela revient à vouloir concilier le prolétariat sans patrie et la bourgeoisie nationaliste, c'est-à-dire les deux classes irréductiblement antagonistes de la société.

Le socialisme ne peut résulter d'un accord entre classes quelles qu'elles soient, mais seulement de la victoire révolutionnaire du prolétariat.

L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Lénine a défini l'époque contemporaine comme **celle des révolutions socialistes et des guerres impérialistes**. L'opportunisme, lui, affirme que «*le contenu fondamental de notre époque consiste dans le passage du capitalisme au socialisme*», bien que les rapports sociaux dominant dans le monde soient parfaitement capitalistes, et que tout passage d'une forme à une autre présuppose une destruction de la forme ancienne à laquelle ces renégats ne se préparent nullement.

L'ère des révolutions socialistes a été ouverte par la révolution russe d'Octobre, et elle reste ouverte, bien qu'en dehors de la Russie, celles-ci aient été momentanément battues. C'est d'ailleurs ce qui a empêché la révolution soviétique elle-même de réaliser plus que ses objectifs démocratico-bourgeois; la révolution communiste est internationale, et le prolétariat ne pouvait pas conserver le pouvoir dans un seul pays, même s'il avait été plus évolué que la Russie. Lénine, le parti bolchevik et l'Internationale le savaient si bien qu'ils n'ont cessé de répéter que la victoire prolétarienne en Russie ne serait définitive qu'à une condition: qu'une nouvelle vague révolutionnaire brise l'encerclement auquel la bourgeoisie soumettait la république soviétique en s'attaquant à la forteresse de la contre-révolution, le capitalisme occidental.

Ceci ne s'étant pas produit, et la Russie devant édifier des structures capitalistes, tâche historique dans laquelle l'Internationale et le parti bolchevik succombèrent, la continuité de la ligne révolutionnaire a été brisée. Mais en l'absence d'une direction et d'une perspective communistes mondiales, aucun sursaut de classe n'aurait pu se transformer en insurrection révolutionnaire, même s'il s'était produit.

Au contraire, la dégénérescence de la révolution russe et de l'Internationale a favorisé la reprise du capitalisme à l'échelle mondiale en suscitant une nouvelle vague opportuniste. Non seulement celui-ci réussit à surmonter la grande crise économique de 1929, mais il parvint à déclencher la guerre impérialiste pour sortir de la crise suivante.

Alors que Lénine avait prévu que les révolutions anti-impérialistes d'Asie pourraient sortir la révolution d'Octobre de son isolement et élargir l'aire géopolitique du communisme, la trahison honteuse des ex-partis communistes permit au contraire l'écrasement sanglant de la Commune de Canton et donc de la révolution chinoise. La perspective d'une soudure de la révolution d'Octobre avec la reprise prolétarienne en Occident grâce au répit donné par la «guerre sainte» des nations asiatiques contre l'impérialisme était dès lors fermée.

Le prolétariat peut utiliser les révolutions national-bourgeoises et les guerres d'indépendance nationale là où, comme en Asie et en Afrique, elles peuvent encore se produire; mais il ne le peut qu'à **une seule condition**: c'est qu'existe un parti communiste mondial, car seul celui-ci est capable de guider ces assauts limités à l'impérialisme en les liant à l'offensive révolutionnaire du prolétariat blanc. En proposant à tout le mouvement ouvrier des objectifs démocratiques, l'opportunisme a anéanti cette possibilité. Aujourd'hui, tandis que la lutte fait rage dans les anciennes colonies, le prolétariat blanc est plongé dans un assoupissement général, parce que, sous l'influence opportuniste, il s' imagine pouvoir conquérir l'Etat bourgeois qu'il faut détruire, et **réformer** la société capitaliste. Quant aux peuples ex-colonisés, voilà la «perspective» que le Manifeste porcine parfaitement bourgeois leur propose:

*«La situation historique actuelle tend à créer dans de nombreux pays des conditions intérieures et extérieures favorables à la **constitution d'un Etat indépendant de démocratie nationale**, c'est-à-dire d'un Etat défendant de façon cohérente son indépendance politique et économique et luttant contre les blocs militaires impérialistes et contre l'établissement de bases sur son territoire. Il s'agit d'un Etat qui lutte contre les nouvelles formes de colonialisme et la pénétration du capital impérialiste, **qui répudie les méthodes dictatoriales et despotiques de gouvernement**; d'un Etat qui garantit au peuple d'amples libertés démocratiques (de parole, de presse, de réunion, de manifestations et d'organisation en partis politiques). A l'intérieur d'un tel Etat, le peuple doit avoir la possibilité d'obtenir l'application de la réforme agraire et la satisfaction de ses autres revendications **dans le domaine des transforma-***

tions démocratiques et sociales, il doit pouvoir participer à la détermination de la politique gouvernementale. En se plaçant sur la voie de la démocratie nationale, ces Etats pourront accélérer le progrès social à l'intérieur et, à l'extérieur participer activement à la lutte des peuples pour la paix, contre la politique agressive du camp impérialiste, pour la liquidation complète du joug colonial».

Alors que l'Internationale affirmait que seule la révolution socialiste dans les pays avancés pourrait réellement libérer les peuples de couleur, non seulement les 81 ne disent pas un seul mot des tâches révolutionnaires du prolétariat métropolitain, mais ils confient l'émancipation de ces peuples à des gouvernements démocratiques bourgeois nationaux.

DÉMOCRATIE ET FASCISME

La tromperie démocratique qui naît des intérêts des petits et moyens producteurs et même des travailleurs privilégiés et bien payés, masque la nature même du capitalisme en incitant de façon ouverte les prolétaires à préférer la démocratie bourgeoise au fascisme.

Tout comme la II^{ème} Internationale et la III^{ème} Internationale et demi, l'opportunisme contemporain définit le fascisme comme le plus réactionnaire des courants bourgeois, un courant qui, né d'intérêts particuliers de la grande industrie et de la propriété foncière, menacerait les conquêtes mêmes de la bourgeoisie. En réalité, le fascisme représente historiquement le capitalisme dans son intégralité et répond parfaitement aux intérêts du grand capital. Il naît de la démocratie dont il est le produit naturel dans ce sens qu'à l'origine il répond au mécontentement endémique de la petite-bourgeoisie ruinée par le capital et à laquelle il s'adresse (en même temps d'ailleurs qu'au prolétariat) en termes réformistes et en niant la lutte des classes. Pas plus que la démocratie, il ne reconnaît la nature de classe de l'Etat qu'il présente au contraire comme un juge suprême placé au-dessus de tous les intérêts particuliers et dont il exalte le rôle d'arbitre. Tout au plus se distingue-t-il du régime démocratique en substituant le parti unique au multipartisme; mais les deux formes recouvrent exactement les mêmes rapports capitalistes de production; elles sont deux façons différentes de définir le même contenu économique et social, et elles sont destinées à se fondre l'une dans l'autre au gré des circonstances.

Quel que soit le nom qu'il porte, le fascisme est la forme politique caractéristique de l'époque impérialiste, et son but est de mobiliser des masses d'hommes au service du Capital. C'est si vrai qu'après la guerre soi-disant antifasciste, les Etats démocratiques ont adopté toutes les méthodes et les caractéristiques du fascisme. Mais l'évolution de la société dans un sens fasciste annonce la fin prochaine de la domination bourgeoise dans la mesure même où elle caractérise sa dernière phase, sa phase de concentration économique maximum, de dictature sociale et politique la plus poussée. Au lieu de s'en réjouir, non seulement

l'opportunisme crie au scandale, mais il prétend même faire tourner la roue de l'histoire en arrière en réclamant le retour de la démocratie. L'alternative qu'il pose est: **démocratie ou fascisme**, comme si ces deux formes exprimaient deux classes distinctes en lutte pour le pouvoir. A cette position renégate, le communisme révolutionnaire oppose aujourd'hui comme hier l'alternative classique: **capitalisme ou socialisme**, la seule qui désigne au prolétariat le véritable ennemi à abattre.

COEXISTENCE ET PACIFISME SOCIAL

Le pacifisme social dérive d'un programme de coexistence des classes; dès lors qu'on admet que les classes ennemies puissent et doivent coexister, il faut admettre aussi que cette coexistence peut et doit être pacifique, c'est-à-dire se réaliser dans un respect réciproque des deux parties en cause autrement, comment pourrait-elle subsister à la longue?

Lénine avait bien parlé de coexistence entre l'U.R.S.S. et les Etats capitalistes, mais elle signifiait chez lui une simple trêve momentanée de la révolution mondiale dans la phase de réorganisation politique du prolétariat international qui suivit l'Octobre rouge. Pour les partis opportunistes qui se prétendent marxistes-léninistes, la coexistence entre *«Etats de régimes sociaux différents»* devient non seulement **permanente**, mais, bien plus, elle se transforme en *«base intangible de la politique des Etats socialistes»*. Toute perspective d'un heurt historique entre le prolétariat et le monde bourgeois est donc abolie. Le souci petit-bourgeois de maintenir la «paix» tout court en même temps que la paix sociale suggère à l'opportunisme une alternative aussi démagogique et utopique que la précédente: *«ou coexistence pacifique entre Etats aux régimes différents, ou guerre dévastatrice»*.

Or, le capitalisme engendre **toujours** la guerre entre les Etats lorsque les crises qui le déclarent le poussent à détruire le travail mort (la richesse) et le travail vivant (les bras humains), pour pouvoir reprendre son cycle productif. Le capitalisme engendre toujours la **guerre des classes**, virtuelle ou effective, parce qu'il vit **sur** les contrastes de classe. La guerre entre les classes et, à plus forte raison, entre les Etats, ne cessera pas par enchantement, **même** lorsque le socialisme aura triomphé dans une série de pays, car les contradictions de classe, elles, ne cesseront pas par enchantement même si, alors, les rapports politiques auront été inversés.

La violence est l'accoucheuse de l'histoire et les communistes révolutionnaires n'attendent pas de la bourgeoisie qu'elle renonce à l'employer. Au contraire, dans certaines circonstances historiques favorables, ils sont les premiers à inciter le prolétariat à la violence de classe pour abattre le régime ennemi. Puisque le capitalisme est tout entier fondé sur une extorsion violente de surtravail au prolétariat, le prolétariat ne pourra s'affranchir de sa tyrannie que par la violence.

Pour l'opportunisme, les «*controverses idéologiques et politiques entre les Etats ne doivent pas être résolues par la guerre*»; mais les controverses en questions **présupposent** les antagonismes; c'est seulement dans les époques de stagnation et aux yeux de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière que les antagonismes réels peuvent sembler se réduire à de simples discussions théoriques. Dans la réalité sociale, ils ne peuvent se résoudre que par le triomphe d'une des parties sur l'autre, qu'il s'agisse des Etats ou des classes.

LES TÂCHES DU PARTI

L'opportunisme affirme donc que les partis communistes doivent se battre «*pour étendre les droits et les libertés démocratiques du peuple, sans renvoyer tout cela jusqu'à la victoire du socialisme*».

Il faut d'abord rappeler que la centralisation économique détruit - c'est là une loi économique, que l'on ne peut donc modifier dans l'ambiance du régime capitaliste - la petite bourgeoisie en la prolétarisant: les droits et libertés démocratiques, qui signifient une position stable pour ces couches, sont donc directement contradictoires avec cette évolution capitaliste et ne peuvent donc être établis durablement que pour les pays impérialistes dominants.

Au reste, dans les pays industriellement développés, la petite bourgeoisie ne mène aucune lutte sérieuse et conséquente; elle ne peut être l'alliée du prolétariat. Le prolétariat a intérêt à s'allier seulement avec des classes révolutionnaires, avec des couches sociales exprimant une volonté de lutte anticapitaliste, comme les paysans sans terres et sans capitaux et les journaliers agricoles.

Un parti complètement coupé des bases de la lutte du prolétariat et tout entier tourné vers la recherche de liaisons avec la petite-bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière, ne peut que subir leurs initiatives et avoir une vision extra-prolétarienne ou, mieux, démocratique, des tâches à accomplir, ce qui a des conséquences plus réactionnaires encore que l'alliance du grand capital avec les couches moyennes.

Enfin, il est faux que le socialisme engendre des droits et des libertés démocratiques; il est l'incarnation de la dictature prolétarienne, c'est-à-dire la négation de la liberté de s'exprimer et de s'organiser en partis pour les classes vaincues, la négation de leurs droits légaux. En tant que régime prolétarien, il ne pourra permettre à qui que ce soit de recréer les conditions de la production capitaliste: il empêchera donc, et, s'il le faut, par la violence ouverte, le refleurissement de la petite production. Au cas où les conditions particulières d'un pays arriéré imposeraient la persistance de cette petite production, les communistes se comporteraient comme les bolcheviks en Russie: ils la contrôlèrent, ne concéderaient aucune liberté aux petits producteurs, les subordonnant à la dictature prolétarienne au moyen de l'Etat et du parti. Donc, jamais de liberté pour le **peuple**: le prolétariat n'a aucune liberté à conquérir pour les autres; il a à conquérir les conditions nécessaires à sa libération du capitalisme.

Il est tout aussi faux que «*les prémisses et la solution des tâches de la*

révolution socialiste» soient constituées par «*le front unitaire de toutes les forces démocratiques et patriotiques de la nation, qui se battent pour la conquête révolutionnaire d'une véritable indépendance nationale et de la démocratie*». Les prémisses du socialisme sont constituées par le développement capitaliste, dont l'indépendance nationale n'est qu'un facteur subjectif lors de la naissance de la bourgeoisie, et qui perd de sa consistance historique au fur et à mesure que le capitalisme se transforme en capitalisme monopoliste, en impérialisme. C'est en vertu de cette nature du capitalisme - découverte par Marx avant même que naissent les théoriciens de l'impérialisme - que la révolution prolétarienne communiste assume un caractère international! Le mode de production capitaliste est **un**.

DÉMOCRATISME ET ANTIMONOPOLISME

Si l'opportunisme propose l'alliance démocratique de classes disparates, c'est que, selon lui, «*la classe ouvrière, les paysans, les intellectuels, la petite et moyenne bourgeoisie des villes sont profondément intéressés à la liquidation des monopoles*».

Jamais le «*Manifeste porcin*» ne parle de destruction de la propriété privée, de l'Etat bourgeois, des formes capitalistes. Par contre, il hurle contre les monopoles qui «*cherchent à détruire et à limiter au maximum les droits démocratiques des masses populaires*», en feignant d'oublier que le capital est lui-même «*monopole*», forme **exclusive** dans les rapports actuels de la production sociale.

Mais si les prolétaires sont «*contre les monopoles capitalistes*», c'est dans un tout autre sens que les petits-bourgeois. Ils doivent les détruire en tant que **forme sociale**, non en tant que forme plus productive que la petite entreprise! Cette tâche historique dérive de la nature anticapitaliste du prolétariat, c'est-à-dire, du fait que la révolution prolétarienne a pour tâche historique de détruire le capitalisme!

Au contraire, la petite et moyenne bourgeoisie voudrait que les monopoles soient remplacés, sinon par la petite production, du moins par un capitalisme d'Etat, à condition que celui-ci soit à son service, qu'il transfère de la plus-value dans sa poche, comme cela se produit, dans un certain sens, dans la Russie actuelle. Voilà le «*socialisme*» de la petite-bourgeoisie, voilà ce que l'opportunisme exalte comme son esprit révolutionnaire! Mais le capitalisme a intérêt à entretenir et à reproduire une couche de petits-bourgeois servant de tampon dans les conflits de classe et faisant donc obstacle à la révolution; il ne peut pas éliminer toutes les couches sociales intermédiaires et se transformer en pur capitalisme d'Etat: ainsi, non seulement le «*socialisme*» en question serait antiprolétarien, mais il est tout simplement impossible!

Aussi, quand l'opportunisme propose l'alliance du prolétariat et des classes moyennes «*pour nationaliser les secteurs-clés de l'industrie et en démocratiser la gestion, pour diriger toute l'économie à des fins pacifiques, satisfaire les exigences vitales de la population, réaliser de radicales réformes agraires,*

améliorer les conditions de vie des travailleurs, défendre les intérêts des paysans, de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine de l'arbitraire des monopoles», le marxisme lui répond que, non seulement cette alliance n'aidera en rien à atteindre le socialisme, mais qu'elle sera encore tout à fait incapable de remplir les tâches auxquelles on la destine.

NÉGATION DU RÔLE HISTORIQUE DU PROLÉTARIAT

Non seulement l'alliance du prolétariat avec la petite-bourgeoisie n'aboutit à aucune solution favorable à celle-ci, mais elle retarde le développement de conditions favorables à la lutte révolutionnaire.

Faire dépendre la victoire du prolétariat de son alliance avec les forces réactionnaires de la petite et moyenne bourgeoisie, et non de l'usage intégral de ses armes de lutte traditionnelle, c'est dénier au prolétariat son rôle de protagoniste de l'histoire.

L'alliance proposée par les 81 n'est qu'une copie des fameux fronts uniques avec les sociaux-démocrates au niveau politique ou même étatique, comme ce fut le cas pour cet autre mot d'ordre fameux du «gouvernement ouvrier» qui sombra misérablement en Saxe et en Thuringe (1). Le front unique se transforma ensuite en front populaire, c'est-à-dire qu'il s'étendit jusqu'à la moyenne bourgeoisie, jusqu'à prendre ouvertement en mains, comme en France, la défense de l'Etat, et donc le sort du capitalisme. A ce moment-là également, les soi-disant partis communistes proclamèrent la nécessité inéluctable de s'allier avec d'autres classes, en soutenant que cela faciliterait le cours de la révolution; aujourd'hui, la dure leçon des faits a prouvé que tout cela ne faisait que préluder au désarmement ultérieur du prolétariat en vue de la seconde guerre impérialiste.

Aucune alliance du prolétariat et de la petite et moyenne bourgeoisie, comme aucune alliance avec l'aristocratie ouvrière n'ont jamais fait faire un seul pas en avant à la révolution. Les dures et sanglantes leçons du passé, même le plus récent, ont au contraire démontré que ces pseudo-manoeuvres ont seulement contribué à la conservation sociale, à éloigner de plusieurs décennies la révolution prolétarienne.

LES BLOCS

Dans le domaine tactique, ce sont encore les pratiques pernicieuses de la

(1) Sous la direction de l'Internationale Communiste, les communistes allemands formèrent avec les socialistes et les socialistes indépendants un gouvernement provincial. La perspective officielle de l'exécutif de l'I.C. étaient que les masses entreraient tôt ou tard en lutte révolutionnaire pour défendre «leur» gouvernement contre l'Etat central. En réalité, il suffit d'une simple opération de police pour éliminer ce «gouvernement ouvrier» légal, les socialistes refusant, bien évidemment, tout appel à la lutte armée. N'ayant rien compris à cette mascarade, comme il était prévisible, les masses ne bougèrent pas.

Seconde Internationale et de l'Internationale deux et demie qui prévalent. L'opportunisme «communiste» réclame des actions communes avec la social-démocratie et se prononce «en faveur de la collaboration avec les partis socialistes». Il renie complètement l'oeuvre internationale des bolcheviks qui mirent tout en oeuvre pour débarrasser le prolétariat occidental du virus social-démocrate.

Au nom de la démocratie et de la paix, les 81 font rentrer par la fenêtre l'ennemi chassé par la porte.

«La cause de la paix et du progrès social exige, à l'échelle nationale et internationale, l'unité de tous les mouvements démocratiques de masse. Elle ne peut être obtenue que sur le terrain de l'unité d'action dans la lutte pour le maintien de la paix et de l'indépendance nationale, la sauvegarde et l'extension des droits démocratiques, l'amélioration des conditions de vie et le développement des droits sociaux des travailleurs». «Les intérêts fondamentaux du mouvement ouvrier exigent impérieusement que **les partis sociaux-démocrates et communistes prennent la voie d'actions communes sur le plan national et international afin d'obtenir l'interdiction immédiate de la fabrication et de l'emploi des armes et des expériences nucléaires, la création de zones dénucléarisées, le désarmement général et intégral sous contrôle international, la suppression des bases militaires sur les territoires étrangers, le retrait des troupes étrangères, l'appui aux mouvements de libération nationale des pays dépendants et coloniaux. Des actions communes sont également nécessaires pour garantir la souveraineté nationale, renforcer la démocratie et écarter le danger fasciste, pour élever le niveau de vie des travailleurs, et réduire la semaine de travail en maintenant les salaires, etc...»**

La Gauche marxiste internationale, en Italie en particulier, a toujours repoussé tout «bloc» avec d'autres partis ou fractions soi-disant ouvriers, et même toute alliance, même passagère. Lorsque la IIIème Internationale inaugura cette pratique, notre courant dénonça énergiquement la déviation et en montra le danger. La suite des événements n'a que trop démontré la justesse de sa position, puisque l'Internationale s'est progressivement enfoncée dans la collaboration de classe. Lorsque pendant la seconde guerre mondiale, elle décida sa propre dissolution pour complaire à l'impérialisme mondial, l'Internationale n'avait plus aucune valeur pour le prolétariat puisqu'elle avait depuis longtemps renoncé à la lutte révolutionnaire. Sous le prétexte que l'essentiel était la «guerre contre le fascisme», le prolétariat dut sacrifier sa solidarité internationale de classe à l'union sacrée avec la bourgeoisie de chaque pays. Telle fut la «justification» que l'Internationale donna de son honteux sabotage et qui équivalait à reconnaître le principe de la «défense de la patrie» et donc à commettre la même trahison que les partis de la IIème Internationale en 1914.

Pendant et après la première guerre mondiale, Lénine et toute la gauche communiste internationale ont voulu la scission des partis sociaux-démocrates afin que le mouvement ouvrier soit épuré de la gangrène opportuniste qui avait

conduit à l'union sacrée de guerre. Les 81, eux, renient cette scission salutaire:

«Après avoir surmonté la scission dans son propre camp et réalisé l'unité d'action dans tous les secteurs, la classe ouvrière de nombreux pays pourra porter un dur coup à la politique des milieux gouvernants, les contraindre à cesser de préparer une nouvelle guerre, repousser l'offensive du capital monopoliste et donner satisfaction à ses revendications démocratiques les plus vitales et les plus urgentes».

CARACTÈRE NATIONAL OU INTERNATIONAL DE LA LUTTE PROLÉTARIENNE

Le Manifeste porcine affirme: *«Tous les partis marxistes-léninistes sont indépendants, jouissent de droits égaux et élaborent leur politique en partant des conditions concrètes de leur pays et en s'inspirant des principes du marxisme-léninisme».* C'est là dénier complètement à la lutte prolétarienne son caractère international et internationaliste. L'«indépendance» en question n'est rien d'autre que la subordination des prolétaires aux intérêts des classes dominantes de leurs pays respectifs. Des partis vraiment communistes n'aspirent à aucune «indépendance», dans ce sens qu'ils savent dépendre entièrement de la lutte mondiale des classes et qu'ils suivent donc avec discipline la tactique et la stratégie qui découlent de la vision organique que le parti prolétarien mondial a du processus révolutionnaire.

La conception nationaliste du parti que les 81 proposent aux prolétaires dérive de la théorie de la *«création du socialisme dans un seul pays»* qu'ils ont fait passer pour marxiste pendant des dizaines d'années et d'où est sortie pareille théorie sur les *«voies multiples au socialisme»*. Non seulement cette dernière est fautive et renégate, mais elle contredit la pratique «concrète» de l'opportunisme quand, comme nous l'avons vu, il prétend donner au prolétariat mondial un objectif unique, *«la lutte pour l'indépendance nationale, la paix et la démocratie»*.

Les voies de la contre-révolution sont multiples, celle de la révolution est une. C'est la prise violente du pouvoir par le prolétariat guidé par le parti communiste mondial; c'est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'instauration d'un Etat de classe: tout changement dans ce programme ne vise qu'à détourner le prolétariat de sa voie maîtresse et à retarder la révolution mondiale.

GUERRE IMPÉRIALISTE ET GUERRE DE CLASSE

Tout ceci ne signifie pas que l'on doive «exporter la révolution» comme aiment à dire les opportunistes bien que la fautive théorie de l'*«exportation de la révolution»* soit encore infiniment supérieure à leur pacifisme doucereux par la passion et la violence révolutionnaires dont elle est chargée. La révolution ne s'exporte pas parce qu'elle ne résulte pas d'une simple volonté, mais d'une combinaison heureuse de conditions subjectives et de la crise objective du capitalisme. Par contre, l'opportunisme aide l'impérialisme à «exporter» la

contre-révolution, ce qui, comme on peut aisément le constater, est un des principaux moyens de la faire triompher. Par exemple, ce n'est pas à la suite d'une maturation de conditions favorables que les pays de l'Est européen sont parvenus à leur prétendu «socialisme», mais à la suite de l'intervention armée de la Russie «soviétique». C'est que l'opportunisme ne répudie la violence que lorsqu'elle est révolutionnaire. Quand il s'agit de prévenir ou d'écraser la révolution, il en fait large usage, comme l'exemple des pays balkaniques le prouve: pourquoi l'armée les a-t-elle occupés, si ce n'est pour étouffer les sursauts de classe qu'une guerre terrible risquait de provoquer et pour permettre aux mécanismes économiques et politiques du capitalisme de se remettre en marche sans conflits violents? Si les prolétaires allemands ont cru pouvoir commencer la «construction du socialisme» lors de l'arrivée de la fautive «armée rouge», ils s'aperçurent bien vite que l'occupant avait seulement intérêt au rétablissement de l'ordre indispensable à une reprise de la production dans le vieux cadre capitaliste; là où des Conseils ouvriers avaient été constitués pour poser et défendre les revendications du prolétariat, ils furent en effet dissous.

Dans les pays tombés sous la coupe des armées occidentales, l'occupation eut exactement la même fonction de conservation sociale.

Les sarcasmes opportunistes sur l'*«exportation de la révolution»* ont donc pour but non pas de repousser une théorie erronée, mais de convaincre les ouvriers et la bourgeoisie elle-même que jamais le prolétariat ne recourra à la guerre révolutionnaire. Face à cette trahison, les véritables communistes proclament hautement qu'ils ne rejettent pas **par principe** une guerre socialiste contre les grands centres impérialistes; mais dans une telle guerre, le facteur décisif serait la lutte des prolétaires des pays encore soumis au capitalisme, et non pas l'intervention des dictatures prolétariennes déjà instaurées.

Le véritable parti communiste a la ferme décision de combattre le capitalisme par la violence révolutionnaire et de le détruire. L'opportunisme constate seulement sa *«décadence et sa désagrégation»* et le rôle de garde-blanc des Etats-Unis; au lieu de se préparer à lui porter le coup décisif, il s'emploie à en corriger les vices et à en guérir la maladie mortelle.

VIOLENCE DE CLASSE ET PRISE DU POUVOIR

Les partis opportunistes nient absolument ce caractère violent de la révolution, même s'ils en parlent encore. Ils se définissent comme des *«forces de paix»* s'opposant aux *«forces de guerre»* de l'impérialisme. Ils osent proclamer que, sauf rares exceptions, la «voie au socialisme» passe aujourd'hui par la paix sociale, la démocratie et même le parlementarisme. Nous citons textuellement:

«Etant données les conditions qui règnent actuellement dans divers pays capitalistes, la classe ouvrière dirigée par son avant-garde a la possibilité d'unir la majorité du peuple dans un front ouvrier et populaire ou de réaliser d'autres formes d'accord et de collaboration politique entre les divers partis

et les diverses organisations sociales. Elle peut conquérir le pouvoir d'état sans guerre civile et assurer le transfert des principaux moyens de production aux mains du peuple. S'appuyant sur la majorité du peuple et repoussant résolument les opportunistes incapables de renoncer à une politique de collaboration avec les capitalistes et les propriétaires fonciers, la classe ouvrière a la possibilité de vaincre les forces réactionnaires et antipopulaires, de conquérir une majorité stable au parlement, et de transformer celui-ci d'instrument des intérêts de classe de la bourgeoisie en un instrument du peuple travailleur. Elle peut déclencher de vastes luttes de masses hors du parlement, briser la résistance des forces réactionnaires et créer les conditions nécessaires pour la réalisation pacifique de la révolution socialiste».

Pour le marxisme, au contraire, tant qu'une fraction quelconque du globe restera sous la domination du capitalisme, la guerre de classe sera nécessaire pour l'instauration du socialisme, et il ne cessera de la revendiquer.

Le front ennemi n'est homogène ni du point de vue social, ni du point de vue politique parce que tous les pays capitalistes n'ont pas la même maturité. Le secteur le plus faible de ce front est l'Europe occidentale à haut potentiel industriel et forte concentration prolétarienne: c'est pourquoi l'impérialisme pratique à son égard une politique «d'aide» économique et politique, qu'on doit naturellement comprendre comme une manoeuvre pour la conservation du régime bourgeois.

On ne peut appliquer aux pays industrialisés la «double tactique» prévue par Marx pour l'Allemagne de 1848 et appliquée par Lénine à la Russie de 1917, c'est-à-dire la lutte pour la destruction de l'absolutisme et la conquête de la «démocratie» et des «libertés politiques», puis la lutte pour la destruction du régime bourgeois démocratique et l'instauration du socialisme.

Dans les pays industrialisés, il n'y a qu'une seule tactique possible, et son but direct est le socialisme.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Le mot d'ordre sur lequel le prolétariat doit se battre est: **dictature du prolétariat et du parti communiste** et non pas **dictature démocratique du prolétariat et des paysans**.

Ce dernier mot d'ordre a été lancé par Lénine avant même la révolution de 1905 et, répondant aux tâches bourgeoises de la révolution russe, il ne prétendait nullement constituer une solution générale du problème révolutionnaire, bien qu'il n'ait pas non plus été spécifiquement russe. En effet, à l'époque du capitalisme avancé, le prolétariat de tout pays arriéré peut et doit, quand les conditions l'exigent, remplir une double tâche révolutionnaire; il suffit pour cela qu'il soit guidé par un parti solidement attaché au marxisme, dont l'importance décisive a été montrée précisément par la révolution russe passant en quelques mois de la phase démocratico-bourgeoise à la phase prolétarienne et socialiste.

C'est la prédominance de la population rurale en Russie qui a rendu

nécessaire l'alliance du prolétariat, non pas avec «les paysans» en général, c'est-à-dire la petite bourgeoisie rurale et à plus forte raison les paysans riches, comme le suggère l'opportunisme, mais avec les paysans pauvres, le prolétariat agricole et les journaliers, comme Lénine l'a toujours dit. Mais l'opportunisme se moque de ces distinctions de classes et prétend justifier sa tactique par des généralisations abusives d'aspects contingents de la révolution russe.

Pour les marxistes, la révolution russe n'a ni découvert de nouveaux principes, ni employé de méthodes originales, ni inventé de solutions nouvelles. La révolution russe tient toute entière à l'intérieur du marxisme le plus orthodoxe, sinon le parti communiste n'aurait pu la vouloir, la prévoir et la diriger. Ne pouvant nier qu'elle ait exalté l'intransigeance dans les principes, les méthodes antidémocratiques de lutte et la dictature du prolétariat, l'opportunisme tente de présenter la révolution bolchevique comme une «expérience» unique, isolée de tout le contexte international de la lutte de classe.

Les communistes revendiquent au contraire **toute** la tradition bolchevique comme un exemple que la crise révolutionnaire de la société imposera au prolétariat **mondial** de suivre.

LA VOIE VERS LE SOCIALISME EST UNIQUE

A mesure que le capitalisme généralise les conditions de la lutte révolutionnaire, la tactique communiste se simplifie. Le parti prolétarien n'a rien à découvrir ni à apprendre des diverses «situations»: il a à appliquer ses méthodes propres et à rester fidèle au marxisme, condition **sine qua non** de la victoire finale.

Chaque fois que sous le prétexte d'atteindre plus facilement des objectifs révolutionnaires, on s'est éloigné même d'un seul pas de la théorie et des principes marxistes, on a glissé vers les trahisons les plus honteuses, et la révolution en a été retardée. La tactique manoeuvrière de l'opportunisme recherche toujours de soi-disant «points d'appui» au sein de la classe adverse elle-même, elle est toujours en quête d'une «gauche» avec laquelle s'allier, même s'il lui faut aller la prendre dans le camp ouvertement contre-révolutionnaire de la grande bourgeoisie.

La Gauche communiste d'Italie s'est toujours battue résolument contre ce machiavélisme tactique qu'elle a dénoncé comme une des caractéristiques capitales de l'opportunisme. C'est le seul courant qui ait appliqué une tactique révolutionnaire conséquente pendant qu'il possédait encore une influence sur le mouvement ouvrier, traçant de façon exemplaire les schémas tactiques généraux du mouvement révolutionnaire et élevant de manière incomparable la capacité de lutte du prolétariat.

Au contraire, l'opportunisme a subordonné le prolétariat mondial au capitalisme, ce qui prouve bien qu'il était son pire ennemi, car le capitalisme seul n'y aurait pas réussi. L'opportunisme demande au prolétariat de rejeter la praxis révolutionnaire sous prétexte qu'elle aurait vieilli; mais tout ce qu'il propose pour

la remplacer, ce sont des schémas surannés, des méthodes archaïques et archi-connues de l'ennemi de classe, et il ne peut même pas se vanter du moindre succès partiel, ni, à plus forte raison, de la moindre tentative de frapper le capitalisme au coeur.

Dans un avenir qui n'est pas très lointain le prolétariat se retrouvera placé devant l'alternative révolutionnaire **capitalisme ou socialisme** et le destin de l'espèce humaine se décidera à nouveau pour de longues décades. Le parti de classe a donc dès aujourd'hui le devoir impérieux de disputer à l'opportunisme toutes ses positions au sein du mouvement prolétarien. Il doit lui arracher le monopole de la théorie marxiste que celui-ci prétend mensongèrement posséder afin de reconquérir les positions qui lui permettront de lancer le mouvement de classe contre le capitalisme, jusqu'à ce que le capitalisme soit détruit.

AUX EDITIONS PROGRAMME

Mise à jour Mai 2004

(La liste ci-dessous des textes publiés n'est pas complète pour des raisons de place. Pour connaître la totalité et les détails de nos publications, commandez le «Catalogue des publications» des Ed. Programme - 2 €)

EN FRANCAIS

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies) **2 à 3€ le numéro**
- Numéros 51 à 57 **2€**
- Numéro 58 (112 pages) **4€**
- Numéros 59 à 88 **2€**
- Numéro 89 **3€**
- Numéros 90 à 97 **4€**
- Numéros 98 **8€**

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme (Nouvelle édition, 2001) **8€**
2. Parti et classe **5€**
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire (Nouvelle édition, 2004) **3€**
4. Eléments d'orientation marxiste **épuisé**
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») **3€**
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe **épuisé**
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) **9€**
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS) **6€**
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) **10€**
10. Eléments de l'économie marxiste **10€**

Brochures « le prolétaire »

5. Question féminine et lutte de classe (1977) **1€**
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois (1980) **1€**
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) (1977) **1€**
8. Violence, terrorisme et lutte de classe (1977) **1€**
9. Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises (1977) **1€**
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) (1978) **1€**
11. Auschwitz ou le grand alibi (1960) **1€**
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration (1980) **épuisé**
13. Le marxisme et l'Iran (1980) **1€**
14. Foyers de travailleurs immigrés : enseignements de 6 ans de lutte (1981) **1€**
15. Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution (1981) **1€**
16. Pour des revendications et des méthodes de classe

- (Orientation pratique d'action syndicale) (1981) **1€**
- 17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) **1,5€**
- 18. Vive la lutte des ouvriers polonais! (1982) **1€**
- 19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste **2€**
- 21. Lénine sur le chemin de la révolution (Texte de 1924, discours après la mort de Lénine) **1,5€**
- 22. Marxisme et science bourgeoise **1,5€**
- 23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme. (1999) **1,5€**
- 24. Mai-Juin 68 : Nécessité du parti politique de classe **1,5€**
- 25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne / Italie 1921-1924 (Mai 2001) **1,5€**
- 26. A propos de la polémique sur notre texte «Auschwitz ou le grand alibi»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (mai 2001) **1,5€**
- 27. Algérie: Seule la lutte de classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois ! (oct. 2001) **1,5€**
- 28. Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer? (Janv. 2002) **1,5€**
- 29. Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe (Déc. 2001) **2€**
- 30. Le marxisme et la question palestinienne **4€**

Suppléments au « prolétaire »

- Mouvements revendicatifs et socialisme **0,5€**
- Révolution et contre-révolution en Russie **1€**
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien (1995 - Texte de 1972) **1€**
- Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981) **1€**

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

1. Le syndicalisme en Algérie (1919-1979) **2€**
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires (1981) **1€**
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau» (1982) **2€**

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919) **épuisé**
- vol. I bis (racolta di scritti 1912-19) **10€**

vol. II (1919-1920)	18€
vol. III (1920-1921)	épuisé
• Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	20€
I testi del partito comunista internazionale	
1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario	5€
2. In difesa della continuità del programma comunista (disponibile ora solo in fotocopia)	9€
4. Partito e classe	5€
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	5€
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti (disponibile ora solo in fotocopia)	9€
7. Lezioni delle controrivoluzioni	5€
Quaderni del Programma Comunista	
• Il mito della pianificazione socialista in Russia (1976)	4€
• Il «rilancio dei consumi sociali » ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi (1977)	6€
• Il proletariato e la guerra (1978)	6€
• La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale (1980)	8€
Reprint « il comunista »	
• Marxismo e scienza borghese	3,5€
• La lotta di classe dei popoli non bianchi	3,5€
• La successione delle forme di riduzione nella teoria marxista	5,5€
• Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	5,5€
• Bordiga: La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	3,5€
• Abaco della economia marxista	3,5€
• Lotta di classe e questione femminile	5,5€
• La teoria marxista della moneta	3,5€
• Il proletariato e la seconda guerra mondiale	3,5€
• Antimilitarismo di classe e guerra	4,5€
• Sulla lotta immediata e gli organismi proletari indipendenti	4,5€
• P.C. d'Italia, sezione dell'Internazionale comunista: Relazione del Comitato Centrale al 2° Congresso Nazionale, Roma 20-24 marzo 1922.	5,5€
• Auschwitz, o il grande alibi	3,5€
Altri opuscoli	
• Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	1,5€
• La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	1,5€
• Il marxismo e l'Iran (1980)	1,5€
• Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	2€
• Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	1,5€
• Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	1,5€
• Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	1,5€
• Punti base di adesione per l'organizzazione, 1952	1,5€
• Chi siamo e che cosa vogliamo (1969)	2€
• Punti di azione sindacale (1972)	2€

• Orientamenti pratici di azione sindacale (1975)	1,5€
• Analisi della ideologia delle BR: dallo spontaneismo al terrorismo (1978)	2€
• Carlo Marx, teorizzatore e formidabile combattente della rivoluzione proletaria e del comunismo (1983)	1,5€
• Sui movimenti di lotta del napoletano (dal 1995 al 2002) - (Giugno 2003)	4€

EN ANGLAIS

• The fundamentals of Revolutionary Communism	5€
• Party and Class	5€
• Communist Program (Organ of the International Communist party) Ns 1 to 7	3€
• The Party's Programme	1,5€
• The Proletarian (Nr. 1) (February 2002)	1€

EN ESPAGNOL

1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	4€
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	4€
3. Partido y clase	épuisé
El Programa Comunista	
• n°1 à 38, n°40	2€
• n°39 (Manifiesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	4€
• n° 41, 42, 43, 44	3€
• n° 45	4€
• La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	1,5€

EN ALLEMAND

1. Die Frage der revolutionären Partei	3€
2. Revolution und Konterrevolution in Russland	3€
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	2€
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	3€
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	4€
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	3€
• Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	3€

Broschüren

• Auschwitz oder das grosse alibi	1€
• Klassensolidarität mit dem Chilenischen proletariat (1975)	4€
• Portugal: Rausch und Katzenjammer einer Scheinrevolution (1976)	5€

EN ARABE

• Pour le parti ouvrier indépendant	1€
• Thèses caractéristiques du parti	2€
• Les communistes et la question de la liberté politique	1,5€
• Manifeste du P.C. International	2€
• Ce qui distingue notre parti	0,5€

EN PORTUGUAIS

1. Teses características do partido	1,5€
-------------------------------------	------

2. Lições das contra-revoluções	1,5€
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	1,5€
• As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	1,5€

EN TURC

• Karl Marx Friedrich Engels: Komünist partisi manifestosu	1,5€
• Rusya'da devrim ve karsi-devrim	1€
• Bulletin Enternationalist Proleter (3 nos parus, 1981 - 1983)	1€

EN HOLLANDAIS

• Het democratisch principe	1€
-----------------------------	----

EN POLONAIS

• W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	1,5€
---	------

EN PERSE

• Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	1,5€
• Les fedayins et la question de l'Etat	1€

EN GREC

• Parti et classe	3€
-------------------	----

EN DANOIS / SUEDOIS

1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristike teser	3€
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	3€

AUTRES TEXTES DANS LA BIBLIOTHEQUE DE LA GAUCHE COMMUNISTE

En italien

• Amadeo Bordiga: Economia marxista ed economia controrivoluzionaria (263 p.) - Ed. Iskra	12€
• Amadeo Bordiga: I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.) - Ed. Iskra	10€
• A. Bordiga: Drammi gialli e sinistri della moderna decadenza sociale - Ed. Iskra	10€
• Amadeo Bordiga: Imprese economiche di pantalone (153 p.) - Ed. Iskra	12€

• Amadeo Bordiga: Proprietà e capitale (202p.) - Ed. Iskra	12€
• Amadeo Bordiga: Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) - Ed. Iskra	12€
• A. Bordiga: Dialogato con Stalin - Ed. Sociali	8€
• A. Bordiga: Dialogato coi Morti - Ed. Sociali	épuisé
• O. Perrone: La tattica del Comintern 1926 - 1940 - Ed. Sociali	épuisé
• Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.) - Ed. Iskra	10€
• Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.) - Ed. Iskra	10€
• Trotsky, Vujovic, Zinoviev: Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (299 p.) - Ed. Iskra	12€
• Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.) - Ed. Iskra	10€
• William D. Haywood: La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.) - Ed. Iskra	12€
• N. Bucharin-L. Trotsky: Ottobre 1917: Dalla dittatura dell'imperialismo alla dittatura del proletariato	10€
• La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione - Ed. Sociali	7€

En français

• Léon Trotsky: Terrorisme et communisme - Ed. Prométhée	10€
• A. Bordiga: Facteur de race et de nation dans la théorie marxiste - Ed. Prométhée	épuisé

En russe

• Qu'est-ce que le parti communiste international? N° 1 : (Au sommaire: - Qu'est-ce que le parti Communiste International - Révolution et contrerévolution en Russie - critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré - programme du Parti Communiste International)	3€
• Qu'est-ce que le parti communiste international? N° 2 : (Au sommaire: - le tournant des Front Populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1976) - Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire (1976) - La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (Réunion de san Donà, déc. 1992)	3€

PAIEMENT : Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), à envoyer à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon (France)
FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; prioritaire: nous consulter)

AVERTISSEMENT:

- les textes épuisés ou en voie d'épuisement ne peuvent être fournis qu'en photocopies; nous consulter.
- les prix indiqués dans ce catalogue n'ont de valeur que pour l'année en cours.
- les prix directement imprimés sur les brochures, journaux et livres, compte tenu de la date d'édition parfois ancienne, ne font pas toujours foi.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant

les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques prébourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

Les fondements du communisme révolutionnaire (*Extrait du texte*)

Revue des adversaires

Dans cette première partie de l'exposé, nous diviserons les ennemis de notre position en trois groupes: ceux qui nient, ceux qui falsifient et ceux qui prétendent mettre à jour le marxisme. (...)

Le premier groupe, c'est-à-dire les négateurs du marxisme, n'ont encore subi qu'une défaite doctrinale (la défaite sociale viendra plus tard); mais celle-ci est confirmée par leur passage chaque jour plus massif dans le camp de ceux qui «volent» à Marx les vérités qu'il a découvertes: convaincus de ne pouvoir les réfuter quand elles sont fermement énoncées (chose que les révolutionnaires ne craignent pas de faire pour leurs thèses classiques), ils préfèrent encore les falsifier et rallient donc le second groupe, voire (pourquoi pas?) le troisième, celui des modernisateurs.

Les falsificateurs sont ceux qui ont été historiquement désignés comme «**opportunistes**», révisionnistes, réformistes; ce sont ceux qui éliminèrent du complexe des théories de Marx l'attente de la catastrophe révolutionnaire et l'usage de la violence armée, comme si cela était possible sans anéantir l'ensemble. Mais il existe une catégorie de falsificateurs en tous points semblables aux premiers (et leurs égaux dans la superstition activiste) même parmi ceux qui acceptent ostensiblement la violence et la rébellion; il est en effet un point devant lequel aussi bien les uns que les autres reculent, un point qui appartient exclusivement à la théorie de Marx et en constitue l'élément discriminant: la revendication de la force armée maniée non plus par l'individu ou le groupe opprimé isolément considérés, mais par la classe victorieuse et libérée, c'est-à-dire de la **DICTATURE DE CLASSE**, bête noire tant des anarchistes que des sociaux-démocrates.

Aux alentours de 1917, nous avons pu nous imaginer que ce second et misérable groupe était lui aussi allé au tapis sous les coups de Lénine. Mais tout en considérant sa victoire doctrinale sur eux comme définitive, nous avons été les premiers, par la suite, à montrer que les conditions existaient pour la renaissance de cette infâme engeance que nous retrouvons aujourd'hui dans le stalinisme et le post-stalinisme russe tel que le XXème Congrès l'a mis en circulation.

Dans la troisième catégorie, celle des gens qui prétendent mettre à jour le marxisme, nous rangeons les groupes qui, tout en considérant le stalinisme dont nous venons de parler comme une nouvelle forme de l'opportunisme classique battu par Lénine, attribuant le terrible malheur qui est venu ainsi frapper le mouvement ouvrier révolutionnaire à des défauts et à des insuffisances de la doctrine marxiste originelle et, entreprenant de la rectifier, prétendent y parvenir en se servant des données de l'évolution historique postérieure à la formation de la théorie, évolution qui, à les en croire, aurait contredit celle-ci.

En Italie, en France et dans tous les pays, il existe beaucoup de ces groupes et groupuscules où les premières réactions prolétariennes contre les terribles désillusions dues aux déformations et à la décomposition provoquées par le stalinisme se gaspillent avec des résultats désastreux. Un de ces groupes se rattache au trotskysme, mais en réalité il n'a pas compris que ce que Trotsky a toujours condamné dans Staline était la déviation par rapport à Marx, même s'il a par ailleurs abusé de jugements personnels et moraux, voire stériles comme l'a bien démontré l'effronterie avec laquelle le XXème Congrès l'a empruntée pour prostituer la tradition révolutionnaire de façon bien pire encore que Staline lui-même. (...)